

P.6 POÉSIES

MAHMOUD DARWICH
Katherine L. Battaiellie

P.36 LE GRAND ENTRETIEN

LES ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES
Pascal Savoldelli

P.51 STATISTIQUES

HOMMAGE À
BERNARD MARIS
Michaël Orand



DOSSIER

MÉDIA

BESOIN D'OXYGÈNE !

EXPRESSION COMMUNISTE

Le N° 6 de *Progressistes*

vous propose un dossier riche et utile pour comprendre et argumenter autour des enjeux de l'économie circulaire et bien sûr retrouvez les pages sur l'écologie, le monde du travail et les avancées scientifiques et techniques.

THÈMES DES PROCHAINS NUMÉROS DE

LA REVUE DU PROJET :

Féminisme, Nation,
La question musulmane...

Vous avez des idées sur ces dossiers n'hésitez pas à nous contacter : **Écrivez à** revue@pcf.fr

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Après les massacres

6 POÉSIES

Katherine L. Battaielle Mahmoud Darwich

7 REGARD

Étienne Chosson La liberté guidant nos pas

8 ▶ 34 LE DOSSIER

MÉDIA, BESOIN D'OXYGÈNE

Anthony Maranghi, Frédo Coyère Maintenant restons Charlie !

Patrick Apel-Muller La presse, un enjeu de civilisation

Anthony Maranghi L'étude des media et la fabrique de l'opinion au XX^e siècle

Julien Salingue Critiquer les média pour les transformer : un enjeu démocratique essentiel

Nick Couldry La télé-réalité ou le théâtre secret du néolibéralisme

Gilles Balbastre Leur petite entreprise ne connaît pas la crise

Camille Marigaux L'exemple sud-américain des radios populaires : les « voix des sans voix »

Lionel Thompson Une radio publique, pourquoi, pour qui ?

Gérard Pitocchi *Nice-Matin*, une page inédite dans l'histoire de la presse

Émilie Parente *La Marseillaise* a un avenir

Laurent Mauduit La révolution technologique au service de la révolution démocratique

Dominique Candille La responsabilité des média dans la montée du FN

Arnaud Bihel Média au masculin, démocratie incomplète

Corinne Mazel Bobines sociales : un festival militant de quartier

Jean-François Téaldi Pour une appropriation populaire des média

Pierre Rimbart Une presse libre à portée de main

Baruch Spinoza De la liberté de penser

Rosa Moussaoui Après ça, être journaliste

35 LECTRICES & LECTEURS

André Landrain Migrations : des chantiers à rouvrir

36 ▶ 39 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Pascal Salvodelli Les élections départementales

PUBLICATIONS DES SECTEURS

Extraits du livret militant *Mon département j'y tiens*

40 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Culture : le syndrome Pellerin

42 MOUVEMENT RÉEL

Tony Andreani Au cœur d'un projet alternatif, la planification

44 HISTOIRE

Claire Feuvrier-Prévozat L'argent à Rome à l'époque républicaine

46 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Guy Di Méo Question de sexe ou question de genre ? Les femmes et la ville

48 SCIENCES

Laurent Lefebvre Qu'est-ce qu'un informaticien ?

50 SONDAGES

Gérard Streiff La société est inégalitaire, disent les Français

51 STATISTIQUES

Michaël Orand Rendre l'économie plus belle en la rendant plus humaine. Hommage à Bernard Maris

52 REVUE DES MÉDIA

Charlie, partout on dessine en ton nom

54 CRITIQUES

• **LIRE : Véronique Bonnet** Richard Matthew Stallman ou l'informatique de l'humain

• **Alexandre Courban** *L'humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin-1904-1939*

• **Loïc Rignol** *Les Hiéroglyphes de la Nature. Le socialisme scientifique en France dans le premier XIX^e siècle*

• **Bruno Odent** *Modèle allemand, une imposture*

• « Rebelles au travail » *Cahiers d'Histoire-Revue d'histoire critique*, n° 125

58 DANS LE TEXTE

Florian Gulli et **Jean Quéfier** La marchandise

61 BULLETIN D'ABONNEMENT

63 NOTES

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Patrice Bessac

Rédacteur en chef : Guillaume Roubaud-Quashie • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nicolas Dutent, Clément Garcia, Maxime Cochard, Alexandre Fleuret, Marine Roussillon, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quéfier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Anthony Maranghi, Franck Delorieux, Francis Combes, Camille Ducrot, Stève Bessac • **Direction artistique et illustrations** : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • **Dépôt légal** : Février 2015 - N°44. ISSN 2265-4585 - Numéro de commission paritaire : 1019 G 91533.

Après les massacres

Il y eut – et il demeure – la nécessité d'honorer les assassinés. Croît à présent, pour toutes les femmes et tous les hommes de progrès, la nécessité de penser et d'agir. Dans ses prochains numéros, *La Revue du projet* tâchera de prendre sa part dans cet effort difficile mais aujourd'hui résolument impérieux. Mais parce qu'il faut commencer dès à présent, mettons en débat quelques pistes et réflexions.

LIBERTÉ

Liberté : c'est bien sûr le point politique nodal après les massacres. Hasard étrange du calendrier, « liberté » était le thème que nous avons retenu pour ce mois de janvier qui devait se révéler 17 fois liberticide et provoquer en même temps une des plus grandes manifestations populaires de notre histoire en faveur de la liberté. Pourtant, la liberté d'expression ne figurait pas au sommaire : c'est que nous ne voulions pas – nous ne pouvions pas ! – décliner à l'infini toutes les libertés. C'est peut-être aussi, inconsciemment, que nous sentions que la question pouvait assez mal être traitée en un seul et simple article tant le mouvement progressiste est traversé en ce domaine par des débats – aussi vifs que non directement formulés. La publication de caricatures de Mahomet et ses suites si terriblement macabres nous imposent à présent de tenter une approche.

Il existe de longue date, dans une partie du mouvement progressiste, quelque chose qui ressortit bien à ce qu' Aimé Césaire, dans une soudaine fulgurance, avait nommé il y a près de 60 ans, « fraternalisme », ce sentiment de supériorité charitable. Qu'est-ce à dire ? Eh bien, dans une conception capitulant devant les lectures racialisées (des races existeraient et seraient des concepts pertinents pour comprendre et classer le monde social), cela revient, ici, à cette petite chanson : nous, les Blancs – comme si le Blanc existait –, nous ne pouvons pas nous moquer de la religion musulmane, leur religion à eux, les Arabes et les Noirs – comme si le Noir et l'Arabe existaient et étaient tous musulmans. Nous voici au cœur du fraternalisme racialisé : les races existent, « notre race blanche » doit prendre soin des « malheureuses races nègre et arabe », elles-mêmes consubstantiellement rattachées à une religion. Il faut les protéger des sarcasmes comme on le fait avec son tout petit frère, trop jeune pour comprendre et se défendre. Oui, cette lecture, à la générosité toute néocoloniale, ne manque pas d'adeptes dans notre camp, bien qu'elle soit fautive de bout en bout et crée des blocs là où il n'y en a pas. Rappelons-le : il n'y a pas de race ; couleur de peau et reli-

gion sont deux choses distinctes ; les contradictions de classe ne s'arrêtent pas aux frontières de l'épiderme.

Dans le même temps, qui connaît un peu l'histoire de France sait bien à quelle classe appartenait la masse de ces millions de personnes qui constituèrent les flux de migration au XX^e siècle, et qui suit les média avec un œil un tantinet sociologique voit bien à quel milieu appartiennent les commentateurs et écrivains télévisés qui n'ont rien à redire devant les massacres impériaux et les humiliations de masse capitalistes, mais aiment à brocarder ceux qu'ils présentent comme un bloc hostile – qui n'existe pourtant pas comme bloc, rappelons-le ! – : les immigrés-c'est-à-dire-les-Arabes-et-les-Noirs-c'est-à-dire-les-musulmans-qui-par-définition-ne-sont-pas-et-ne-seront-jamais-vraiment-français. Arrêtons-nous un instant sur ce discours qui, pour n'être pas parfaitement dominant, s'est tant banalisé. Il réalise la fusion improbable de 4 réalités pourtant tout à fait indépendantes les unes des autres : origine géographique (immigré [auquel est rattaché le fameux « issu de l'immigration », comme si tout le monde n'en était pas issu...]/non immigré) ; race-couleur-de-peau (Arabes/Noirs/Blancs...) ; religion (musulman/chrétien) ; nationalité (français/étranger). De la sorte, un Français se trouve nécessairement né en France, blanc et chrétien (à la limite, athée) et quiconque dérogerait à ces piliers ne saurait être vraiment français, relevant bien davantage de ce « bloc Autre » ou de l'un de ses sous-blocs le plus souvent nommés désormais « communautés ». De ce point de vue, il faut noter que les juifs – ou assignés comme tels – se trouvent de plus en plus confrontés à ce même phénomène : mise à l'écart du « nous » collectif national et désignation comme bloc (« communauté ») sur d'improbables bases racio-religieuses chères aux antisémites comme aux racistes sionistes – les crimes des uns nourrissant ceux des autres, dans une spirale qui, laissée à elle-même, ne présente aucune issue.

Résumons avant que les digressions ne fassent perdre le fil : beaucoup d'immigrés d'Afrique sont des travailleurs ; les immigrés d'Afrique, leurs enfants, petits-enfants, etc. sont l'objet d'attaques de la part de dominants qui théorisent ►

Après les massacres

- leur dangerosité et leur extériorité à la « vraie France ». Quel rapport avec *Charlie* et le malaise des progressistes touchant la liberté d'expression ? À première vue, aucun, d'autant que Charb, Wolinski et les autres dessinateurs massacrés n'ont jamais été des Finkelkraut du crayon ! Mais si on creuse, finit par surgir cette question : peut-on rire, avec des bourgeois, de certaines croyances et pratiques de certains de nos frères de classe qui subissent déjà bien des discriminations ? Ou, plus abruptement encore : peut-on rire d'un camarade avec son patron ?

Ne le cachons pas, la question n'est pas simple. Mais notre avantage de communistes du XXI^e siècle est qu'elle n'est pas neuve. Dans l'histoire des luttes de classes, le Mouvement ouvrier a pu être amené à s'allier à la bourgeoisie libérale contre les obscurantistes féodaux, pour la liberté de conscience, d'expression, la maîtrise de son corps... À l'inverse, il a pu s'allier à de très authentiques réactionnaires contre une bourgeoisie d'oppression rapace, brandissant, à la fin du XIX^e siècle, un faux suaire laïque pour généraliser le travail le dimanche...

Au-delà du fait que le rire ne vaut pas alliance, ce détour ne nous invite-t-il pas à remettre le raisonnement politique sur les pieds en commençant, comme y invite Pierre Laurent dans son rapport au Conseil national, par considérer en tout premier lieu la fin qui nous meut ? *En d'autres termes, au-delà des alliances ponctuelles, l'important n'est-il pas l'objectif qui les commande, c'est-à-dire notre projet ?* La question-clé demeure : que voulons-nous ? En la matière, la réponse est pourtant claire et de nature à permettre un large rassemblement : nous ne voulons pas d'une société encasernée, soumise aux caprices interprétatifs de tel ou tel théologien, nous voulons une société laïque, de liberté de conscience et d'expression, d'égalité citoyenne.

Survient alors promptement la question subséquente : est-ce que cette société laïque est à défendre ou à construire ? Les deux ! De grandes et difficiles conquêtes ont été arrachées – la loi de 1905, la loi de Jaurès, en tout premier lieu, dont on fêtera les 110 ans en décembre – mais le *statu quo* inabouti et, par là, intolérablement hypocrite, appelle, d'urgence, extension et approfondissement. Liberté d'expression, combat de l'obscurantisme, approfondissement laïque (donc de la liberté, de l'égalité et de la démocratie) : ne sont-ce pas des perspectives civilisationnelles qui sont nôtres et qui peuvent se marier aux exigences de constitution de ce large rassemblement de classe sans lequel tout projet progressiste n'est qu'amas de mots ?

Dans le même temps, car il y a souvent deux bouts à tenir – et malheur aux hémiplégiques politiques ! – nous ne voulons pas davantage d'une société militarisée, aux libertés étouffées pour que l'ordre bourgeois règne. Instruits de l'usage antipopulaire des lois liberticides, nous refusons ce piège grossier. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » disait le grand Saint-Just au temps glorieux et périlleux de la Révolution française, mais, chacun le sait ou devrait le savoir, ses plus puissants ennemis ne sont pas aujourd'hui dans nos quartiers – jetés en pâture au soupçon public – et les projets de loi qu'on appelle à droite ne les

visent pas, eux. D'évidence, on ne protégera pas la Liberté en sacrifiant les libertés populaires ! Les réponses véritables sont ailleurs.

VIRER CAP POUR CAP

Si on a bien en tête que les frères Kouachi et Amedy Coulibaly sont français, ont grandi et passé leur vie en France et ne sont donc en rien des Croisés venus de quelque contrée lointaine, alors la question qui est posée n'est pas celle de quelque fantasmagorique fermeture des frontières ou de forteresses et mâchicoulis à opposer à l'étranger ennemi, mais celle de *notre société* qui, *nolens volens*, a produit ces individus. En d'autres termes, face aux tentations liberticides qui peuvent percer ici ou là, jouissant des apparences de « l'efficacité sans angélisme », on ne saurait trop méditer cette réflexion que Marx formulait à propos de la peine de mort dans le *New York Daily Tribune* en janvier 1853 : « Quelle sorte de société est-ce donc, celle qui ne connaît pas meilleur instrument pour se défendre que le bourreau et dont le « journal vedette 00 » proclame au monde entier que sa propre brutalité est une loi éternelle ? [...] Au lieu de magnifier le bourreau qui exécute une partie des criminels à seule fin de faire place aux suivants, n'y a-t-il pas nécessité de sérieusement réfléchir à changer le système qui engendre de tels crimes ? »

De ce point de vue, n'ayons pas honte de nos combats ! L'austérité que nous dénonçons sans relâche est en bonne place sur la liste des responsables. Quel sort les dirigeants de la sixième puissance mondiale ont-ils réservé aux orphelins Kouachi ? Quelle école leur a été proposée ? Quelles perspectives les systèmes judiciaire et pénitentiaire leur ont-ils ouvert ? Quelles projections en matière d'emploi, d'épanouissement, de vie leur furent offertes ? Quel sens collectif véhicule-t-on en haut lieu, du côté de cette bourgeoisie radoteuse où Macron (« Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires ») ne parvient qu'à bégayer Guizot (« Enrichissez-vous ! ») la veille même de la tuerie ?

Ces politiques qui ne visent que l'accumulation de profit de quelques-uns, par-delà les souffrances et les humiliations qu'elles génèrent massivement, sont des culs-de-sac du sens collectif, et par là, des accoucheuses de monstres. Non, la « maudite faim d'or » (« *auri sacra fames* ») dénoncée par les Anciens ne saurait être un objectif de vie, c'est la maladie de misérables *junkies* prêts à tous les forfaits pour parvenir à leurs fins lamentables.

La politique extérieure menée par les gouvernements français, particulièrement depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, est assurément un autre élément moteur. Abjecte et injuste, hypocrite et brutale, participant, sous les ordres US servilement acceptés quand ils ne sont pas devancés, à la plongée dans le chaos de territoires gigantesques, elle est aussi de ces machines-outils qui fabriquent à la chaîne des assassins et des fous, ici et là-bas.

Pour tous ces pans structurants de l'action politique, comment ne pas voir l'ampleur et l'urgence du virage ? Cap pour cap, au plus tôt.



PERMETTRE L'ESPOIR À UN PEUPLE EN ATTENTE

Mais tout cela n'est-il que délire utopique d'opiomane, à l'heure où les sondages se suivent pour annoncer la marche triomphale du Front national ? Le martèlement systématique – à qui profite ce crime ? – de l'idée d'un peuple irrésistiblement gagné par le fascisme ne décourage-t-il pas toute action populaire, pensée dès lors comme perdue d'avance ? L'offre politique identifiée ne désole-t-elle pas autant qu'elle désespère ?

De larges spectres médiatiques – de Zemmour à Brunet en passant par tant d'autres – ne répandent-ils pas un venin avec efficacité ? Tout cela est vrai, à certains égards, même s'il faut aussitôt ajouter pour le volet médiatique que le public intéressé par les émissions politiques aurait tort de surestimer leur écho dans la population globale – combien de dizaines de millions de personnes ne regardent pas BFM, n'écoutent pas RMC, ne lisent pas Zemmour ! – et leur influence profonde – on n'écoute jamais en abandonnant toute forme d'esprit critique. Le « totalitarisme médiatique » tout-puissant, comme tout « totalitarisme » est un fantasme impossible, qui suppose des êtres humains pures pâtes à modeler, autrement dit des humains qui *n'existent pas*.

Des points de blocage existent, assurément, mais les potentialités ont rarement été aussi *immenses* pour marier liberté, égalité et même fraternité. L'exceptionnelle mobilisation populaire qui a suivi les crimes – malgré ses limites et ses piteuses tentatives de récupération – en a donné un aperçu, coupant court – au moins provisoirement – à la joyeuse parade annoncée du Front national. Mieux, si les actes isolés et les actions de groupuscules déchaînés contre les musulmans se sont dramatiquement multipliés, la bienveillance populaire à l'égard des musulmans *a même bondi de près de 10 %* (sondage IFOP 01/2015) après les grandes marches républicaines !

Malgré le discours dépréciant ce peuple de France raciste et colonisateur – qui colonisa pourtant, si ce n'est ce même patronat qui exploitait *en même temps* le peuple de France ? –, nous étions des millions pour la liberté et sans haine pour les pratiquants de quelque religion que ce soit. Quelle fierté dans ces rues ! La fierté de se voir nombreux et de se voir avec le visage insoupçonné de la liberté sans hostilité aux musulmans. Les applaudissements qui se répandirent un peu partout dans les marches l'ont dit à leur façon : nous sommes le peuple de France ; nous ne plierons pas devant le fondamentalisme, nous ne tomberons pas dans le piège du fascisme ; nous sommes un grand peuple pour prendre massivement cette double décision aujourd'hui.

Ces marches ne sont pas tout mais elles sont beaucoup, elles disent beaucoup, elles ouvrent beaucoup.

Notre problème ne s'en trouve pas résolu pour autant, il est vrai ; qui en doutait en aura été pour ses frais après la législative partielle du Doubs qui a vu la nouvelle performance du couple ultra-sponsorisé FN-abstention.

C'est qu'un grand défi est devant nous : briser la croyance populaire, solidement ancrée, selon laquelle rien n'est possible aujourd'hui. De fait, tant que notre peuple croira en sa propre faiblesse – sa mobilisation et son organisation étant sans effet ni objet face aux experts qui savent mieux, face

aux marchands dont on ne peut contester la toute-puissance sans être broyé –, alors valsera le couple FN-abstention. Tant que notre peuple croira en sa propre dérive droite et fascisante, alors prospérera le couple FN-abstention. Le sinistre piquant de l'affaire est que cette dérive politique massivement intégrée *subjectivement* est paradoxalement extrêmement fautive *objectivement*.

Rappelons notre dossier « Pour en finir avec la droitisation de la société ». Voyons ces récentes marches historiques. Analysons encore ce sondage réalisé juste après les tueries : 2/3 des Français refusent tout amalgame entre les fondamentalistes et les musulmans, et ce, dans tous les secteurs, ouvriers compris, quoi qu'on en dise, et hormis celui des artisans et commerçants, quoi qu'on n'en dise rien. Creusons : comment le Front national agrège-t-il ? Quels thèmes choisit-il de mettre en avant ? Écoutons ! Quel communiste, *in petto*, ne s'est jamais dit après avoir entendu Marine Le Pen : « Mais, hormis l'immigration, ce sont nos propositions ! » ? Pour nourrir l'expansion brune, les tacticiens du Front national scrutent avec la plus grande attention les aspirations populaires : le virage radical du discours du FN en matière sociale et économique – envolé le discours du libéralisme sauvage et vive Syriza ! [*sic* !] –, parallèle à son essor, devrait achever de convaincre les progressistes déprimés que les *potentialités sont aujourd'hui immenses de notre côté*, pourvu qu'on veuille bien les voir et se mettre en ordre de bataille pour les saisir. À nous donc de ne pas manquer ce rendez-vous de l'histoire, en proposant un message de *dignité*, de fierté, en proposant un projet aux arêtes identifiées, au plus près des attentes de notre peuple, un projet qui dise un sens et un chemin de concrétisation. De ce point de vue, ces difficiles élections départementales sont un moment de très forte importance.

Les obstacles sur notre route ne sont pas imaginaires mais il faut bien convenir qu'après l'Amérique latine, le Maghreb, le Burkina-Faso, le Kurdistan, d'aucuns parviennent enfin à rallumer des étoiles dans le ciel européen. L'heure n'est donc décidément pas au découragement quand tout appelle à relever les manches, pour que ceux qui sont tombés ne soient pas morts en vain, pour être à la hauteur des exigences politiques puissamment manifestées par notre peuple, pour relever les défis et saisir les *immenses possibles* de notre temps. Penser et agir avec résolution et lucidité : la tâche appelle nos bras et nos esprits. En route !



GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE,
rédacteur en chef
Pour l'équipe
de *La Revue du projet*

MAHMOUD DARWICH

En septembre 2008, une foule fervente se pressait dans un stand de la fête de l'Humanité, où se tenait un hommage à ce grand poète palestinien, disparu peu auparavant. Pour les uns il était devenu un ami, un compagnon, pour d'autres il était l'auteur de vers connus, aimés, qui disent d'une façon à la fois lyrique et familière la terre natale, ses paysages, la révolte contre l'occupant, l'amour, la fraternité, le quotidien. Pour certains c'était une découverte. Mais de tous émanait une émotion visible.

Né en 1942 en Galilée, M. Darwich a vu son village rasé par les bulldozers israéliens. Son engagement dans le Parti communiste d'Israël dès les années 1960 lui vaut d'être incarcéré à plusieurs reprises. Déjà très connu comme journaliste et écrivain, il est élu en 1987 membre du Comité exécutif de l'OLP (qu'il quittera en 1993, suite aux accords d'Oslo). Après une assignation à résidence à Haïfa, il doit prendre le chemin de l'exil. Au terme d'environ 30 ans d'exil, il peut enfin rentrer en Palestine, et s'installe à Ramallah en 1996.

Mahmoud Darwich a été poursuivi par la haine à la fois de la droite israélienne, qui ne s'est en tout cas pas trompée sur l'importance et la popularité de l'écrivain, et les tenants européens ou américains de la politique israélienne. Le poème « Passants parmi des paroles passagères », dont nous citons des extraits, et qui reste d'une cruelle actualité, a notamment soulevé contre lui une violente campagne.

Ayant toujours refusé d'être réduit au rôle de porte-parole de la cause palestinienne, dont son œuvre excède très largement les limites et les thèmes (« Je voudrais être présenté au public israélien comme un poète de l'amour. »), il est l'un des plus grands poètes arabes contemporains, le plus lu et le plus traduit dans le monde.

KATHERINE L. BATAIELLIE

Passants parmi des paroles passagères

1.

Vous qui passez parmi les paroles passagères
portez vos noms et partez

Retirez vos heures de notre temps, partez

Extorquez ce que vous voulez

du bleu du ciel et du sable de la mémoire

Prenez les photos que vous voulez, pour savoir
que vous ne saurez pas

comment les pierres de notre terre

bâtissent le toit du ciel

...

3.

Vous qui passez parmi les paroles passagères

comme la poussière amère, passez où vous voulez

mais ne passez pas parmi nous comme les insectes volants

Nous avons à faire dans notre terre

nous avons à cultiver le blé

à l'abreuver de la rosée de nos corps

Nous avons ce qui ne vous agrée pas ici

pierres et perdrix

Alors, portez le passé, si vous le voulez

au marché des antiquités

et restituez le squelette à la huppe

sur un plateau de porcelaine

Nous avons ce qui ne vous agrée pas

nous avons l'avenir

et nous avons à faire dans notre pays

Extrait de *Palestine mon pays*,
Éditions de Minuit, 1988

Traduit par Abdellatif Laâbi

Nos tasses de café. Les oiseaux. Les arbres verts

Aux ombrages bleus et le soleil qui saute d'un

Mur à l'autre telle la gazelle ...

L'eau des nuages aux formes infinies

Dans ce qui nous reste de ciel,

Et d'autres choses encore dont le souvenir est remis à plus tard,

Montrent que ce matin est fort, resplendissant,

Et que nous sommes les hôtes de l'éternité.

Extrait de *État de siège*,
Actes Sud, 2004

Traduit par Elias Sanbar



© Nicolas Dutent

La liberté guidant nos pas

Comment illustrer les massacres des 7, 8 et 9 janvier ? Comment produire une image de plus après toutes celles qui entourent déjà les événements : les caricatures, les vidéos réalisées par les terroristes, les approximations des chaînes de télévision puis celles innombrables qui ont surgi des réseaux sociaux et enfin celles des dirigeants de nations parfois très peu respectueuses des libertés ?

Ces événements ont été aussi une mobilisation d'images contre d'autres images. Des moments où la représentation des événements peut devenir aussi importante que les événements eux-mêmes. Il nous a semblé que s'il fallait garder une image, ce serait celle de la mobilisation populaire, du peuple qui descend dans la rue et par qui viendra la solution.

ÉTIENNE CHOSSON

MÉDIA, BESOIN D'OXYGÈNE !

R
E
S
S
O
D

Les médias et leurs acteurs, les journalistes, sont souvent perçus par l'opinion publique comme des manipulateurs. Mais ces mêmes médias sont souvent eux-mêmes soumis à des contraintes extérieures : satisfaire le lectorat, l'audience ou l'audimat et répondre aux thématiques imposées par l'agenda politique. C'est pourquoi le PCF appelle à la libération des journalistes et à l'ouverture de l'espace médiatique au peuple afin que tout citoyen puisse s'approprier les enjeux de l'actualité au quotidien.

PRÉSENTATION

Maintenant, restons Charlie !

PAR ANTHONY MARANGHI
ET FRÉDO COYÈRE*

Au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, les syndicats de journalistes nationaux (SNJ, SNJ-CGT, CFDT) et internationaux (FIJ et FEJ) ont rappelé dans un communiqué commun qu'en 2014, « 118 journalistes et personnels des médias ont trouvé la mort. Et que parmi les premières victimes de l'année 2015 figurent des journalistes yéménites et tunisiens, avant même le massacre de nos confrères de Charlie. Alors plus que jamais, ensemble avec les citoyens du monde, libérons les médias des chaînes qui les étouffent, et empêchons les lois d'exception et autres *Patriot Acts* qui nuisent gravement aux libertés. En France, le combat contre l'intolérance réside dans l'éducation, l'exercice du sens critique, mais aussi dans la bonne santé de tous les médias, même les plus libertaires, et les journaux à faibles revenus publicitaires. Aussi faut-il enfin faire vivre le pluralisme de l'information face aux concentrations et poser urgemment et concrètement la question des aides à la presse, afin qu'elles répondent vraiment aux

nécessités des citoyens une information de qualité » (« Charlie-berté : libérons l'information ! », SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes).

JOURNALISTE : UN MÉTIER MAL CONSIDÉRÉ ?

« Procédé permettant la distribution, la diffusion ou la communication d'œuvres, de documents, ou de messages sonores ou audiovisuels (presse, cinéma, affiche, radiodiffusion, télédiffusion, vidéographie, télédistribution, télématique, télécommunication) ». Comme le souligne la définition donnée par le *Larousse*, un média est avant tout un moyen de transmission. Mais derrière ces médias, ce sont les acteurs de cette communication, et tout particulièrement les journalistes, qui sont souvent mis à l'index pour leur connivence avec les élites politiques et économiques, leur recherche de sensationnalisme ou leur manque de professionnalisme. Si on observe le baromètre annuel de confiance dans les médias TNS Sofres-*La Croix* de 2014, deux Français sur trois estiment que les journalistes ne sont pas indépendants. Toutefois, au-delà de l'intérêt pour l'actualité qui reste important pour 69 % des Français, certains chiffres relativisent la défiance envers

les médias que l'on évoque régulièrement. Avec 58 % de crédibilité, la radio demeure le média dans lequel les Français sont les plus confiants ; viennent ensuite le journal avec 55 %, la télévision avec 50 % et Internet avec 37 %. Mais on peut se demander quels effets ont les médias sur l'opinion, quelles sont les contraintes qui pèsent sur les journalistes et enfin, quelles propositions le PCF peut-il faire pour nous permettre d'échapper à la domination économique et idéologique propre au capitalisme des industries de production culturelle.

« L'OPINION, ÇA SE TRAVAILLE »

Ce titre d'ouvrage de Serge Halimi, Henri Maler et Dominique Vidal rappelle ce que Walter Lippman énonçait déjà au début du XX^e siècle dans *Public Opinion* : « L'opinion publique est une illusion et un danger. L'essentiel lui est invisible, le processus de décision lui échappe. Il importe de confier à l'élite le soin de l'éclairer et de la guider ». Dans son ouvrage *Propagande, médias et démocratie*, le philosophe et linguiste américain Noam Chomsky envisage deux conceptions de la démocratie : la première stipule que les citoyens disposent des moyens de participer efficacement à la gestion des affaires qui



les concernent, et que les moyens d'information sont accessibles et indépendants. La seconde hypothèse est que le peuple doit être exclu des affaires qui le concernent, et les moyens d'information doivent être efficacement et rigoureusement contrôlés. Cette dernière représente aujourd'hui la conception dominante au vu de l'établissement de vastes conglomérats de média et de l'omni-

mique et qui allient souvent journalisme et activisme. À leurs côtés, les média participatifs proposent des émissions où la parole jeune, ouvrière, paysanne, immigrée, souvent oubliée, au mieux dénaturée, le plus souvent ringardisée ou ridiculisée dans les média dominants, retrouve un écho populaire et un intérêt partagé massivement à l'image de « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet, ou « Les

des grandes fortunes françaises et qui donnent la voix à une pensée plurielle et critique. Il faut donner aux journalistes plus de liberté sur leur production intellectuelle trop souvent muselée pour des raisons économiques et idéologiques. Il faut rappeler les principes fondamentaux du journalisme : informer le citoyen, distraire et faire rêver le lecteur, redonner la parole aux journalistes face au poids de plus en plus important des relations publiques. Au lendemain des tragiques événements récents qui ont porté gravement atteinte à la liberté d'expression, des millions de citoyens se sont levés au nom de l'esprit libre que représentait et représente toujours *Charlie Hebdo*. C'est ensemble qu'il faut réaffirmer l'urgence d'un monde médiatique libéré de toute pression capitaliste et d'un espace public démocratique. Les citoyens doivent pouvoir participer à la production de l'information, s'exprimer sur les grandes questions qui les concernent, s'appropriier les enjeux de l'actualité à travers des débats ouverts permettant d'échapper à la vision du monde que nous proposons ou plutôt nous imposent, à la radio, la TV ou la presse, les mêmes éditeurs, chroniqueurs, politologues et autres experts dans de pseudo-débats télévisés à l'image de l'émission « C dans l'air » sur France 5. Le PCF nous appelle à imaginer un monde où « l'information, le divertissement et la culture ne seraient plus considérés comme des marchandises, mais comme un bien commun, à partager entre tous ; un monde où les idées, les connaissances et les œuvres ne seraient plus livrées aux prédateurs qui en font le commerce, mais auraient vocation à circuler sans entrave à l'échelle planétaire, accessibles à tous ». ■

« Nous devons imaginer des média qui ne soient plus dépendants des grandes fortunes françaises et qui donnent la voix à une pensée plurielle et critique. »

présence des « experts » au service de « l'hégémonie culturelle » prônée par les élites économiques et politiques néolibérales.

Au tout début de son *Combat pour une presse libre*, Edwy Plenel en fait le constat amer : « Économie et politique vont ici de pair : une presse fragile est une presse faible. Et une presse faible est très souvent une presse sinon corrompue, du moins corrompible sur le terrain même où se jouent son utilité, sa valeur d'usage et sa légitimité démocratique : l'information – sa qualité, sa pertinence et son indépendance ». On ne cherche ici aucunement à épinglez les journalistes mais à souligner les contraintes auxquelles ils sont assujettis. Nous sommes loin du mythe du « quatrième pouvoir », les média dominants étant réduits à n'être que des « appareils idéologiques d'État » selon la formule consacrée de Louis Althusser, soit de simples organes du pouvoir politique et économique et non un contre-pouvoir.

Il faut toutefois rappeler qu'il existe en France d'autres média dits « alternatifs » non soumis au capital écono-

miés sur terre » sur France culture). Ils permettent aux citoyens de devenir des acteurs et de ne plus être considérés comme de simples « cibles » qu'il conviendrait de séduire ou au besoin d'intimider ; des citoyens disposant d'un droit imprescriptible à accéder en toute transparence et sans restriction, aux informations qui les concernent, dans les entreprises mais aussi dans les institutions ; des citoyens reprenant la parole et la gardant dans une construction commune avec les professionnels au sein d'États généraux permanents des média » (*Pour une appropriation populaire des média*, PCF).

DE LA LIBÉRATION DES JOURNALISTES À L'APPROPRIATION POPULAIRE DES MÉDIA

Ce dossier explore diverses pistes ayant toutes comme but de rappeler l'importance d'une presse libre, plurielle et critique et de l'appel à tous les citoyens afin qu'ils participent eux aussi à une meilleure compréhension du monde, en tant qu'acteurs et non plus en simples consommateurs d'information. Nous devons imaginer des média qui ne soient plus dépendants

*Anthony Maranghi est responsable Communication.

Frédo Coyère est graphiste. Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

LA PRESSE, UN ENJEU DE CIVILISATION

Le pluralisme de l'information constitue un élément essentiel à l'émancipation humaine.

PAR **PATRICK APEL-MULLER***

Un carnage, il aura fallu un carnage. *Charlie Hebdo* dépérisait, menacé de faillite, dans l'indifférence des pouvoirs en place. La liberté et la possibilité d'expression paraissaient alors des mots creux, des figures de rhétorique sans obligation démocratique. À l'heure du drame, l'État a brusquement trouvé des fonds pour garantir la pérennité du journal satirique, et c'est tant mieux. Mais combien d'autres journaux ont le couteau sous la gorge aujourd'hui, parce qu'ils résistent au talon de fer des multinationales, à la pensée unique, à la cascade de l'ac-

possibilité de procéder à des choix éclairés par la connaissance des enjeux et des choix proposé est devenue un impératif pour les peuples. Un pluralisme garanti est donc une revendication démocratique majeure, susceptible de faire pièce à la puissance colossale des multinationales.

LE DÉFI À RELEVER PAR L'HUMANITÉ

Une presse émancipée de la pensée unique est indispensable à la construction d'alternatives politiques. En témoigne le rôle qu'a joué *l'Humanité*, pour, seul de tous les quotidiens, porter le « non » du référendum de 2005, pour révéler les mauvais coups ourdis dans la ouate des

dispose là d'un atout précieux, envié dans bien des pays, jalosé par bien des forces politiques. Le pari de Jaurès – « C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde » – est toujours incandescent, toujours neuf et original, plus que jamais le défi que les équipes de *l'Humanité* entendent relever. Il n'est pas mince.

ÉVOLUTION DU PAYSAGE MÉDIATIQUE

La mutation des accès à l'information intervient aujourd'hui dans un paysage dévasté. Le nombre des points de vente des journaux fond comme peau de chagrin, les coûts de fabrication s'envolent, les entreprises de presse indépendantes ne disposent pas des moyens pour occuper de façon dynamique les nouveaux territoires, site Internet, webtélé, réseaux sociaux. Le mode de financement par l'État de projets novateurs favorise les plus riches, désarmant un peu plus les plus libres. Le fonds Google, constitué pour compenser le pillage des informations de la presse écrite par le moteur de recherche, est distribué là encore de façon peu transparente et destiné aux plus puissants. Les aides aux journaux à faible ressource publicitaire baissent ou stagnent selon les années. L'information sur Internet, longtemps présentée comme un espace de liberté, vit les mêmes dominations, accaparée par

« Le pluralisme de l'information, est à défendre comme un pilier de la démocratie au même titre que la liberté de vote, celle de s'organiser dans le parti ou le syndicat de son choix, ou de manifester. »

tualité déversée sans recul ? *Politis*, *Témoignage Chrétien*, *le Monde diplomatique*, *l'Humanité* bien entendu, vivent sous la menace de ressources insuffisantes. Les financiers font payer cher le prix de l'indépendance alors qu'ils recapitalisent par dizaines de millions d'euros d'autres titres ou se constituent des empires médiatiques, en rachetant des titres en difficulté, comme M. Drahi vient de le faire pour *Libération* ou *l'Express*, mariage de la carpe et du lapin, avec pour témoins une télévision privée israélienne et un empire des télécommunications. La publicité, pourtant payée par l'ensemble des consommateurs, lecteurs de *l'Humanité* ou du *Figaro*, est trop souvent attribuée sur des critères discriminatoires. Pourtant, le pluralisme de l'information – non la pluralité qui ne permet qu'une variété de titres sans diversité des opinions – est à défendre comme un pilier de la démocratie au même titre que la liberté de vote, celle de s'organiser dans le parti ou le syndicat de son choix, ou de manifester. Dans un monde plus imbriqué où l'homme dispose de la faculté de le détruire, la

cabinets ministériels (TAFTA, TISA, loi Macron, menaces sur le droit social...), pour contrecarrer la guerre des civilisations dans laquelle l'impérialisme souhaite nous précipiter, pour croiser les opinions de ceux qui réfléchissent à la transformation sociale, pour contredire le discours maurrassien complaisamment relayé

« Le mode de financement par l'État de projets novateurs favorise les plus riches, désarmant un peu plus les plus libres. »

par les média dominants... Il est la voix de ceux qu'on veut faire taire, le creuset des pensées critiques, le lien tissé entre les mobilisations. Un citoyen soucieux de constituer une pensée libre, d'être efficace dans ses engagements, de chercher le sens tapi sous les apparences, d'ouvrir son regard à la complexité du monde, ne peut se passer d'une telle presse, d'un tel journal. Un mouvement engagé pour la transformation de la société

les géants du secteur ou par les multinationales des média. Le combat pour le pluralisme la concerne donc au premier chef et l'édification – freinée par des moyens ténus – d'un site *l'humanité.fr* mis à la disposition du mouvement social, des intellectuels progressistes et des forces de transformation, mérite également d'être soutenu, porté par ceux qui se reconnaissent dans ces valeurs. Pour autant, la presse écrite, qui présente

une hiérarchisation et un approfondissement inégalés de l'information, ne vit pas ses derniers feux. N'a-t-on vu récemment le géant Amazon, expert dans la toile, racheter le

par des annonceurs qui filtrent les contenus, des sites gratuits qui sélectionnent la vision du monde souhaitée par les forces dominantes, des média audiovisuels domestiques – et

ainsi invité aucun journaliste de *l'Humanité* à s'exprimer, et l'on n'a entendu aucun d'eux sur les plateaux et studios des chaînes publiques à l'occasion du massacre de Charlie, bien que cette équipe ait des liens très fort avec notre journal.)

Au-delà de l'engagement partisan, un enjeu de civilisation se dessine. Son sort se joue sur le terrain du pluralisme de l'information publique, sur les garanties d'existence d'une presse libre apportées par la loi et le budget, dans la capacité des progressistes, des syndicalistes, des communistes, des intellectuels à donner des ailes et pas seulement des plumes à un journal comme *l'Humanité*. La persuasion du faible face au fort a déjà fait ses preuves. ■

*Patrick Apel-Muller est directeur de la rédaction de *l'Humanité*.

« L'information sur Internet, longtemps présentée comme un espace de liberté, vit les mêmes dominations, accaparée par les géants du secteur ou par les multinationales des média. »

Washington Post, en jugeant que les quotidiens deviendraient des produits de luxe hautement profitables ? C'est en effet, une évolution possible du paysage médiatique que celle qui verrait cohabiter une information *low cost* – les journaux gratuits financés

des contenus haut de gamme réservés à ceux qui s'érigent en décideurs. Bien commode pour éterniser les dominations de l'argent et éteindre les velléités d'émancipation... (Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy et sans changement dès lors, France 2 n'a

L'ÉTUDE DES MÉDIA ET LA FABRIQUE DE L'OPINION AU XX^e SIÈCLE

Du développement de l'étude des média pendant l'entre-deux-guerres aux *media studies*.

PAR ANTHONY MARANGHI*

L'étude des média remonte à l'entre-deux-guerres, leur création résulte de la première opération de propagande contemporaine organisée par Woodrow Wilson pendant la Première Guerre mondiale. En s'appuyant sur les Comités pour l'information publique dirigés par le journaliste Georges Creel, le président Wilson a créé une commission gouvernementale de propagande afin de faire basculer l'opinion américaine traditionnellement isolationniste vers l'interventionnisme. La campagne fut si réussie qu'elle a été retenue comme étant une étude de cas primordiale dans le domaine des théories de la communication. La personnalité la plus influente du monde des média, Walter Lippmann, avait lui-même participé à cette campagne et en a reconnu l'influence. Dans son ouvrage *Public Opinion*, il énonce une nouvelle conception de la démocratie qui – en s'appuyant sur ce nouveau type de propagande – participerait à la « fabrique du consentement » en se fondant sur les recherches sur la psy-

chologie behavioriste associées au développement des média de masse. Au cours du XX^e siècle, l'industrie des relations publiques a su montrer comment diffuser le « nouvel esprit de l'époque » et comment enrégimenter « l'opinion publique comme une armée enrégimentée ses soldats », selon les mots du père de la propagande politique institutionnelle, Edward Bernays. Pour l'historien des institutions, Jacques Ellul, la propagande

mation, comme l'ont montré les études liées aux théories de la communication.

DES EFFETS SUR L'INDIVIDU

Les média peuvent produire des effets variés sur l'individu : comportementaux (le consommateur reproduit une action communiquée par le message) ; attitudeux (le message modifie l'attitude psychologique de celui qui le perçoit) ; cognitifs (le message modi-

« Les années 1980 marquent un tournant aussi bien en matière de structure des média que de leur appartenance à des groupes monopolistiques. »

politique est un ensemble de « techniques d'influence employées par un gouvernement, un parti, une administration, un groupe de pression, etc., en vue de modifier le comportement du public à leur égard » dans le but « d'obtenir une croyance active et mythique » (*Propagandes*, 1962). Les média de masse sont producteurs d'« effets » multiples sur les récepteurs de l'infor-

me ce que l'on sait déjà) ; émotionnels (le message produit certains sentiments : la peur, l'euphorie, l'anxiété, etc.) ; et psychologiques. En raison de stimuli extérieurs émis par les média, l'ensemble du public pourrait donc voir son comportement modifié. C'est à partir du développement de cette psychologie behavioriste, durant les années 1930, que furent développées ►

► plusieurs théories dans le domaine de la communication. Dans le cadre de la théorie de la « balle magique » développée par Arthur A. Berger, le message de propagande est comparé à une « balle » qui serait tirée du « revolver » du médium et qui viserait la « tête » du spectateur. Pour ce qui est du modèle analogue de la « piqûre hypodermique », le message serait injecté – comme une drogue – afin d’affecter directement l’esprit de l’ensemble de l’audience. Le public est alors considéré comme étant passif et ne pouvant échapper à l’influence du médium. Ce conditionnement classique a été critiqué dès les années 1940 pour le manque de rigueur de la définition du terme de « public » jusqu’alors conçu de manière trop uniforme.

LE RÔLE CLÉ DES LEADERS D’OPINION

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le « consensus Almond-Lippmann » – ou *mood theory* – stipule que l’opinion publique, « volatile et irrationnelle », est sujette aux changements d’humeur. Le public n’est pas forcément passif par rapport au message médiatique, il peut même y « résister » en fonction de l’information dont il dispose. Une célèbre étude menée par le politologue Paul Lazarsfeld, au sujet de l’influence des médias sur les électeurs américains, montre que si les premiers n’influencent pas directement l’électorat, ils contribuent néanmoins à souligner le rôle clé des leaders d’opinion. Dans son ouvrage *The People’s Choice*, on

trouve la première ébauche de la « *Two Step Flow Theory* » que Lazarsfeld développera dans un ouvrage postérieur, *Influence personnelle*, coécrit avec Elihu Katz. Cette « théorie de la communication à double étage » énonce que le message véhiculé par le média est d’abord assimilé par un leader d’opinion qui fera ensuite partager son opinion à son entourage : elle remet en cause le « pouvoir » traditionnellement attribué au média.

DES ORGANES DU POUVOIR POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

L’étude des médias se développe dans les années 1960, de nombreux modèles et études sur les effets des médias voient le jour : la mise à l’agenda, la *cultivation analysis* ou encore la théorie sociale cognitive. Les années 1980 marquent un tournant aussi bien en matière de structure des médias que de leur appartenance à des groupes monopolistiques. Selon l’étude de Ben H. Bagdikian, intitulée *The New Media Monopoly*, les médias sont soumis à des contraintes structurelles, la majorité d’entre eux étant détenue aujourd’hui par seulement cinq entreprises : *Time Warner* ; *The Walt Disney Company* ; *Murdoch’s News Corporation* ; *Viacom* ; et *Bertelsmann*. Ce changement s’inscrit aussi dans le cadre conceptuel des *media studies* qui, dès lors, intègrent les études sur la télévision, la presse, le cinéma. En France, dans les années 1990, Pierre Bourdieu explique comment le petit écran domine le monde du journalisme et comment il a introduit la priorité de l’audimat, soit la sou-

mission à la logique commerciale du marché, dans son ouvrage *Sur la télévision et l’emprise du journalisme*.

On retrouve ce volet analytique - ce « filtre » - au sein du « modèle de propagande » élaboré par Edward S. Herman et Noam Chomsky en 1988, dans leur ouvrage *Manufacturing Consent*. Ils y examinent comment et pourquoi les médias sont amenés « à jouer leur rôle d’organe de propagande, les processus dans lesquels ils biaisent leurs informations ». En tout, cinq « filtres » – la propriété et la taille du média ; la dépendance des médias vis-à-vis de la publicité ; la nature des sources d’information ; le pouvoir de l’économie de marché ; et l’anticommunisme – influencent le comportement des médias américains et pourraient les transformer en système de propagande. Pour illustrer le « modèle de propagande », prenons un exemple de biais informationnel récent présenté par la chaîne de télévision américaine Fox News. Après les attentats contre *Charlie Hebdo*, Fox News a annoncé qu’il existait des zones de non-droit interdites aux non-musulmans à Paris. Contrainte à faire ses excuses, la chaîne de Rupert Murdoch continue de véhiculer une propagande conservatrice telle que certains parlent d’un « effet Fox News » dans le sens où elle convaincrait les spectateurs à voter pour le parti républicain. ■

*Anthony Maranghi est responsable Communication de *La Revue du projet*.



CRITIQUER LES MÉDIA POUR LES TRANSFORMER : UN ENJEU DÉMOCRATIQUE ESSENTIEL

La liberté d’informer (et de s’informer) est l’un des piliers de tout projet démocratique. La critique des orientations éditoriales soumises aux pressions capitalistes est nécessaire pour construire une appropriation démocratique des médias.

PAR JULIEN SALINGUE*

Radios, télévisions, presse écrite, sites Internet... Les médias sont omniprésents dans nos vies et contribuent largement à influencer, sinon à construire, les jugements et les opinions. Il ne s’agit pas, nous y reviendrons, de surestimer leur rôle

et de leur prêter un pouvoir démesuré, voire même de les considérer comme « un » pouvoir, indépendant des pouvoirs politique et économique. Mais il ne s’agit pas non plus de sous-estimer ce rôle : les médias sont aujourd’hui l’un des rouages et des lieux essentiels de l’organisation

et de la structuration du débat public, et quiconque entreprend de défendre un projet démocratique et émancipateur ne peut faire l’économie d’une réflexion critique sur les médias. Nombre de « grands » journalistes aiment à répéter que la critique des médias porterait en elle un affaiblissement

sement de la démocratie : s'en prendre aux média participerait du développement du « populisme », voire même du « complotisme », et l'heure serait plutôt à la défense de la corporation des journalistes contre les attaques dont elle est victime. Cette autodéfense est doublement faussée : d'abord parce que la critique des

prend les choses à la racine. Un seul exemple : les relations de connivence ne relèvent pas seulement de relations strictement personnelles quand celles-ci renvoient à des proximités sociales repérables et à des formes de « corruption structurelle », comme les désignait Bourdieu dans une alliance de mots apparemment antinomiques.

système médiatique : elle doit également être une critique en actes et en propositions. Les fondements d'une telle critique ne sont pas, en effet, sans conséquences. Comment pourrait-il en être autrement s'il est vrai que ce sont les formes d'appropriation des média, les contraintes capitalistes auxquelles ils sont assujettis, les rapports de concurrence commerciale qui les régissent, les rapports de force et de lutte au sein du microcosme médiatique qui conditionnent et infléchissent à la fois les orientations éditoriales, la dépendance des journalistes et les mutilations du pluralisme ?

Les objectifs politiques de notre critique sont cohérents avec sa radicalité. C'est logiquement qu'ils prennent pour cibles non seulement les effets du libéralisme économique, mais aussi des formes précises de domination sociale et politique. C'est non moins logiquement que cette critique de l'ordre médiatique existant, des fonctions qu'il remplit et des conditions sociales et politiques de sa reproduction est une critique politique qui nourrit nos propositions pour une appropriation démocratique des média

Nul ne s'étonnera, dès lors, qu'une association comme ACRIMED en appelle à une gauche de gauche – associative, syndicale et politique –

« Développer une critique des média dont l'objectif est d'améliorer les conditions du débat démocratique, et non de les dégrader un peu plus. »

média n'est jamais que la contrepartie nécessaire de la place importante qu'ils occupent dans les dispositifs démocratiques ; ensuite, parce que c'est précisément parce que certains malfaisants, notamment du côté de l'extrême droite, s'en prennent aux journalistes au nom d'un « tous pourris », qu'il est indispensable de développer une critique des média dont l'objectif est d'améliorer les conditions du débat démocratique, et non de les dégrader un peu plus.

QUELLE CRITIQUE DES MÉDIA ?

Pour l'association ACRIMED, la critique des média repose sur un examen critique des formes d'appropriation des média, des logiques économiques, politiques et sociales dont ils dépendent et dont dépendent les conditions de travail des journalistes, mais aussi des formes et de la hiérarchie de l'information, des modalités du débat médiatique, etc.

La critique des média telle que nous la pratiquons ne consiste pas seulement à dénoncer des dérapages, des erreurs, des « emballements », ou des personnes mais, en partant de ce qui est visible (mais qu'il faut rendre visible) et nommable (mais qu'il ne faut pas craindre de nommer), à chercher à mettre en évidence les logiques économiques, sociales et politiques qui sont à l'œuvre : c'est une critique radicale, c'est-à-dire une critique qui

Contrairement à ce que certains voudraient (faire) croire, la critique des média n'est pas une entreprise de délégitimation systématique des journalistes, mais un combat pour une meilleure information, qui peut prendre la forme d'une défense du métier de journaliste face aux pressions économiques et politiques dont il peut être la cible. La liberté d'informer (et de s'informer) est l'un des piliers de tout projet démocratique, et force est de constater qu'elle est victime d'offensives multiples, qui s'incarnent tout autant dans la dégradation des conditions de travail des journalistes, et donc la dégradation de la qualité de l'information elle-même, que dans le manque de pluralisme dans les émissions d'information et de débats, souvent assimilable à des formes de censure, ou d'autocensure.

UNE CRITIQUE TOURNÉE VERS L'ACTION

Aussi intransigeante soit-elle, une telle critique s'efforce de différencier les propriétaires et les tenanciers des

« La critique des média n'est pas une entreprise de délégitimation systématique des journalistes, mais un combat pour une meilleure information. »

média d'une part et, de l'autre, les soutiens de l'information qui désinforment, quand ils le font, sans toujours le vouloir : tout simplement parce qu'ils ont intériorisé des contraintes marchandes (l'audience, la diffusion, le formatage) comme des qualités professionnelles. Cette même critique invite à distinguer les exécutants dociles et complaisants, heureux de n'être que des rouages, et les journalistes indociles ou récalcitrants qui ne renoncent pas et parviennent à déjouer les contraintes qui s'imposent à eux.

Mais, aussi nuancée soit-elle, la critique des média ne peut pas se limiter à une simple description/explication des dysfonctionnements du

qui serait en mesure, quels que soient ses contours et ses différences, de poser, à nouveau et enfin, les questions de l'information et de la culture comme des questions démocratiques et politiques essentielles – et de contester, proposer et mobiliser en conséquence.

Si un autre monde est possible, d'autres média les sont aussi. Pour qu'un autre monde soit possible, d'autres média sont nécessaires. ■

*Julien Salingue est co-animateur d'ACRIMED (Action-Critique-Médias).

LA TÉLÉRÉALITÉ OU LE THÉÂTRE SECRET DU NÉOLIBÉRALISME

La thèse du sociologue révèle une relation intéressante, parce que cachée, entre la télé réalité et les normes comportementales présentes sur le lieu de travail d'aujourd'hui.

PAR **NICK COULDRY***

Tout « système de cruauté » crée son propre théâtre. J'entends ici par « système » une combinaison d'objets, de personnes et d'occasions à saisir, qui est permanente et visible de tous. Si la cruauté existe sous de nombreuses formes, souvent tenues secrètes, les systèmes de cruauté prennent corps au cours d'une performance ritualisée. De ce point de vue, le système de production économique qu'on qualifie facilement de « néolibéralisme » procède d'un tel « système de cruauté ». En effet, comment qualifier autrement l'organisation des ressources sociales et de la force de travail qui exige de ses participants une loyauté inflexible, une soumission totale à un contrôle et des injonctions extérieures, qui s'imisce dans la vie privée de chacun tout en exigeant de tous que soient reconnues la fragilité et l'irrégularité des débouchés qu'elle offre ? Plus personne ne s'étonne des transformations des conditions de travail dans le système capitaliste, comme si elles étaient normales. On a recours à un « travail émotionnel » (Hochschild,

1983) en proportion croissante dans la plupart des activités au service des consommateurs ; les horaires de travail s'allongent et on va vers une disponibilité permanente au travail, déguisée en « flexibilité » (Bourdieu, 1998) ; le licenciement est devenu une procédure aisée qui permet à l'employeur de ne se soucier que minimalement des employés, puisant dans une vaste « armée de réserve » ainsi créée (Bourdieu, 1998). Pourtant, cette disponibilité croissante au travail peut entraîner des coûts sociaux importants (au sein des familles, l'éducation, la violence). Un fort antagonisme apparaît, que Richard Sennett appelle « la corrosion du caractère » (1999) : on exige des travailleurs qu'ils passent plus de temps au travail et qu'ils y apportent plus de savoir-faire, mais la valeur accordée aux années d'expérience est négligée, voire rejetée. Nous constatons tous les jours les conséquences du néolibéralisme, mais si les « vérités » de ce système étaient énoncées explicitement, elles seraient insupportables. Elles doivent donc être converties en des rituels qui proposent, tel un spectacle, une version acceptable des valeurs et contraintes sur lesquelles cette cruauté repose.

La « télé réalité » est justement un théâtre dans lequel cette fiction est jouée. Le théâtre de la télé réalité y est secret dans le sens où les renversements provocateurs qui y prennent place obscurcissent les liens avec les conditions de travail normalisées par le système néolibéral. Il n'existe pas (le « bon sens » du néolibéralisme ne le reconnaît pas) d'histoire partagée qui pourrait expliquer ces contradictions (sauf peut-être la nécessité). De telles contradictions, en revanche, génèrent des récits transposés qui circulent au sein du lieu de travail lui-même et jusqu'au monde soi-disant lointain du divertissement médiatique. [...]

TÉLÉRÉALITÉ : LA RECHERCHE DE L'AUTHENTICITÉ-SOUS-SURVEILLANCE

Les lieux de travail ont déjà été l'objet de nombreuses émissions de télé réalité, sous différentes facettes, en Grande-Bretagne comme dans beaucoup d'autres pays au début des années 1990 : aéroports, hôtels et auto-écoles en sont des exemples célèbres. Si les contradictions du travail émotionnel étaient plus



exposées dans les médias, elles susciteraient débat ; il n'est donc pas surprenant qu'on ne le voie pas à la télévision. C'est dans le « *gamedoc* », sous-genre de la télé-réalité (comme *Loft Story* en France), que l'absurdité d'être contraint de « sourire pour de vrai » toute la journée est transformée en quelque chose de positif.

Arrêtons-nous sur les points majeurs du « genre » *Big Brother*, en indiquant tout d'abord ses liens avec les rituels

ver comment les participants restent authentiques malgré les caméras. La fiction selon laquelle après un certain temps, un individu « doit » finir par révéler sa véritable identité car « on ne peut faire semblant pour toujours » sert à sanctionner la présence permanente et toujours plus indiscreète des caméras dans les toilettes, la douche et les chambres. Il ne faut pas oublier que notre curiosité et notre plaisir à regarder ces programmes légitiment directement cette surveillance.

adoptant une attitude « positive » et même « passionnée », et cela tout en assumant seul, les conséquences à long terme de ce « jeu », si c'en est un.

TÉLÉRÉALITÉ ET LIEU DE TRAVAIL NÉOLIBÉRAL

[...] J'ai tout d'abord suggéré que le « sens commun » néolibéral est précisément un sens *commun* à tous et partout ; ensuite, et parce que c'est un *sens commun*, celui-ci est naturalisé et difficilement contestable, identifiable même en tant que représentant de valeurs qui, dans un autre contexte (le lieu de travail) sont malhonnêtes. En résultante, la « valeur » véhiculée par « l'authentique interprétation-sous-surveillance » est validée, « gratuitement » et sans aucun recul. Cependant ce résultat est contingent, indéterminé.

J'ai centré mon analyse sur un seul genre de télé-réalité, le « *gamedoc* » du type *Big Brother*. Néanmoins, si le temps le permettait, nous pourrions prolonger cette thèse aux autres genres de télé-réalité, comme *Survivor* (ou *Koh Lanta* en France), ainsi que ceux qui mettent en scène explicitement une concurrence entre individus pour devenir célèbre, tel que *Pop Idol* (ou *Star Academy* en France), et ceux qui ont un propos plus didactique, tel que *The Apprentice* qui met en scène un homme d'affaires millionnaire, et qui, selon la présentation faite par la BBC sur ce *show* venu des États-Unis, donne un point de vue inédit sur la compétition au sein du monde des affaires.

Vous pourriez cependant juger les liens que j'ai établis entre la télé-réalité et le lieu de travail néolibéral comme la preuve d'une certaine « sublimation » des difficiles tensions sociales existantes. Ce serait ignorer que c'est justement cette *absence* de lien entre la fiction qu'est *Big Brother* et les réalités du lieu de travail néolibéral qui est la plus remarquable. Si, dans ce sens, la télé-réalité est véritablement opaque (c'est-à-dire résistante à la contextualisation), alors elle partage un aspect de plus avec le néolibéralisme. ■

*Nick Couldry est sociologue à la London School of Economics and Political Science, département Médias et communication.

Extraits de Nick Couldry, Pierre-Élie Reynolds, « La télé-réalité ou le théâtre secret du néolibéralisme », *Hermès, La Revue*, 2006, reproduits avec l'autorisation de l'éditeur.

« Le théâtre de la télé-réalité y est secret dans le sens où les renversements provocateurs qui y prennent place obscurcissent les liens avec les conditions de travail normalisées par le système néolibéral. »

d'interprétation sur le lieu de travail contemporain. *Big Brother* est fondé sur la *banalisation de la surveillance* [...]. Cette banalisation est d'autant plus efficace lorsqu'elle opère sous plusieurs angles : il y a bien évidemment la célébration de la puissance de la surveillance (dans le titre ironique du programme, dans la manipulation permanente des sons et images du processus de surveillance), mais il y a aussi, d'une façon plus subtile, l'habitude que nous prenons à regarder les gens surveillés, d'observer

[...] *L'esprit d'équipe* : si *Big Brother* se caractérise par une compétition entre individus, ceux-ci doivent cependant accepter de travailler en équipe. La plupart des jeux proposés dans la « maison » de *Big Brother* se font par équipe et l'habileté d'un participant à « s'entendre » avec les autres est un des critères de vote des spectateurs. Les participants sont contraints de participer à ces jeux et aucune désobéissance n'est acceptée [...]

Troisièmement, *l'authenticité*. Paradoxalement, la nécessité d'interpréter (sans voir son public) est cristallisée par l'argument selon lequel la « véritable » personnalité de l'individu finira par transpirer de ce jeu. [...] Quatrièmement, *être positif*. [...] Les candidats doivent être positifs, ce qui implique le rejet de toute contradiction. De la même façon, les employés doivent être « passionnés » afin de dissimuler les contradictions que leur interprétation recèle. Cinquièmement, *l'individualisation*. Quelles que soient les dimensions sociales de la maison *Big Brother*, les candidats sont jugés individuellement. [...]

Dans ses différentes facettes, le « comme si » de la télé-réalité imite avec une fidélité frappante la dynamique néolibérale : c'est un lieu où le travail en équipe est contraint, un lieu où l'individu est en représentation permanente, et sous la tutelle d'une autorité extérieure distillée par des normes ou « valeurs », auxquelles le travailleur/joueur doit se plier en

LEUR PETITE ENTREPRISE NE CONNAÎT PAS LA CRISE

Un certain nombre d'experts, chouchous des médias, engrangent pour leurs diverses prestations des sommes pharamineuses. Ces courtisans surmédiatisés n'ont finalement qu'une seule vision : il faut baisser le coût du travail pour permettre au grand patronat de s'enrichir.

PAR GILLES BALBASTRE*

Ce 8 décembre 2014, Marie-Cécile Berenger, journaliste à *La Provence*, se montre dans les colonnes de son journal volontiers flatteuse pour présenter l'auteur d'un livre paru récemment : « considéré comme l'un des intellectuels les plus importants du monde ». Manifestement, la rédactrice de la publication de Bernard Tapie ne prend pas trop de risque dans son rôle de courtisane, même si elle se laisse un peu emporter par la fougue. Elle est en réalité au diapason d'une grande partie de ses confrères de la presse française. Jacques Attali – l'auteur en question – est sans contexte l'expert le plus plébiscité – à défaut d'être le plus important du monde – d'un univers médiatique avide d'analyses politiquement corrects, autrement dit favorables au tournant ultralibéral entrepris depuis une trentaine d'années par différents gouvernements de droite ou socialistes. Économistes, sociologues, géographes, historiens, politologues, démographes, ces apôtres de la pensée de marché squattent désormais les plateaux téléés, les studios radios, les colonnes des journaux, les sites Internet comme a su le souligner Serge Halimi dans *Les Nouveaux Chiens de garde*.

JACQUES ATTALI, UN HOMME OMNIPRÉSENT

L'avantage de Jacques Attali est qu'il est un peu tout à la fois. Également romancier, philosophe, musicien, le patron de PlaNet Finance et du groupe Attali & Associés, il est une sorte de « couteau suisse » très apprécié des sphères journalistiques. C'est ainsi que l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand a été visible 197 fois en 2013 dans l'ensemble des médias (Internet, radio, télévision, écrit) et 228 en 2014, soit 19 passages mensuels, un véritable travail à plein-temps ! Faut-il préciser que dans ce comptage personnel, les courts extraits d'interviews dans des repor-

tages radios et télévisions, les citations brèves dans des papiers écrits ou sur Internet, les critiques journalistiques de ses livres n'ont pas été retenus ? Sinon, le chiffre aurait été beaucoup plus élevé... Un autre avantage est que l'homme peut être interrogé sur n'importe quel sujet comme le montrent par exemple les termes abordés par la série « Conversations d'avenir » diffusée d'avril 2009 à décembre 2010 sur Public Sénat : les Pygmées, le G20, la civilisation, l'école primaire, le parfum,

car le rôle des hommes est essentiel ». Pour une petite conversation d'une heure et quart, l'homme qui murmure aux oreilles des présidents – il a dirigé de multiples commissions sous Nicolas Sarkozy et François Hollande – recevra 20 000 euros (*La Lettre à Lulu*, novembre-décembre 2011). De quoi faire retourner Marx dans sa tombe...

et grossir un peu plus sa fortune. Mais Jacques Attali n'a pas un fauteuil attitré dans la plupart des médias seulement pour promouvoir ses

« Défenseur de l'auto-entreprise, du travail du dimanche, partisan de la réduction du "coût du travail", favorable à l'augmentation de la TVA, à un SMIC jeune, la petite entreprise Attali ne connaît pas la crise »

la crise, le Bhoutan, le chocolat, le Nil, la dette publique, les instruments de musique, le pain...

Mais ce sur quoi aime disserter par-dessus tout Jacques Attali, ce sont ses livres. Son dernier ouvrage, *Devenir soi*, sorti à la rentrée 2014, lui a permis de passer en septembre et octobre dans tous les grands médias : France 2, France Inter, RTL, Europe 1, Canal +, I-télé, BFM, LCI, *Le Monde*, *Libération*, *Paris-Match*, *Le Figaro*, France 5. Résultat de cette promotion : 100 000 exemplaires vendus, entre 165 000 et 205 000 euros de droits d'auteur perçus. Mais ce n'est pas tout. La lisibilité que lui offrent ces grands médias lui fait monnayer à prix d'or ses conférences. Ainsi le 1er septembre 2011, Jacques Attali est invité comme grand témoin d'une journée organisée par la ville de Nantes. Son intervention, « Quel modèle de métropole demain ? », est placée selon le communiqué des organisateurs « sous le signe de Marx, pour la prise en compte des tendances longues, et de Shakespeare

livres qu'il produit du reste à un rythme effréné – plus de soixante-cinq en une cinquantaine d'années de carrière. Comme beaucoup de ses collègues experts, il est l'apôtre d'un système libéral largement plébiscité par une presse détenue en grande partie par les plus grandes fortunes françaises : Bernard Arnault (1^{er}), Serge Dassault (6^e), François Pinault (7^e), Vincent Bolloré (8^e), Xavier Niel (9^e), Patrick Drahi (12^e), Martin Bouygues (24^e), Arnaud Lagardère (177^e). Le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, son protégé, « sa marque de fabrique », a du reste su reprendre dans sa future loi « pour la croissance et l'activité » les principales mesures du rapport fourni en 2008 à Nicolas Sarkozy sur la libéralisation de la croissance. Défenseur de l'auto-entreprise, du travail le dimanche, partisan de la réduction du « coût du travail », favorable à l'augmentation de la TVA, d'un SMIC jeune, la petite entreprise Attali ne connaît pas la crise à la différence des millions de ses concitoyens.

DES EXPERTS QUI NE CONNAISSENT PAS DES FINS DE MOIS DIFFICILES

C'est du reste une des caractéristiques de ces experts et notamment de la petite quinzaine d'économistes qui se partagent les micros des Elkabbach, Calvi, Apathie, Cohen, Fogiel et consorts. Leur appel systématique aux salariés à se serrer la ceinture ne s'applique jamais à leur propre personne.

Elie Cohen, par exemple, répète depuis des années qu'il faut instaurer un SMIC jeune : « si vous maintenez un SMIC pleinement chargé, et bien, ça a un effet dissuasif pour l'emploi » (RTL, 03/04/2014). Le récent lauréat du prix du livre d'économie 2014, délivré à la fin de l'année par Emmanuel Macron, ne connaît pas, contrairement aux smicards, les fins de mois difficiles. En 2002, celui-ci soutenait la « libéralisation » des services publics : « Les raisons qui ont motivé, hier, l'ouverture du capital de France Télécom restent valables aujourd'hui, et justifient, de plus, l'ouverture du capital d'EDF » (*Libération*, 13/09/2002). En 2010, pour sa présence au sein de trois conseils d'administration de sociétés (Stéria, EDF Energies Nouvelles, Pages Jaunes) dont deux sont issues de la dérégulation des services publics (EDF et France Télécom), le conseiller économique du candidat François Hollande pour la campagne des dernières élections présidentielles a touché 107 212 euros, soit huit années du salaire payé au SMIC actuel... et plus si les vœux d'Elie Cohen en matière de « SMIC jeunes » venaient à se réaliser. Mais ce n'est pas fini. Un peu moins gourmand que Jacques Attali, l'économiste préféré d'Yves Calvi vend tout de même chaque conférence qu'il donne de 8 000 à 12 000 euros. On le retrouve ainsi le 18 septembre 2013 à Saint-Laurent-Blangy (62) devant deux cents dirigeants à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Artois, huit jours plus tard à Paris au « Kyriba Live » organisé par le « leader mondial en solutions de gestion de trésorerie », le 3 octobre 2013 invité à Manosque par l'Union des entreprises des Alpes-de-Haute-Provence pour leur soirée « L'entreprise fait son show », le 3 décembre de nouveau à Paris pour CNP Assurances dissertant sur le thème « Crise française : risques et opportunités », etc. Sans compter son salaire de directeur de recherche au CNRS (autour de 60 000 euros par an) et les cours universitaires qu'il peut encore donner.

Opportunité est bien le mot car tous ces experts, à l'instar d'Elie Cohen, savent utiliser leur notoriété médiatique et se vendent, par l'intermédiaire d'agences de conférenciers comme Agency Expert, Césam International, Plateforme, Speaker Academy, Entourages, Premium, Glem Speak, entre 8 000 et 15 000 euros pour chaque prestation. Nicolas Bouzou, économiste, chouchou des *Échos* et de I-télé – « La France, c'est le seul pays au monde

« Cette poignée d'experts, dont la principale fonction consiste à promouvoir une politique économique à destination des plus riches, engrange les plus-values financières de leur engagement partisan. »

qui demande aux gens de travailler moins. C'est le seul pays au monde dans lequel on dit : on va fermer les magasins à 21 heures, on va fermer les magasins de bricolage le dimanche » (I-télé, 27/09/2013) –, animait le 20 juin 2014 à Biarritz le Congrès national des dirigeants commerciaux de France (DCF). On le retrouvait le 20 novembre 2014 au 6^e Forum économique Bourgogne du MEDEF 71 devant cinq cents chefs d'entreprise dont des dirigeants de Coca-Cola, Lafarge ou le Crédit Agricole.

Philippe Dessertine, un des économistes attitré de « C dans l'air » sur France 5 ou des tribunes du *Figaro* – « Un patron, avant d'embaucher, il se dit : si jamais ça se passe mal, comment je fais ? Le droit du travail, l'impossibilité de licencier, ça empêche le dynamisme et après les emplois ils sont Outre-Manche, Outre-Rhin, ils sont Outre-Pyrénées (sic !) » (C dans l'air, 10/02/2014) – était invité le 19 juin 2014 à l'assemblée générale de l'Union patronale départe-

mentale, l'UDEL-MEDEF 45, à la caisse régionale du Crédit Agricole de Saint-Jean-de-Braye (45). Le 11 décembre 2014, le même Dessertine se trouvait devant l'Assemblée générale de l'Union des entreprises d'Ille-et-Vilaine, l'UE35.

Marc Touati, favori de BFM – « Il faut que nous les Français, on accepte de réformer notre économie comme l'ont fait les Allemands il y a dix ans. Schröder a su réformer le marché du travail » (BFM, 11/03/2013) – éclairait le 3 juillet 2014 les participants de la 8^e Convention d'été de la CGPME Auvergne à Vulcania. Le 29 septembre 2014, il était devant les professionnels du commerce de proximité au Forum Pro à Belfort. Nicolas Baverez, économiste attitré de « L'Économie en question » sur France Culture et éditorialiste du *Point* – « L'État-providence français s'est ainsi transformé en une énorme bulle spéculative, déconnectée de l'évolution de la population et de l'activité économique. La redistribution est en passe de réaliser l'euthanasie de la production et de l'emploi marchands sur le territoire national, tout en provoquant l'exil massif des talents et des cerveaux, des entrepreneurs et des fortunes, des investissements et des centres de décision » (*Le Point*, 13/11/2013) – dissertait le 3 avril 2014 à Marcq-en-Baroeul (59) sur le thème « Changer de politique ? » à l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Crédit agricole Nord de France. Depuis 2002, il est membre du comité d'éthique entrepreneuriale du MEDEF.

Alors que des millions de salariés voient leur quotidien fortement se dégrader et se précariser, cette poignée d'experts, dont la principale fonction consiste à promouvoir une politique économique à destination des plus riches, engrange les plus-values financières de leur engagement partisan. Entre 2001 et 2011, le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus pauvres a augmenté de + 0,9 %, 70 euros une fois l'inflation déduite. À l'opposé, celui des 10 % les plus riches a connu une nette progression de + 16,4 %, soit un gain de 8 115 euros. Hors de question pour ces chiens de garde et leurs alliés médiatiques de mordre la main qui les gave... ■

*Gilles Balbastre est journaliste et réalisateur. Il a réalisé avec Yannick Kergoat le documentaire *Les Nouveaux Chiens de garde*.

L'EXEMPLE SUD-AMÉRICAIN DES RADIOS POPULAIRES : LES « VOIX DES SANS VOIX »

Aujourd'hui *Radio mundo real* permet aux auditeurs d'avoir accès non seulement à l'actualité de mouvements sociaux partout à travers le monde, mais également à des entretiens et des programmes produits par d'autres radios communautaires.

PAR CAMILLE MARIGAUX*

Les débats sans droit de suite se multiplient sur l'avenir du journalisme et parviennent inextricablement à un même constat contrit, voire hypocrite : face à l'incursion croissante et inévitable des professionnels de la communication, du management et de la publicité, la parole des journalistes reste soumise, bâillonnée, achetée. Un tel atavisme cache pourtant une autre réalité, bien plus éclairante, sur les contributions que « d'autres » média peuvent apporter au progrès social et à l'intérêt public. Les radios populaires prouvent dans de nombreuses régions du monde qu'il est possible d'atteindre cet équilibre fragile, mais si évident : toucher mais aussi informer dans leurs intérêts les populations minoritaires, marginalisées voire opprimées. L'Amérique latine, laboratoire historique de l'usage de ces média alternatifs, mais aussi terre fertile de l'emprise des groupes financiers sur les média, en est l'exemple criant de paradoxes et de leçons.

UN CONTRE-MODÈLE HISTORIQUE ET TOUJOURS ACTUEL

En Amérique latine, les premières radios communautaires avaient déjà une vocation éducative pour les populations concernées. En Colombie, une « école radiophonique » est mise en place par l'Église à Sutatenza dans les années 1940. L'idée était d'aider les agriculteurs à résoudre leur manque d'instruction, à discuter de leurs problèmes et à s'organiser pour adopter des solutions et agir dans leur propre intérêt. Souvent mises en œuvre dans des contextes ruraux, ces premières expériences avaient pour objectif l'alphabétisation des communautés marginalisées. Elles rappellent la pédagogie du brésilien Paulo Freire (années 1960), qui considérait l'alphabétisation comme un acte politique contre la négation du droit à l'expression de ceux qui ne savent ni lire ni écrire. Plus tard, la mise en réseau régionale progressive de ces radios a donné naissance à l'*Alianza Latinoamericana de*

Escuelas Radiofonicas (ALER). Plus récemment, c'est l'UNESCO qui s'est emparée de l'enjeu éducatif dans les pays du Sud à travers les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), en mettant en place des programmes éducatifs au moyen de radios communautaires dans ces régions.

Mais, partant de l'hypothèse selon laquelle tout média alternatif s'oppose à un discours dominant, la difficulté de définir les média alternatifs réside dans le relativisme inhérent à l'objet de l'alternative. Rodger Streitmatter, historien et professeur de journalisme, distingue ainsi dans la sphère de la communication alternative la « communication dissidente » qui porte un projet de changement radical de la société. Cardon et Granjon, eux, différencient la « critique expressive » de la « critique anti-hégémonique », la première cherchant à donner la parole à ceux qui ne l'ont pas. C'est le cas de *Radio Mundo Real* en Uruguay.

DE JAKARTA À MONTEVIDEO : RADIO MUNDO REAL, OU LE PROJET D'UNE COMMUNICATION DE LA RÉSISTANCE

Imaginé par un groupe d'une dizaine de militants à Montevideo en 2003, *Radio Mundo Real* est née dans le but d'effectuer un travail avec les radios communautaires de la région d'Amérique latine-Caraïbes. L'objectif ? Relayer l'actualité des mouvements sociaux paysans dans cette région, et promouvoir une dynamique de partage des contenus radiophoniques et des informations entre les différents média alternatifs concernés. Une dizaine d'années plus tard, cette initiative donnera naissance à ce qu'ils nomment eux-mêmes « la convergence des média de mouvements sociaux ». Leur ambition était et reste encore aujourd'hui, en contribuant à une communication participative et militante, d'aider à l'émancipation des populations concernées. « La communication n'est pas neutre et ne peut être dissociée de la construction politique des processus de changement.

L'échange et les contributions de chaque mouvement, à partir de ses expériences, ses langages ou moyens de communication, sont des éléments fondamentaux pour un répertoire des luttes collectif, vivant et militant » (Ignacio Cirio, journaliste à *Radio Mundo Real*)

Internet permet aux auditeurs d'avoir accès non seulement à l'actualité de mouvements sociaux partout à travers le monde, mais également à des entretiens et des programmes produits par d'autres radios communautaires. Lors du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre au Brésil, en 2005, les membres de la radio firent l'expérience d'une retransmission de l'événement à travers une fréquence FM. La structure de l'événement, dans un lieu étendu, représente un espace propice pour travailler de la sorte : ils distribuèrent notamment des petites radios aux participants et aux membres des organisations présentes.

Aujourd'hui, aux côtés de la *Via Campesina* ou de la Marche mondiale des femmes, présent aux Forums sociaux mondiaux comme aux côtés des plus invisibles, en Colombie, à Bruxelles ou en Indonésie, leur micro voyage, révèle et partage. Car la défense des territoires et de ceux qui y vivent, cette lutte qui ne cesse de donner aux communautés rurales et aux mouvements d'écologie sociale toujours plus d'importance, est aussi forte de ces expériences de communication en résistance. Un même combat, contre la privatisation et la marchandisation de l'information comme de la terre, pour recréer un nouvel environnement médiatique populaire, et redonner leur visibilité à ces réalités masquées, déformées, confisquées. ■

*Camille Marigaux est diplômée de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL). Elle est étudiante à l'École supérieure de journalisme de Lille.

UNE RADIO PUBLIQUE, POURQUOI, POUR QUI ?

La radio publique appartient aux citoyens par le biais de l'État, actionnaire principal. Ce qui prime – ou devrait primer – c'est la mission qui lui est fixée par l'État qui consiste à informer, cultiver, distraire, en s'adressant à tous les publics.

ENTRETIEN AVEC **LIONEL THOMPSON***

En quoi la radio publique se différencie aujourd'hui des autres radios et quel devrait être son rôle en tant que service public ?

La plus grande différence, c'est que la radio publique ne dépend pas d'intérêts privés. Elle n'appartient pas à une banque, un groupe d'armement ou de BTP pour lesquels posséder des média est une activité parmi d'autres et un moyen d'avoir une influence qu'ils peuvent mettre au service de leur activité première ou de l'idéologie du marché qui sert leurs intérêts.

La radio publique appartient aux citoyens par le biais de l'État, actionnaire principal. Elle dépend très peu de la publicité, qui ne contribue qu'à environ 8 % de son budget. Ses ressources proviennent à 90 % de la redevance et de la contribution de l'État. Pour la radio publique, vendre une audience à des annonceurs n'est donc pas primordial. Ce qui prime – ou devrait primer – c'est la mission qui lui est fixée par l'État qui consiste à informer, cultiver, distraire, en s'adressant à tous les publics. Cette différence se traduit d'abord sur nos antennes par moins de publicité et pas de publicité de marques commerciales. Une particularité à laquelle sont très attachés les auditeurs et les salariés.

« On entend sur les radios du service public des programmes qui ne trouveraient leur place sur aucune radio grand public privée »

Cette relative indépendance des puissances d'argent et de la publicité doit permettre encore et surtout de proposer des programmes qui ne cèdent

pas totalement à la course à l'audience, une certaine diversité des points de vue, d'accorder encore une certaine place à la réflexion. On entend sur les radios du service public des programmes qui ne trouveraient leur place sur aucune radio grand public privée. Une radio comme France Culture, par exemple, n'existerait pas si elle n'était pas portée par Radio France. Il n'y a guère que sur Radio France que l'on peut encore entendre des émissions de reportage élaborées, des fictions radiophoniques et un peu de création sonore. L'information y cède moins au sensationnalisme, au buzz, et au tout fait divers.

Radio France a-t-elle encore les moyens de mener à bien cette mission ?

Dire que Radio France n'a pas de moyens serait mentir. Mais si on prend en compte l'ampleur des missions, les défis posés par Internet et les supports numériques, le développement du réseau des radios locales Bleu qui se poursuit, le coût de l'énorme chantier de réhabilitation de la Maison de la Radio, on peut considérer que Radio France est aujourd'hui sous-financé. C'est encore plus vrai depuis la crise de 2008 et la cure d'austérité à laquelle la radio publique est soumise, comme l'ensemble de l'audiovisuel public. Par rapport à la trajectoire budgétaire prévue par le contrat d'objectifs et de moyens 2010-2014, c'est 80 millions d'euros qui n'ont pas été versés par l'État à Radio France. Pour 2015, Radio France s'apprête à voter pour la première fois un budget en déficit (plus de 20 millions d'euros).

Les économies déjà réalisées pèsent sur les conditions de travail et ont déjà eu des conséquences sur les antennes : suppression des programmes en direct la nuit sur France Inter, grille de programme d'été qui commence plus tôt dans l'année sur France Culture, restrictions de plus en plus grande sur les coûts des reportages, recours de plus en plus fréquents aux partenariats qui écornent l'indépendance des émissions et des reportages. Le développement des

nouvelles activités liées aux nouveaux média s'est fait jusqu'ici sans la moindre création d'emplois, par des redéploiements de postes. La direction de France Bleu évoque la possible suppression de rendez-vous d'information dans la journée pour pouvoir, là aussi, redéployer des postes.

Jusque-là, contrairement à la télévision, Radio France a préservé l'intégralité de sa production en interne : chaque seconde de programme et d'information est produite par les salariés de Radio France. Il en résulte une masse salariale importante (60 % du budget) et ces moyens humains sont nécessaires au maintien de la qualité des programmes. Mais il y a une grande crainte aujourd'hui, si l'État se désengageait plus fortement encore du financement de Radio France, que l'emploi devienne une variable d'ajustement, ce qui serait catastrophique.

Beaucoup de syndicalistes dont le SNJ-CGT font partie du collectif « De l'air à France Inter » qui se dit inquiet quant à la faible diversité sociale, politique, philosophique, sur le service public audiovisuel. Comment faire pour qu'on entende la France dans sa diversité à la radio et plus largement dans les médias ?

D'abord consolider le financement, car les restrictions budgétaires pèsent, comme évoqué ci-dessus, sur les moyens accordés aux émissions de reportage qui permettent d'aller sur le terrain, d'enquêter et de recueillir la parole des citoyens dans leur diversité. La suppression d'une émission comme « Là-bas si j'y suis », qui a été le point de départ de ce collectif, peut se lire comme une décision politique mais aussi comme une décision d'économie. Les émissions de reportage, les émissions dont la production est élaborée coûtent bien plus cher que de réunir deux ou trois personnes autour d'une table de studio.

Dans les tranches d'information, il faudrait une plus grande diversité des points de vue dans les chroniques et éditoriaux, dans le choix des invités, notamment sur les questions économiques et sociales. Il faudrait pour ►

« Il faudrait une plus grande diversité des points de vue dans les chroniques et éditoriaux, dans le choix des invités, notamment sur les questions économiques et sociales »

► cela que les rédactions se réapproprient la maîtrise collective des choix dans ce domaine. Pour les tranches d'info matinales, le moment de plus forte audience en radio, les décisions sont trop souvent prises en petit comité par les directions et échappent aux rédactions.

Enfin, comment faire pour produire une information de qualité soustraite à la loi du marché comme aux pressions du pouvoir ?

Bien que nous ne dépendions pas de la publicité, nous sommes de plus en plus dirigés par des PDG et des directions qui appliquent les méthodes et recettes du privé, les yeux rivés sur les sondages et la concurrence. Des impératifs marketings s'imposent :

inviter tel ou tel homme politique, polémiste ou artiste non pas parce qu'il est intéressant mais parce que ça va faire le buzz, de la reprise par les agences de presse ou sur Internet.

Il subsiste des différences entre la radio publique et privée, comme évoqué ci-dessus, mais ces différences ne s'entendent pas assez et les radios du service public ont tendance, elles aussi, à reproduire le discours dominant, l'idéologie du marché.

Il faut assurer plus d'indépendance encore. Revoir le mode de nomination des PDG. La nomination par l'Élysée imposée par Nicolas Sarkozy était une calamité mais le simple retour en arrière opéré par l'actuelle

majorité n'est pas satisfaisant. La représentation nationale pourrait avoir plus de poids dans le mode de nomination comme cela se fait dans d'autres pays européens.

Redonner aussi les moyens aux journalistes et producteurs de prendre le temps du recul, de la réflexion collective, de vérifier et recouper leurs informations sans céder à la course au scoop ou au sensationnalisme. L'assassinat de nos confrères de *Charlie Hebdo* est venu nous rappeler de façon terrible que nous sommes dans un moment où la mal-information peut alimenter les peurs et les haines qui menacent la démocratie. Dans ce contexte, un service public radio indépendant, pluraliste, en capacité d'assurer une information de qualité, est d'autant plus indispensable. ■

*Lionel Thomson est secrétaire du SNJ-CGT à Radio-France.

Propos recueillis par Caroline Bardot.

NICE-MATIN, UNE PAGE INÉDITE DANS L'HISTOIRE DE LA PRESSE

Les salariés créent une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) et font un pari sur l'avenir qui peut faire tâche d'huile.

PAR GÉRARD PITOCCHI*

UN JOURNAL CRÉÉ À LA LIBÉRATION

Nice-Matin a été créé à l'issue du dernier conflit mondial sous forme de Société anonyme à participation ouvrière (SAPO), dont 25 % étaient détenus par ses salariés au travers d'une coopérative de main-d'œuvre. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la gestion familiale de l'actionnaire majoritaire, Michel Bavastro, bien que souvent conflictuelle avec les ouvriers du livre CGT, a toujours privilégié la pérennisation des emplois et le développement de ce quotidien régional.

Nos problèmes ont débuté en 1997 lorsque nous sommes passés sous la gouvernance d'une société multina-

tionale, le groupe Lagardère, qui, dix années durant, s'est contenté de faire remonter tous les bénéfices réalisés par l'entreprise en la laissant s'installer dans l'immobilisme le plus total. Pas le moindre début de modernisation de l'outil de travail, pas la moindre vision ou projet d'avenir pour notre titre de presse.

En 2007, *Nice-Matin* est racheté par le groupe Hersant, lequel a immédiatement connu des difficultés économiques engendrées par l'effondrement de sa branche d'édition d'hebdomadaires gratuits d'annonces commerciales, *Paru Vendu*. Ces difficultés ont entraîné une faillite et une des plus importantes suppressions d'emplois de ces dernières années avec 3 000 licenciements (la société d'édition

Comareg qui employait environ 2 500 salariés et la société d'imprimerie Hebdo Print pour laquelle travaillaient environ 500 salariés), d'ailleurs passés pratiquement inaperçus dans les médias.

Subissant de plein fouet cette déconfiture, accentuée par un contexte général de crise économique, le groupe Hersant, incapable de résoudre ses problèmes, a continué de ponctionner la trésorerie de ses titres de presse encore bénéficiaires, les entraînant ainsi dans sa chute (*Paris Normandie* placé en redressement judiciaire, l'*Union de Reims* vendu *in extremis* au groupe Rossel, la Provence cédée à Bernard Tapie, les titres de *France-Antilles* placés en redressement judiciaire).

Dans ces conditions *Nice-Matin* s'est trouvé placé sous la protection du tribunal de commerce de Nice à la fin de l'année 2013, avant de basculer en redressement judiciaire au cours du mois de mai 2014. Dans les semaines qui ont suivi, plusieurs propositions de reprise se sont fait jour dans les médias, plus particulièrement sur le *Web*, avant d'être déposées auprès du tribunal de commerce de Nice.

LA MOBILISATION DES SALARIÉS ET LA NAISSANCE D'UNE COOPÉRATIVE

Dans ce contexte nous avons diffusé, par voie de tracts puis en communiquant en direction des médias, notre projet de reprise de *Nice-Matin* par ses salariés, qui n'avait pour objet que d'influer sur le volet social proposé par les repreneurs potentiels. Malheureusement, nous avons rapidement pris conscience du massacre social auquel nous risquions d'être confrontés dans les semaines qui devaient suivre notre placement sous contrôle des administrateurs judiciaires désignés par le tribunal de commerce. En effet, les candidats les plus solides financièrement étaient porteurs de projets sociaux d'une violence extrême visant à ne pas reprendre environ 50 % des salariés de *Nice-Matin*.

« Si notre aventure s'avère viable, nous pourrions devenir un modèle pour de nombreux titres de presse quotidienne de notre pays. »

Avec le recul il est manifeste que notre coopérative est née de l'ampleur des licenciements annoncés, notamment ceux prévus en cas de reprise par le groupe Rossel dont l'assise financière était de loin la mieux-disante, et nous nous sommes trouvés dans l'obligation de construire et réussir notre projet de reprise sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Dans la même période, le ministre de l'Économie et des finances mettait en place une loi relative à l'économie sociale susceptible de favoriser une capacité d'action nouvelle pour les salariés, notamment en favorisant la reprise d'une entreprise par son personnel en créant un statut de Société coopérative et participative (SCOP) d'amorçage.

Sur la base de ce constat nous avons dû dans un premier temps réussir le pari de convaincre les salariés du bien-fondé de ce projet et leur faire-valoir notamment qu'une étude économique du Trésor avait démontré que la reprise d'entreprises par les salariés avait de nombreuses vertus, ce qui n'est pas toujours le cas de transmissions réalisées dans un cadre différent,

« L'objet n'est plus de dégager des profits à l'attention de l'actionnaire majoritaire mais de permettre un fonctionnement cohérent, de dispenser une information de qualité. »

que le taux de pérennité des SCOP était de 82,5 % sur trois ans alors qu'il n'est que de 66 % pour le reste des entreprises françaises à capitaux privés. Malgré cela, jusqu'au jour de la décision du président du tribunal de commerce, de nombreux salariés n'ayant pas la culture de l'autogestion n'étaient pas convaincus par le projet de reprise en coopérative, notamment au sein de notre filiale de régie publicitaire.

La deuxième étape a été de rechercher le soutien des collectivités locales et régionales, action pour laquelle la confiance inaltérable des élus du Front de gauche de toute la région PACA et des instances CGT du Var et des Alpes-Maritimes s'est révélée prépondérante. Nous avons organisé divers rassemblements et manifestations de salariés notamment devant la préfecture des Alpes-Maritimes ou le tribunal de commerce de Nice. Nous avons également fait appel aux compétences d'un cabinet d'avocats spécialisé afin de structurer notre projet et d'accomplir l'ensemble des démarches légales et administratives.

C'est ainsi que nous avons obtenu une décision favorable du président du tribunal de commerce et que, si notre aventure s'avère viable, nous pourrions devenir un modèle pour de nombreux titres de presse quotidienne de notre pays.

Il est manifeste qu'il existe toujours une demande relativement forte d'information développée, explicitée et commentée par des journalistes professionnels et que pour le plus grand nombre cette possibilité ne se conçoit que sur un support papier.

À l'inverse, l'environnement de la presse écrite sur support papier ne

nous est pas forcément favorable, il est notoire que la frange la plus jeune de la population adulte a pris ses habitudes sur le *Web*, où elle peut trouver pratiquement en temps réel des informations précises et concises. La multiplication des chaînes télévisuelles d'information vingt-quatre heures sur vingt-quatre ou la distribution de quotidiens d'informations gratuits sur

toutes les zones de passage intense des grandes villes ne sont pas non plus de nature à soutenir la pérennité des sociétés de presse écrite d'information quotidienne. Plus encore, la fermeture de nombreux kiosques ou points de diffusion ne facilite pas la vente des titres de presse quotidienne. Enfin la manne publicitaire qui n'est pas extensible à souhait, doit être partagée entre l'ensemble des médias susvisés, et elle est de fait en régression constante.

De ce constat, certes peu réjouissant, nous pouvons tirer notre force. Puisque les grands groupes multinationaux, (Lagardère, Rossel, Hersant, Dassault, le Crédit Mutuel), ne parviennent plus à dégager les profits qu'ils attendent de leurs investissements dans la presse quotidienne, cela peut permettre l'avènement de nouvelles sociétés de presse bâties sur une gestion démocratique et participative dont l'objet n'est plus de dégager des profits à l'attention de l'actionnaire majoritaire mais de permettre un fonctionnement cohérent, de dispenser une information de qualité. Et si profits il y a, qu'ils soient consacrés à la modernisation de l'outil de travail.

Pour *Nice-Matin* l'enjeu est de taille, il nous faut réussir notre nouveau départ et, en espérant que la situation trouble et anxiogène qui nous a été imposée durant de nombreux mois ne laisse pas trop de traces sur l'intégrité physique et morale des salariés de notre entreprise. Nous espérons transformer notre victoire en un immense sursaut d'énergie et d'implication du plus grand nombre pour garantir notre pari sur l'avenir. ■

*Gérard Pitocchi est délégué syndical CGT des ouvriers du livre *Nice-Matin*.

LA MARSEILLAISE A UN AVENIR

Un journal né de la Résistance qui, avec les Amis de *la Marseillaise*, veut gagner le pari de sa survie.

PAR ÉMILIE PARENTE *

« Un atout pour tous ceux qui se réclament du progrès social », « Sans *la Marseillaise*, les salariés seraient bâillonnés », « J'adore d'abord son titre », « Une bouffée d'oxygène pour la démocratie », « Pour que le clignotant de l'espoir ne s'éteigne pas », « Un partenaire fidèle de l'économie sociale et solidaire », « Pour continuer à se noircir les mains à l'encre », « Sans *la Marseillaise*, il y aurait un vide à gauche », « Un atout et une arme contre le discours unique », « À nos côtés pour défendre les artistes », « Indispensable dans le contexte d'offensive capitaliste », « *La Marseillaise* était toujours sur la table ». Voilà une toute petite partie des messages de soutien que reçoit le journal *la Marseillaise* depuis sa mise en redressement judiciaire le 24 novembre 2014.

Né de la volonté des résistants du Front national de libération de la France, le 1^{er} décembre 1943, le premier numéro – tiré à 15 000 exemplaires – est sorti des presses de l'imprimerie familiale Tournel à Aix. Clandestin jusqu'au 24 août 1944, le journal rendra compte des actions de la Résistance, des condamnations à mort de collabos,

diffusera quelques communiqués. La plume dans une main, le fusil dans l'autre, les résistants communistes ont pris possession des locaux du journal du *Petit Marseillais*, journal collaborationniste.

C'est dans ces locaux qu'aujourd'hui les salariés se battent pour la survie du titre. La crise économique, doublée d'une crise de la presse et d'une chute brutale de la publicité n'a pas cessé de fragiliser un journal indépendant des forces de l'argent et des grands groupes de presse. Les salariés et les lecteurs se mobilisent chaque jour pour la pérennité du titre. L'association des Amis de *la Marseillaise*, créée il y déjà vingt ans, a pris une place prépondérante dans cette lutte pour la survie du journal. Animatrice du comité de soutien, l'association multiplie les initiatives et organise la souscription. En lien direct avec les salariés, les Amis de *la Marseillaise* mettent en synergie toutes les volontés afin de réussir le pari de la sauvegarde du journal : concert, débat, vente militante de badges, etc.

La disparition de *la Marseillaise* serait catastrophique dans un paysage médiatique régional déjà fragilisé. La disparition de *V Marseille* (magazine mensuel) mais aussi les difficultés du journal satirique *le Ravi*, placé en

redressement judiciaire, sont autant de signes des dangers qui pèsent sur le pluralisme de la presse mis à mal sur l'ensemble du territoire hexagonal. Car c'est bien la question du pluralisme, élément essentiel de la démocratie dont il est question aujourd'hui. Et ce n'est pas un hasard si le Réseau des communistes de *la Marseillaise* s'est mobilisé depuis sa création il y a deux ans dans la bataille pour une loi de refonte des aides à la presse et pour la sauvegarde de la filière de la distribution. En étant aux côtés tout d'abord des salariés de Presstalis, en organisant un débat en présence de Marie-George Buffet sur ce thème. Autant d'initiatives qui aujourd'hui trouvent un écho avec la lutte pour la sauvegarde de *la Marseillaise*.

Forts de notre histoire de 70 ans, du dévouement de l'ensemble du personnel et de celui de nos lecteurs, nous avons la conviction que *la Marseillaise* continuera d'exister et restera le journal du Sud qui porte les idéaux progressistes de transformation sociale. ■

* **Émilie Parente**

est responsable du Réseau des communistes de *la Marseillaise*. Pour rejoindre le comité de soutien : www.pourquevivellamarseillaise.com.

AMENDEMENT CHARB

Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis a interpellé le Premier ministre pour que l'amendement Charb, sur les moyens attribués à la presse d'opinion, soit retranscrit dans la loi.

Monsieur le Premier ministre,

Liberté !

Sur toutes les pages lues

Sur toutes les pages blanches

Pierre sang papier ou cendre

J'écris ton nom... écrivait Paul Éluard.

Sur tous les pavés, dans toute la France, des millions de femmes et d'hommes ont aussi écrit son nom...

Cette liberté par et pour laquelle notre République s'est construite. Cette liberté, dont la liberté d'expression est une clé fondamentale.

Mercredi dernier, à *Charlie Hebdo*, cette liberté a été martyrisée, assassinée. Mais elle n'a pas été vaincue.

Aujourd'hui, *Charlie Hebdo* est dans les kiosques de France et du monde. De ce magnifique acte de résistance, la représentation nationale doit être garante. *Charlie* doit paraître mercredi prochain, et tous les mercredis suivants. *Charlie* ne peut mourir faute de moyens !

Aucun d'entre nous ne peut accepter sans réagir la disparition d'un journal.

Le drame que notre Nation vient de vivre, nous rappelle que la liberté de chacun, de chacune, dépend pour une belle part, d'une presse pluraliste.

Un pluralisme, qui repose sur le travail des journalistes dont la Nation doit assurer la protection, et le secret de leurs sources. Monsieur le Premier ministre, une loi sur la presse est actuellement en débat.

Ce serait l'honneur de notre Parlement d'en élever l'ambition et la portée.

À la Libération, nos aînés, conscients de l'enjeu, avaient légiféré, pour libérer la presse de la pression du marché.

Les principes de solidarité et de coopération au service du bien commun et de la démocratie fondés par cette loi sont toujours d'actualité. Il y a urgence d'agir, de nombreux titres sont en danger. Cela appelle des réponses d'ampleur.

Charb nous le rappelait en nous proposant un amendement sur les moyens attribués à la presse d'opinion.

Alors, Monsieur le Premier ministre, cet amendement va-t-on le transcrire dans la loi ? Cela serait un geste fort pour que le pluralisme perdure et que de nouveaux journaux porteurs de confrontations d'idées voient le jour !

LA RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Les nouveaux outils disponibles aujourd'hui permettent de repenser la relation ancienne entre la presse et les citoyens.

PAR LAURENT MAUDUIT*

C'est peu dire que la presse française se porte mal. Dans une situation économique souvent désastreuse, les grands titres de la presse quotidienne nationale ou régionale souffrent de surcroît d'un manque d'indépendance qui contribue à faire de la France l'une des grandes démocraties parmi les plus malades au monde. Pour refonder une presse honnête en laquelle les citoyens peuvent avoir confiance pour être éclairés sur la marche de la Cité, il ne suffit pourtant pas de renouer avec les valeurs fondatrices de notre République, par exemple les valeurs d'indépendance de la presse édictées par le programme du Conseil national de la résistance (CNR).

REFONDER UNE PRESSE LIBRE

Pour cette reconquête, il faut aussi s'appuyer sur les citoyens. Et c'est ce qu'il y a de formidable dans l'outil qu'est Internet : il permet de repenser la relation ancienne entre la presse et les citoyens ; de redéfinir la frontière entre les métiers de l'information et l'expertise des citoyens. Il permet en somme d'établir une nouvelle relation de confiance, une sorte de Groupement d'intérêt économique (GIE) démocratique, entre les journalistes et les citoyens.

« Les processus de normalisation économique ont débouché le plus souvent sur une normalisation éditoriale. »

Que l'on ne s'y méprenne pas ! L'urgence est évidemment de refonder en France une presse libre et « indépendante des puissances financières », comme l'édictait le programme du CNR. Il s'agit en somme de tourner cette page sombre de l'his-

toire française qui a conduit par exemple à ce que tous les grands quotidiens nationaux, du *Monde* jusqu'au *Figaro* en passant par *Les Échos* ou *Libération*, soient rachetés par des grands oligarques proches du pouvoir. Une page doublement sombre parce que les processus de normalisation économique ont débouché le plus souvent sur une normalisation éditoriale.

AVEC LE CONCOURS DES LECTEURS ET DES CITOYENS.

Mais cette refondation de la presse ne réussira qu'avec le concours des lecteurs et des citoyens. À cela, il y a une première raison : c'est qu'il pèse sur la presse, du fait de ses liens de dépendance, un discrédit formidable, de même nature que celui qui pèse malheureusement sur les politiques. Car les citoyens ressentent plus ou moins confusément les phénomènes de consanguinité ou de connivence qui existent entre les puissances financières et politiques et beaucoup de journaux. C'est pour cela qu'une refondation d'une presse libre et indépendante exige de repenser le statut de la presse, pour avancer vers des formes juridiques nouvelles, par exemple celle de sociétés citoyennes de presse, contribuant à ce que les journaux ne soient pas des marchandises que l'on peut acheter ou vendre, mais disposent de statuts juridiques innovants et protecteurs. En quelque sorte des *non-profit organizations* (organisations sans but lucratif) à but citoyen.

Mais Internet permet encore beaucoup plus que cela. Dans cette bataille que doit mener la presse indépendante, pour regagner le crédit perdu, il permet effectivement de dessiner les contours d'une relation nouvelle entre les journalistes et les citoyens. Pour avoir été longtemps à *Libération* ou encore au *Monde*, avant de participer à la fondation de Médiapart, qu'il me soit permis de faire état de ma modeste expérience. Dans ce que nous appelons avec moquerie (mais pas que !...) la « vieille » presse, les relations entre le journaliste qui écrit et le citoyen qui le lit, les relations sont quasi inexistantes. C'est même plus grave que cela, puisque le journaliste,

en plus d'exercer son métier premier qui est d'informer, s'arroge parfois aussi indûment une autre fonction, celle de l'expertise, qui ne devrait pas entrer dans ses attributions. Et cet insupportable mélange des genres a donné naissance à une image dégradée du journaliste : celle de ces « éditeurs », qui en vérité informent très peu, sont en connivence perpétuelle avec tous les puissants, et délivrent un insupportable prêt-à-penser (unique!).

INTERNET ET LES LANCEURS D'ALERTE

L'irruption d'Internet, et du participatif, permet de sortir de ces ornières. D'abord, le journaliste écrit désormais sous le contrôle de celui qui le lit. Et les commentaires des articles sont là en permanence pour lui rappeler l'exigence d'honnêteté et de rigueur qu'il a envers les citoyens.

« Internet permet de penser l'irruption des citoyens dans un univers participatif. »

Et si elle peut être rugueuse, cette relation peut tout autant être hautement fructueuse. Par respect de l'éthique professionnelle, je ne trahirai ici aucune de mes sources, mais il va de soi que les relations que j'ai avec ceux qui me lisent sur Médiapart n'ont strictement plus rien à voir avec celles que j'avais quand je travaillais moi-même dans la « vieille » presse : si mes papiers font réagir beaucoup de mes lecteurs, il y en a aussi beaucoup (syndicalistes, citoyens associatifs, hauts fonctionnaires...) qui sont devenus pour moi de précieux lanceurs d'alerte. Un seul exemple : j'ai écrit ces derniers mois de nombreuses enquêtes sur les dérives des acteurs qui interviennent dans le logement social – enquêtes qui, je le sais, ont été très utiles à beaucoup de citoyens ►

► impliqués dans le mouvement HLM ; et en retour beaucoup de ces citoyens sont devenus pour moi des « lanceurs d’alerte » formidablement précieux. En quelque sorte, nous avons construit l’un de ces « GIE démocratiques » dont je parlais à l’instant...

Mais Internet permet aussi de remettre les journalistes à leur place – une place plus modeste – et de penser l’irruption des citoyens dans un univers participatif. C’est ce que nous nous appliquons à faire à Mediapart. D’un côté, il y a les journalistes, dont le métier est de produire des informations nouvelles, d’enquêter, de hiérarchiser, de vérifier. Et à côté d’eux,

il y a les citoyens, qui ont tous, chacun dans leur domaine, une expertise dans les domaines de leurs activités respectives.

En somme, un bon usage de la presse participative permet d’éviter beaucoup d’écueils. Il permet d’éviter l’écueil (chaleureux mais dangereux) d’une presse qui pourrait être écrite par les citoyens eux-mêmes à la manière du célèbre site coréen Ohmynews ! dont le slogan était *Everybody is a reporter*. Et il permet de sortir de l’arrogance de la « vieille » presse, qui souvent informe mal et s’est arrogée indûment un monopole de l’expertise.

C’est donc une voie nouvelle qu’il faut explorer. À sa façon – il y en a sûrement beaucoup d’autres ! C’est ce que Mediapart cherche à faire en ayant adossé à un journal d’information et d’enquêtes de qualité, une immense agora publique, constituée par les milliers de blogs créés par ses abonnés. Preuve que la révolution technologique peut-être un formidable levier pour faire avancer la révolution démocratique... ■

*Laurent Mauduit est journaliste, cofondateur du site Internet Mediapart.

LA RESPONSABILITÉ DES MÉDIA DANS LA MONTÉE DU FN

L’omniprésence du FN dans les médias et la banalisation de ses idées interrogent le rôle des journalistes.

PAR DOMINIQUE CANDILLE*

Le congrès du Front national à Lyon, fin novembre, l’a encore montré : le FN bénéficie d’une couverture médiatique impressionnante – et tout particulièrement Marine Le Pen – et de plus en plus décomplexée. Pour de nombreux médias et de nombreux journalistes, le FN est devenu un parti comme les autres. Au point d’oublier de regarder ce qu’il en est réellement du prétendu « virage social » ou de la « normalisation » de ce parti, qui reste bien ancré dans les idées d’extrême droite.

UNE SUREXPOSITION MÉDIATIQUE DE PLUS EN PLUS ÉVIDENTE

Comment doit-on traiter le FN ? En parler, ne pas en parler, inviter ses responsables sur les plateaux télé, les boycotter ? Si les directions des rédactions n’ont pas beaucoup d’états

d’âme, c’est aux journalistes de poser ces questions.

Le Lab d’Europe 1, qui a recensé chaque mois les interviews matinales télé et radio des politiques depuis septembre 2013, révèle que Marine Le Pen et Florian Philippot sont les deux personnalités les plus présentes sur les antennes. La présidente du FN a eu droit à presque une interview matinale par semaine. Elle comptabilise 56 apparitions contre 51 pour son numéro deux. Durant la campagne électorale des municipales, le CSA a haussé le ton en rappelant à l’ordre les chaînes audiovisuelles : trop de place était accordée au Front National. BFM-TV était en particulier pointé du doigt, avec 43 % du temps de parole donné aux amis de Marine Le Pen. Les chaînes généralistes ne semblaient pas faire mieux : 50 % sur Canal plus, 29 % sur France 3... Cette exposition médiatique serait-elle donc responsable de la montée électorale du FN ? Peut-on raisonnable-

ment penser, *a contrario*, que si les médias ne parlaient pas du FN, il disparaîtrait de la scène politique ?

L’analyse serait un peu courte. Ce sont en effet principalement les difficultés économiques, la paupérisation d’une grande partie du salariat, l’absence d’espoir de changements, qui font le terreau des idées d’extrême droite. La longue crise du capitalisme met durement à l’épreuve les solidarités. Elle développe les réflexes de repli sur soi, nationaux ou communautaires.

DES IDÉES BANALISÉES, UNE DÉ-DIABOLISATION ORCHESTRÉE

Le problème n’est pas tant d’inviter Marine Le Pen et ses amis, mais plutôt de réfléchir à la façon dont on fait son métier de journaliste. Lorsqu’on traite la politique, les problèmes sociaux, les faits divers en stigmatisant les immigrés, les chômeurs, les fonctionnaires nantis ou les musulmans, ne soyons pas étonnés que cela donne du corps aux idées du FN et surtout les banalise. Les Unes du *Point*, dignes de *Minute* – les articles intérieurs sont souvent moins caricaturaux – sont à ce titre éloquentes. Ainsi, des couvertures racoleuses sont-elles régulièrement placardées dans les kiosques : « Les Assistés : comment la France les fabrique ? » ;

« La longue crise du capitalisme met durement à l’épreuve les solidarités. Elle développe les réflexes de repli sur soi, nationaux ou communautaires. »

« La France des tire-au-flanc » ; « La France des enfants gâtés » ; « Le spectre islamiste » ; « Cet Islam sans gêne ». La liste n'est hélas pas exhaustive. Éloquents aussi, sont les débats télévisés où Marine Le Pen et les responsables frontistes peuvent allégrement

leur impertinence ou leur non-conformisme. Sur Canal Plus, Le Pen père est reçu le 31 mars avec beaucoup d'égards et peu de questions embarrassantes par Antoine de Caunes. Louis Aliot – celui qui traite de « pute » une journaliste de

vague bleu marine c'est quand même plus poétique et moins effrayant que les chemises brunes ou le kaki des tenues de paras... Marine Le Pen se présente comme la candidate anti-système, vierge de tout scandale, la championne de la laïcité, la voix des laissés pour compte de la crise. Elle appelle Jaurès à la rescousse. Son discours a été lissé pour paraître social. Il peut faire illusion, mais son projet politique ne remet en cause ni le capitalisme ni la course aux profits. La haine de l'autre, de l'étranger est toujours son fonds de commerce. L'indignation moralisatrice et la stigmatisation des électeurs ne suffisent pas. Mais à de très rares exceptions – *L'Humanité*, *La NVO*, Médiapart... –, les médias n'ont pas entrepris le décryptage du programme frontiste, n'ont pas analysé la gestion municipale de ce parti. « On a principalement fait du journalisme de sondages et de pronostics », accuse amèrement la journaliste Marie-Ève Malouines, lors de l'émission « Le Secret des Sources » sur France Culture (31 mai 2014).

Nous devons réfléchir au sens de notre métier et à la manière de l'exercer et rappeler sans cesse la responsabilité sociale et citoyenne du journaliste pour combattre les idées de haine. ■

*Dominique Candille est journaliste, membre du bureau national du SNJ-CGT.

Article paru dans *Témoins*, n° 56, décembre 2014, reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

« Lorsqu'on traite la politique, les problèmes sociaux, les faits divers en stigmatisant les immigrés, les chômeurs, les fonctionnaires ou les musulmans, ne soyons pas étonnés que cela donne du corps aux idées du FN et surtout les banalise. »

développer leurs thèses sans qu'aucune contradiction ne leur soit apportée de la part des journalistes en plateau. David Pujadas, lors de l'émission « Des paroles et des actes » du 22 mai 2014, a choisi d'aborder les questions européennes par le biais de l'immigration, thème obsessionnel de Marine Le Pen. Il ne resta que trente minutes aux autres participants pour développer leurs conceptions de l'Europe économique et sociale, soit cinq minutes chacun ! Déjà le 10 avril, le présentateur de l'émission avait obtempéré face au refus de Marine Le Pen de dialoguer avec Martin Schulz, président du parlement européen. Au grand dam des journalistes de la chaîne publique.

INTERVIEWS COMPLAISANTES
Désormais, il n'existe plus de scrupules à inviter le Front national lors d'émissions pourtant réputées pour

l'Indépendant – est l'invité d'un Thierry Ardisson affable dans « Salut les terriens ». Son interview a été si polie et si convenue que la fédération FN des Pyrénées-Orientales s'est empressée de la mettre en ligne sur son site. Sans parler de Moati qui écume les plateaux télé pour promouvoir son livre « *Le Pen, vous et moi...* ». Ne diabolisons pas la famille Le Pen, certes, mais ne leur servons pas la soupe en accréditant l'idée qu'ils parleraient « vrai » des vrais problèmes.

SI ON ENQUÊTAIT VRAIMENT SUR LE FRONT NATIONAL ?

Marine Le Pen a un plan de communication parfaitement huilé pour vendre le soi-disant nouveau visage de son parti. Pour nombre de média, elle ne s'appelle plus « Le Pen », mais « Marine », et ses candidats « jeunes et jolis » ne sont plus ni frontistes ni « lepénistes », mais « marinistes ». La



DERNIÈRE MINUTE !

Steeve Briois, nouveau maire Front national d'Hénin-Beaumont, a été désigné par un jury de journalistes pour le Trombinoscope comme « élu local de l'année ». Les explications, plutôt embarrassées, ont porté sur la nécessité de ne pas faire comme si le FN n'existait pas.

Le Buzz à tout prix, voilà qui n'est pas nouveau. Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse disait Alfred de Musset. Assurément, on devine que parmi le jury des journalistes ne figurait pas leur consœur de Médiapart exclue du dernier congrès du FN. Le FN est aux anges. De très nombreux journalistes ne le sont pas et, avec eux, des milliers d'élus locaux qui, confrontés à des difficultés grandissantes, voient dans ce prix une véritable provocation.

MÉDIA AU MASCULIN, DÉMOCRATIE INCOMPLÈTE

Juste représentation ? Pour quatre hommes qui ont la parole dans les médias, une seule femme donne de la voix. Les études se suivent et se ressemblent pour dresser ce constat. Très loin du reflet d'un monde où les femmes représentent la moitié de la population. D'une France où elles travaillent presque autant que les hommes, où elles sont la majorité des diplômées.

PAR ARNAUD BIHEL*

« Le tableau que nous dépeignent les informations est un monde où les femmes sont pratiquement invisibles comme participantes actives au travail à l'extérieur du foyer », insiste ainsi le *Global Media Monitoring Project* (GMMP), projet mondial de monitoring des médias, qui dresse tous les cinq ans depuis 1995 un éclairage sur la place des femmes dans l'information.

Autrement dit, les médias censés offrir aux citoyens une grille d'analyse du monde y reproduisent les stéréotypes classiques, renvoyant les femmes à la sphère privée, quand les hommes se voient accorder la légitimité de la parole publique, contribuant à renforcer une domination masculine insidieuse. Les seuls domaines où les femmes apparaissent plus nombreuses que les hommes à la télévision ? La publicité, et les programmes de télé-réalité. Là où les clichés et la sexualisation sont les plus poussés. En France, les chiffres de la Commission sur l'image des femmes dans les médias ont fait grand bruit en 2011 : les experts invités à la télévision et la radio sont à plus de 80 % des hommes, qui s'approprient 85 % du temps de parole. À l'automne 2014, la dernière étude du Conseil supérieur de l'audiovisuel aboutissait encore à ce constat : « La place des femmes intervenant dans les sujets des journaux télévisés des chaînes généralistes, qu'elles soient témoins ou expertes, en plateau ou en reportage, reste marginale » à la télévision : à peine plus de 20 % des intervenants. Sur les chaînes d'information en continu, ou à la radio, la part des femmes reste même sous les 20 %.

DÉSÉQUILIBRE DE L'EMPLOI

Mais « comment accorder de la crédibilité à la parole d'expertes quand on peine à reconnaître les capacités des femmes journalistes à diriger des rédactions ? », lançait le collectif de

femmes journalistes « Prenons la une », créé en mars 2014 pour dénoncer les inégalités femmes-hommes au sein des médias et dans les contenus qu'ils produisent.

Car même en leur sein les médias n'ont rien d'égalitaire. Le plafond de verre y reste une réalité solide. En France, aujourd'hui, près de la moitié des journalistes sont des femmes. Mais dans les rédactions en chef, là où se décide ce qui compte dans l'information, comment elle sera mise en forme, elles ne sont qu'un peu

tion qu'ils délivrent est d'essence démocratique », insistait déjà en 1997 Margaret Gallagher, spécialiste du genre et des médias.

ASPIRATION PROFESSIONNELLE ET ÉTHIQUE

Le constat sur les experts en 2011, quelques mois après la publication du dernier rapport du GMMP (la nouvelle édition sera publiée cette année) a malgré tout provoqué une prise de conscience. Depuis lors, les

« Les seuls domaines où les femmes apparaissent plus nombreuses que les hommes à la télévision ? La publicité, et les programmes de télé-réalité. »

plus d'un tiers (36 %), en comptant la presse féminine. Plus on grimpe l'échelle hiérarchique, plus elles sont rares. Elles sont 20 % des titulaires porteurs de la mention « directeur » sur leur carte de presse. Dans les instances de direction des grands médias, le rapport est plutôt d'une femme pour 10 hommes.

Et en bas de l'échelle, comme ailleurs dans le monde du travail, les femmes sont en première ligne de la précarité. Elles sont plus souvent journalistes pigistes ou en contrat à durée déterminée que leurs homologues masculins. Selon l'Observatoire des métiers de la presse, près de 70 % des journalistes femmes ayant reçu leur carte de presse en 2013 sont en contrat précaire (pige ou CDD) pour 62 % d'hommes.

« Tant que l'emploi dans les entreprises de presse ne sera pas équilibré entre hommes et femmes, dans tous les postes et niveaux hiérarchiques, il sera impossible de dire qu'il existe une véritable démocratie dans les médias et que l'informa-

tion qu'ils délivrent est d'essence démocratique », insistait déjà en 1997 Margaret Gallagher, spécialiste du genre et des médias.

« Les experts invités à la télévision et la radio sont à plus de 80 % des hommes, qui s'approprient 85 % du temps de parole. »

décision. C'est aussi que le Conseil supérieur de l'audiovisuel, depuis 2012, se penche spécifiquement sur la place des femmes dans les médias, qui était jusque-là secondaire.

Trois ans de progrès, même s'ils sont encore minimes. La création voilà un an du collectif « Prenons la une » est la dernière preuve que l'égalité doit encore se chercher avec les dents. Il aura par exemple fallu une grève des signatures des femmes journalistes du quotidien économique *Les Échos*, en 2013, pour qu'elles accèdent enfin à des postes de rédaction en chef.

Il ne s'agit pas de dire ici qu'une femme porte nécessairement un autre regard que les hommes sur l'actualité. Que la hiérarchie et le traitement de l'information se trouveraient bouleversés par la parité. Mais la mixité est une condition essentielle pour le pluralisme de la pensée, et pour une véritable éthique des média. Ainsi que le soulignait en 2009 Aidan White, secrétaire général

de la Fédération internationale des journalistes : « La représentation impartiale des genres est une aspiration professionnelle et éthique, similaire au respect de la vérité, l'équité et l'honnêteté. » ■

*Arnaud Bihel est journaliste pour Les Nouvelles NEWS (www.lesnouvellesnews.fr).

BOBINES SOCIALES : UN FESTIVAL MILITANT DE QUARTIER

Engagement et passion semblent être le ciment des bénévoles qui organisent depuis plus de 10 ans ce festival de ciné parisien. Une volonté affirmée de faire découvrir des œuvres occultées par les média traditionnels et de susciter le débat entre les créateurs et le public.

PAR CORINNE MAZEL*

Ce festival est né à l'initiative de jeunes de la section du PCF du 20^e arrondissement de Paris à la suite des présidentielles de 2002. Chaque année des membres s'en vont, d'autres reviennent ou des nouveaux rejoignent l'association « Pavé & Manivelle », support du festival, renouvelant ainsi l'équipe d'organisation.

L'objectif du festival est de favoriser l'émergence et la reconnaissance d'une création cinématographique dont l'objet principal est une appréhension de la réalité sociale abordant des sujets occultés par les grands media, ou dont le traitement qui leur y est réservé ne nous semble pas satisfaisant.

monde qui nous entoure. Il s'agit aussi de donner la parole (et l'image) à ceux qui, dans ce cadre, tentent de dire autre chose et autrement.

Dès lors, organiser un festival de films qui dénoncent des situations inadmissibles, montrent des initiatives, des luttes décrites par ceux qui les mènent, implique la gageure d'une double tension. Il faut en effet trouver l'équilibre entre la forme du film et le sujet qu'il aborde tout en ouvrant les séances à un large public.

UN FESTIVAL ENGAGÉ

Organisateurs d'un festival de cinéma engagé, la qualité du traitement cinématographique des œuvres et la démarche des auteurs sont pour nous les critères de sélection des films. D'autre part, l'organisation des pro-

« Par la projection de films socialement engagés, le festival souhaite donner des outils et des repères pour comprendre, penser et questionner le monde qui nous entoure. »

Par la projection de films socialement engagés, le festival souhaite donner des outils et des repères pour comprendre, penser et questionner le

jections en séances thématiques permet d'articuler engagement et regards singuliers des réalisatrices réalisateurs.



Il s'agit donc de présenter des formes cinématographiques dont le traitement du sujet dépasse son simple exposé plus ou moins bien agencé, que celui-ci soit de décrire ou de dénoncer. Ce traitement du sujet et de la forme doit permettre, non pas d'imposer un sens de lecture – ce qui nous ramènerait à du film de propa- ►

► gande – mais de proposer, à l'égal d'œuvres de fiction de qualité, un ou des points de vue s'explicitant tant dans le « discours » qu'ils tiennent que dans la forme qu'ils adoptent. Le désordre que les pouvoirs imposent est rendu visible par la fabrication d'un film qui donne alors à voir ce qui est caché ou nié dans d'autres média. Ainsi les formats (en particulier la durée) des films projetés ne sont pas tous identiques, et nous faisons se côtoyer un documentaire de 52 minutes (format TV) avec un court-métrage de cinq minutes ou un film d'animation, pour peu qu'un lien

Elles peuvent aussi émerger lors des visionnages. La mise en perspective de films qui ne traitent pas forcément du même sujet nous permet alors de dessiner un thème qui leur est commun. Ainsi la séance : « Légalité, légitimité, désobéissance » regroupe-t-elle des films dont les thèmes et les formats sont extrêmement variés.

ÉCHANGER AVEC LE PUBLIC

En plus de la qualité, c'est aussi la capacité d'un film à provoquer le débat, à échanger avec les spectateurs qui nous intéressent. *Bobines sociales* veut donner la parole aux réalisateurs

peuvent investir pour communiquer, discuter des films visionnés. Pour accentuer la proximité avec le public, des projections « Hors les murs » sont organisées dans des lieux plus propices à la discussion que des salles de cinéma : bistrot, bibliothèques, centre social... Nous pensons que dans ces espaces populaires peut exister une forme de média démocratiques, dans le sens où le choix des lieux de projection tient compte de leur identité, de leur histoire et de leur situation géographique. De fait, sont pris aussi en compte les publics, habitués de ces lieux, qui sont invités à se réapproprier une culture cinématographique et politique, démontrant ainsi qu'il n'y pas de naturalité du regard.

Nous pensons que le cinéma, en particulier le cinéma documentaire, en libérant des idées, stimule le jugement des spectateurs. Nous souhaitons que ceux-ci ne soient plus condamnés à n'être que consommateurs mais sujets élaborant eux-mêmes leur propre pensée à partir de films qui témoignent de problématiques locales et cependant généralisables. ■

« *Bobines sociales* veut donner la parole aux réalisateurs et leur permettre de présenter leur démarche et leur travail, de rencontrer leur public. »

nous apparaisse ou qu'ils s'inscrivent dans une thématique retenue pour la construction des séances. Ces thématiques peuvent préexister à la sélection des films, correspondant à l'envie de certains d'entre nous ou se rapportant à des faits d'une actualité plus ou moins récente. Nous recherchons en ce cas les documentaires qui l'illustreront, comme, par exemple dans la séance « Prisons : penser la peine... » de l'édition 2015.

et leur permettre de présenter leur démarche et leur travail, de rencontrer leur public. Les échanges entre intervenants invités (réalisateurs, acteurs de milieux associatifs, spécialistes, universitaires...) et spectateurs se font de façon conviviale. Cet aspect du festival est renforcé, lors du week-end, par la possibilité de se restaurer sur place, par des tables de presse et différents espaces que public et participants

*Corinne Mazel est membre de l'équipe d'organisation du festival *Bobines sociales*.



POUR UNE APPROPRIATION POPULAIRE DES MÉDIA

La refondation d'un grand service public de la culture et de l'information est une exigence de civilisation.

ENTRETIEN AVEC
JEAN-FRANÇOIS TÉALDI*

Quel état des lieux peut-on dresser de la situation des médias aujourd'hui ? À l'heure d'Internet et des journaux gratuits, l'accès à l'information paraît plus facile, mais sommes-nous pour autant mieux informés ?

L'absence récurrente de la question sociale, l'insistance sur les faits divers, la place disproportionnée accordée aux instituts de sondages et aux « experts », écartent l'information réfléchie dont devrait disposer le citoyen pour exercer ses droits et aggrave la situation de la presse. Pas un jour sans son lot de restructurations, de fermetures ou de rachats de titres, de concentrations... On dit que la presse quotidienne est en crise, mais lorsque des titres sont mis en vente, les prix avancés pour leur rachat par de grands groupes sont exorbitants ; preuve que la presse écrite a un avenir et que le retour sur investissement est envisagé à court terme, sinon les banques n'accorderaient pas de crédit.

Le service public de l'audiovisuel, noyé dans un océan standardisé, peine à se différencier des chaînes privées. Il est maintenu dans une situation de sous-financement qui ne lui permet pas un véritable développement.

« Les luttes de techniciens et journalistes sur les lignes éditoriales, les contenus, dans nombre de médias, montrent que des résistances se font jour. »

Les mutations du paysage audiovisuel et médiatique (numérique et TNT, Internet...) imposent plus que jamais des mesures de sauvegarde,

mais aussi de développement, urgentes et radicales. Une politique de la presse, des médias et de l'information doit s'appuyer sur le triptyque « liberté, démocratie et culture ». Il faut inscrire le Droit à l'information et à la culture dans la Constitution, tant pour les médias publics que privés. Il faut permettre aux citoyens de se former à la maîtrise de l'usage des outils de communication, ainsi qu'à une lecture critique des médias via l'école, l'université et l'éducation populaire.

La refondation d'un grand service public de la culture et de l'information est une exigence de civilisation : reconstruire un authentique service public de l'audiovisuel, de la production à la diffusion, associant les salariés et leurs représentants, les usagers et les élus de la Nation à son fonctionnement, pour des contenus plus démocratiques, plus représentatifs des classes populaires et des minorités. Le service public, c'est pour nous à la fois le secteur public et les médias associatifs, avec eux nous voulons créer un Pôle public des médias.

L'Éducation nationale devrait lancer un plan d'abonnement aux quotidiens nationaux et quotidiens régionaux pour chacune des 180 000 classes de lycées et collèges. Il servirait à la mise en place d'un programme de lecture de la presse écrite, en collaboration avec le Centre de liaison de l'enseignement, des médias et de l'information.

Certains journalistes, sous couvert de neutralité (plus ou moins affichée) s'imposent de fait comme des gardiens de l'ordre établi. Quel devrait être le rôle des médias et leur rapport au pouvoir politique et économique ?

Il est indispensable de soustraire les médias, audiovisuels et autres, à la domination des pouvoirs politiques

et économiques, et en premier lieu de relancer les dispositifs anti-concentration dans la presse, la télévision et Internet, condition du pluralisme des idées et de la liberté de la création.

Redonner vie au pluralisme nécessite d'interdire par la loi les situations de monopole, national ou régional, pour les groupes financiers, industriels et de services ; interdire aux groupes tributaires de commandes de l'État (Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré...) de posséder des médias

« Relancer les dispositifs anti-concentration dans la presse, la télévision et l'Internet, condition du pluralisme des idées et de la liberté de la création. »

alors que leurs lignes éditoriales sont délibérément polluées par la soumission aux intérêts marchands de ces groupes. Il convient d'assurer l'indépendance des rédactions, de donner un statut légal aux entités rédactionnelles comme le réclament les syndicats de journalistes et de légiférer pour assurer une étanchéité entre les actionnaires et les rédactions.

Toutefois, le monde des journalistes n'est pas réductible à ce journalisme de connivence constitué de quelques « grands noms » messagers de la pensée de marché. Les luttes de techniciens et journalistes sur les lignes éditoriales, les contenus, dans nombre de médias, montrent que des résistances se font jour.

«Prenez le pouvoir» tel est le mot d'ordre du Front de gauche, on parle aussi d'appropriation populaire des médias. Qu'entend-on précisément par là ? En quoi cette démocratisation est un élément nécessaire de l'alternative à gauche ?

Le Front de gauche, dans la foulée de la réflexion menée depuis des années par la commission Média du PCE, a mis la culture, l'information, les médias au cœur de son projet politique. Nous sommes intimement convaincus que l'information, au même titre que l'éducation ou la culture, est un outil majeur de notre pro- ▶

► jet de révolution citoyenne et d'émancipation humaine. En cas de victoire de l'alternative à gauche, nos propositions de changements profonds pour que vivent le pluralisme et la diversité culturelle, pour la défense de l'industrie de la presse et la sauvegarde des milliers d'emplois actuellement menacés deviendront incontournables si l'on veut un « saut qualitatif » en matière de démocratie. Encore faut-il que les enjeux médiatiques soient bien considérés comme des enjeux décisifs, car ils touchent à la « bataille de l'imaginaire » et s'inscrivent dans notre projet culturel et d'émancipation humaine. Les mesures proposées par le Programme partagé du Front de gauche *L'Humain d'abord* font l'objet d'un travail d'approfondissement continu de la part des acteurs du Front de gauche, professionnels de la presse, militants politiques ou citoyens. Initiées par le Front de gauche Média, elles sont portées par nos parlementaires et sont mises en permanence en débat auprès des citoyens.

La reconstruction d'un pôle public audiovisuel, la représentation des personnels dans les conseils d'administration, la création d'un Conseil national des médias, les aides à la presse et aux médias associatifs, la loi contre les concentrations recueillent un large assentiment, mais restent à compléter sur de nombreux points. Si l'alternative à gauche s'impose, nous lan-

cerons de véritables États généraux de la presse et des médias (EGM) en collaboration avec les partis politiques, les syndicats, et les associations spécialisées. Les EGM pourront interpellier le Conseil supérieur des médias ou les conseils d'administration des entreprises du pôle public. Le CSA, qui a failli, devra faire place à un authentique Conseil national des

« L'information, au même titre que l'éducation ou la culture, est un outil majeur de notre projet de révolution citoyenne et d'émancipation humaine. »

média. Nous démocratiserons les entreprises, donnerons de nouveaux droits aux représentants des salariés dans les Conseils d'administration et Comités d'entreprise. Au-delà, la démocratisation du service public passera par une autre composition des Conseils d'administration, avec une place centrale pour les représentants des salariés et des usagers, mais aussi par d'autres choix de contenus

permettant une véritable différenciation avec le privé. Les aides régionales à la presse seront conditionnées et contrôlées dans chaque conseil régional par une commission tripartite (élus, employeurs, syndicats) d'attribution et d'utilisation des aides s'appuyant sur les comités d'entreprise de presse ou les délégués du personnel. En cas de violation du Code du travail et des conventions collectives, les aides publiques seront suspendues.

Pour tout cela nous nous appuyerons sur les résistances grandissantes, en interne, dans l'audiovisuel public à France Télévisions, à France 24, à RFI, à *Libération* et même au *Figaro*, mais aussi en externe, avec la campagne « De l'Air à Inter » lancée à l'automne dernier, ou encore les initiatives d'ACRIMED, sans compter celles des Amis de *l'Humanité* ou encore les débats autour des *Nouveaux Chiens de garde* et de la Commission FG Média. Les réflexions des syndicats et les propositions des associations ouvrent des pistes complémentaires en matière de financement de l'audiovisuel public, sur l'AFP, sur la nécessité de renationaliser France Télécom/Orange, ou encore sur l'avenir de TF1. ■

*Jean-François Téaldi est journaliste. Il est responsable du secteur Média du Conseil national du PCF.

Propos recueillis par Caroline Bardot.



UNE PRESSE LIBRE À PORTÉE DE MAIN

Des propositions pour construire un nouveau modèle indépendant traitant à égalité presse imprimée et presse en ligne.

PAR PIERRE RIMBERT*

Des 203 quotidiens d'information politique et générale vendus en France en 1946, seuls 65 subsistaient en 2013. Sous la poussée du numérique s'effondre un système qui chancelait depuis trois décennies. Le temps des rustines législatives destinées à déplacer et différer les crises est révolu. Sur quelles bases construire un nouveau modèle à la fois efficace, pérenne, indépendant, pensé d'emblée pour traiter à égalité presse imprimée et presse en

ligne ? Trois éléments permettent de charpenter un cadre.

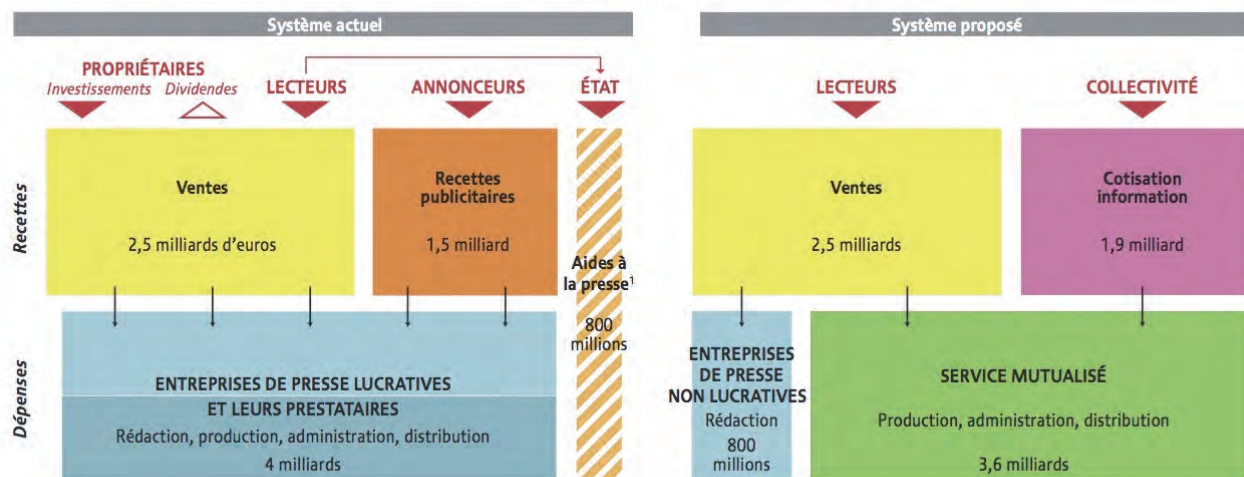
DISTINCTION ENTRE PRESSE D'INFORMATION ET PRESSE RÉCRÉATIVE ET SPÉCIALISÉE

Le premier consiste à séparer radicalement la presse d'information ayant vocation à alimenter le débat public de la presse récréative et spécialisée. Cette distinction fonde théoriquement le système des aides publiques. Lesquelles, dans l'esprit du législateur, se destinent aux seuls titres « consacrés pour une large part à l'information politique et générale » (arti-

cle 39 bis A du *Code des impôts*) ou poursuivant « un but d'intérêt général pour l'instruction, l'éducation, l'information du public » (loi de 1930 sur les tarifs postaux préférentiels). Or, sur les 4 726 publications recensées en France par la Direction générale des médias des industries culturelles en 2012, à peine plus de 500 répondent à la qualification de presse nationale ou régionale d'information politique et générale.

Délimiter avec précision la frontière entre les deux genres s'avère toutefois malaisé. Si nul ne doute que *Télé Loisir* contribue de manière très mar-

Financement de la presse d'intérêt général



1. Le montant des aides à la presse, sous forme de moindres dépenses ou d'aides directes, s'élève à 1,6 milliard au total, dont la moitié va à la presse d'intérêt général. Cette catégorie regroupe les 510 titres nationaux et locaux d'information politique et générale

Source : tableaux statistiques de la presse, chiffres définitifs 2012, direction générale des médias et des affaires culturelles, ministère de la culture et de la communication.

ginale à la densité du débat public, certains titres de la presse spécialisée y participent indubitablement. Il importe donc de compléter les critères de contenus, toujours sujets à interprétation, par des caractéristiques objectives.

Pour voir leurs journaux, en ligne ou imprimés, accéder à la catégorie d'intérêt général, les éditeurs devraient satisfaire à trois exigences : la non-lucrativité, par l'adoption d'un statut d'entreprise proscrivant la distribution des bénéfices aux actionnaires ; la non-concentration, qui empêcherait le contrôle par un même propriétaire de plus d'un titre dans chaque type de périodicité (quotidien, hebdomadaire, etc.) ; l'exclusivité rédactionnelle, enfin, qui bannirait la publi-

CRÉATION D'UN SERVICE MUTUALISÉ D'INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DE L'INFORMATION

Le deuxième axe de la réforme repose en effet sur la création d'un service mutualisé d'infrastructures de production et de distribution de l'information. Ce Service procurerait aux journaux d'intérêt général non seulement les imprimeries, le papier, les messageries, mais également les locaux, les serveurs, les outils de stockage numérique et de diffusion, les moyens de recherche et de développement.

Sans distinction de support (papier ou numérique), d'opinion, de pres-

nal, collaboreraient pour améliorer les applications, accroître la qualité et la puissance du kiosque en ligne, garantir la sécurité des données personnelles.

Les titres dits « alternatifs », qui portent sur la réalité sociale un regard souvent plus lucide que la presse dominante, disposeraient enfin des moyens de rencontrer leur public.

Le Service engloberait les infrastructures de l'Agence France-Presse et prendrait en charge le salaire, enfin porté à un niveau décent, des kiosquiers. Il financerait celui des correcteurs, secrétaires de rédaction, maquettistes, photgraveurs, graphistes... dont les postes se trouvent menacés d'éradication par l'automatisation. Bien entendu, les collectifs de travail constitués autour d'un même titre ne seraient pas éclatés et continueraient à produire ensemble. Dans ces conditions, le secteur de la presse ne compterait plus que deux acteurs : les éditeurs, dont la masse salariale se réduirait aux seuls journalistes, et le Service dirigé par une organisation paritaire.

COMMENT FINANCER UN TEL SYSTÈME ?

L'économie de la presse repose actuellement sur trois types de recettes : les ventes, la publicité et les aides publiques dont le montant annuel est évalué à 1,6 milliard par la Cour des comptes (*Rapport public annuel 2013*). Notre modèle bannit la publicité, supprime la totalité des aides publiques (privée des aides publiques, la presse spécialisée et de divertissement bénéficierait du transfert de la publicité abolie dans la presse d'intérêt général, soit plus de 1,4 milliard) ►

« Les titres consacrés au divertissement assument leur statut de marchandise et vivent du marché ; ceux dévolus à l'information revendiquent celui de bien collectif et reçoivent à ce titre l'aide de la collectivité. »

cité des colonnes et des écrans. Remettre la presse en ordre de bataille commence ainsi par la réaffirmation d'un principe : les titres consacrés au divertissement assument leur statut de marchandise et vivent du marché ; ceux dévolus à l'information revendiquent celui de bien collectif et reçoivent à ce titre l'aide de la collectivité. Celle-ci prend la forme d'un « Service commun ».

tige ou de taille, il fournirait à toute société de presse remplissant les conditions d'intérêt général les services administratifs, comptables, juridiques, commerciaux ainsi qu'une plate-forme commune d'abonnement, de paiement et de gestion de bases de données. Il rémunérerait des techniciens, des développeurs informatiques qui, tout en restant intégrés au sein des équipes de chaque jour-

► et remplace ces deux ressources par une cotisation. Contrairement à l'impôt, la cotisation socialise une partie de la richesse produite par le travail avant que les salaires ne soient payés et le capital rémunéré.

La cotisation information serait acquittée par l'ensemble des entreprises et des administrations. Son montant se calcule aisément. En supposant que la presse d'intérêt général se compose des 510 journaux d'information politique et général édités en 2012 et que les ventes conservent leur niveau actuel, la cotisation

devrait collecter 1,9 milliard d'euros (soit 0,1 % de la valeur ajoutée créée). Pour la collectivité, la différence avec le montant des aides publiques (1,6 milliard d'euros) représente un surcoût de 300 millions d'euros. C'est le prix d'une information libre : moins du tiers de la rallonge budgétaire d'un milliard d'euros accordée par l'État en janvier 2014 à l'avionneur Dassault pour moderniser son chasseur-bombardier « Rafale ».

La mise en œuvre d'un tel projet ne serait pas exempte de débats : comment organiser la gestion paritaire du

Service, quelle instance tranchera l'allocation aux journaux en ligne ou imprimés des moyens qu'ils demandent ? Mais elle donnerait au pluralisme et à la liberté d'expression gravés dans nos textes constitutionnels les moyens de leur application concrète : une information conçue comme un bien collectif, échappant à la fois à l'influence des puissances d'argent et à celle du pouvoir politique. ■

*Pierre Rimbart est rédacteur au *Monde diplomatique*.

JOURNALISTE APRÈS ÇA !

Après « Charlie », après le choc et la tristesse, il nous faut bien sûr résister, défendre sans concession la liberté d'informer, de caricaturer, de polémiquer mais aussi retrouver le goût d'un journalisme émancipé, sans lequel le terme même de démocratie n'a pas de sens.

PAR ROSA MOUSSAOUI*

Comment oublier ce 7 janvier 2015 ? Noire journée, qui avait banalement commencé, conférence de rédaction, échanges de vœux, assemblée de nouvelle année à *l'Humanité*. Comme l'année précédente, le discours du directeur portait sur les difficultés à maintenir à flot un journal d'opinion, dans une société où penser, proposer une lecture critique des événements, se confronter aux réalités du terrain sans les distordre, relève pour ainsi dire du blasphème politico-médiatique. Incrédulité, puis stupeur, lorsque l'alerte tombe. Le siège de *Charlie Hebdo* attaqué. Un, cinq, dix, onze morts ? Combien ? Comment oublier les visages des confrères qui se décomposent, alors que les informations nous parviennent au compte-gouttes ? Comment oublier les larmes de ce rédacteur en chef qui tente sans succès de joindre Charb ? Charb, notre dessinateur, celui qui croque chaque lundi l'actualité politique avec une délicieuse cruauté ? Charb qui, consciencieux, alors que les journalistes font encore attendre leurs « papiers » pour le numéro spécial consacré à la loi Macron, a déjà rendu tous ses dessins... Charb ne répond

pas. Il ne répondra plus. Les noms tombent, ceux de copains, qui ont marqué la mémoire du journal, Tignous, Wolinski. Wolinski qui, à chaque Fête de l'Humanité, déclenchait les fureurs des féministes horrifiées par ses petites femmes dénudées. Wolinski, toujours accoudé aux comptoirs des stands de solidarité avec Cuba... Et puis Honoré, son élégance bichrome, encre de chine, exquise irrévérence. Et puis Oncle Bernard, nos premières lectures économiques au temps où *Charlie Hebdo* concoctait de méchantes affichettes, les veilles de manifestations lycéennes, pour étriller les Balladur, Chirac, Bayrou... Et puis Cabu, Cabu la gentillesse et la bienveillance incarnées. Goût de cendre d'une enfance volée, assassinée. Et puis tous les autres et l'horreur de la sanglante prise d'otage de Vincennes, visant des Français de confession juive... Ce jour-là, ce 7 janvier et ceux qui ont suivi, il fallait avoir le cœur bien accroché pour avoir encore envie de faire ce métier. Le soir même, sur la place de la République à Paris, entre larmes et affectueuses accolades, il y avait une immense tristesse et tant d'interrogations en suspens...

Ce jour-là, ce 7 janvier, ceux qui se souviennent ont repensé à Tahar Djaout. Poète, romancier, journaliste,

il a été la cible d'un attentat le 26 mai 1993 devant son domicile de la banlieue d'Alger, alors qu'il venait de boucler le 20^e numéro de son hebdomadaire *Ruptures*, fondé quelques mois plus tôt. Tahar Djaout a succombé à ses blessures quelques jours plus tard, le 2 juin. L'assassinat de ce journaliste communiste à la plume redoutable fut comme un signal inaugurant le déchaînement de barbarie qui devait endeuiller le pays une décennie durant. Au total, entre juin 1993 et décembre 1997, en Algérie, 123 journalistes et travailleurs de la presse ont été assassinés par balles ou décapités. Une tragédie à huis clos. « On n'a pas encore chassé de ce pays la douce tristesse léguée par chaque jour qui nous abandonne. Mais le cours du temps s'est comme affolé, et il est difficile de jurer du visage du lendemain. Le printemps reviendra-t-il ? » Ainsi s'interrogeait Tahar Djaout dans son ultime roman, *Le Dernier Été de la raison*.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE FACE À LA COURSE À LA RENTABILITÉ

Dans la douleur, dans l'égarement, on a pris la rue, célébré la République, la liberté de la presse, la liberté d'expression, la police et l'armée, le droit au blasphème et la laïcité. On ne s'at-

tardera pas sur l'extraordinaire ambigüité de la marche du 11 janvier, porteuse tout à la fois d'appels à l'ordre et d'un sincère attachement aux valeurs trop souvent piétinées du tripityque républicain. Arrêtons-nous sur la liberté de la presse. *Charlie Hebdo*,

livres ». Sinistre écho à l'exhortation de Christine Lagarde, quelques années plus tôt : « Il faut arrêter de penser ! ». *Charlie* agonisait, et son voisin, *Libération*, ne se portait guère mieux. Le soir même de la tuerie, le siège du quotidien devait abriter le

les média dominants, eux, n'ont pas autant de problèmes, ils raflent l'essentiel des aides publiques. Mais les ventes de toute la presse papier s'érodent. Les révolutions technologique et culturelle liées à l'essor d'Internet dictent des mutations industrielles que personne, encore, ne sait comment surmonter. Dans la tempête de la crise économique et financière, d'innombrables emplois ont été broyés dans ce secteur qui a perdu en France, pour la seule année 2013, 2 % de ses effectifs, soit 4 200 emplois. La migration de l'imprimé vers le *Web* se traduit par la contraction de l'emploi, sa précarisation et par la l'alourdissement des charges de travail. La dictature de l'information en continu, façon BFM-TV, imprime des rythmes incompatibles avec les procédures de vérification indissociables de toute déontologie journalistique. Dans cette course folle à l'audience, qui est d'abord une course à la rentabilité, c'est le sens même de nos métiers, la possibilité même de produire une information digne de ce nom qui se perd. Dans les rédactions, des pigistes bon marché, corvéables à merci, remplacent peu à peu les journalistes permanents. On envoie au front, sur les terrains de conflits, de jeunes journalistes qui financent eux-mêmes leurs

« Dans cette course folle à l'audience, qui est d'abord une course à la rentabilité, c'est le sens même de nos métiers, la possibilité même de produire une information digne de ce nom qui se perd. »

avant la tuerie perpétrée par une fanatique fratrie, était au bord du gouffre financier. La souscription lancée par le journal avait permis de réunir... 16 000 malheureux euros. Des plaignants, ravis de la déroute financière de l'hebdomadaire satirique, adressaient à la rédaction des chèques de zéro euro, agrémentés d'insultes. *Charlie* mourait à petit feu, tandis que la ministre de la Culture et de la Communication, Fleur Pellerin, assurait ne pas être « payée pour lire des

pot d'adieu des salariés « candidats au départ volontaires ». Face à la chute des ventes, à la déroute financière et dans l'imbroglio d'une nouvelle recapitalisation, la direction avait annoncé en septembre la suppression de 93 postes sur les 250 salariés du journal. Au même moment, *l'Humanité* et *Le Monde diplomatique*, en sérieuse difficulté eux aussi, s'insurgeaient de la suspension arbitraire d'une partie des aides à la presse à faibles ressources publicitaires. Les « grands » média,

DE LA LIBERTÉ DE PENSER PAR BARUCH SPINOZA

La lutte pour la liberté de juger est un enjeu ancien dans l'histoire du rationalisme. Au XVII^e siècle, déjà, **Spinoza** défendait l'idée que laisser aux citoyens la liberté de penser était la meilleure règle de gouvernement et la plus propice à la concorde sociale.

« Si grand donc que soit le droit attribué au souverain sur toutes choses et tout interprète du droit et de la piété qu'on le croit, encore ne pourra-t-il jamais se dérober à la nécessité de souffrir que les hommes jugent de toutes choses suivant leur complexion propre et soient affectés aussi de tel sentiment ou tel autre. Il est bien vrai qu'il peut en droit tenir pour ennemis tous ceux qui, en toutes matières, ne pensent pas entièrement comme lui ; mais la discussion ne porte plus sur son droit, elle porte sur ce qui lui est utile. Accordons en effet qu'un souverain peut en droit gouverner avec la pire violence, et condamner à mort les citoyens pour le plus léger motif ; tout le monde niera que dans cette façon de gouverner le jugement de la droite Raison reste sauf. Et même, comme un souverain ne peut régner de la sorte sans mettre en danger tout l'État, nous pouvons nier aussi qu'il ait la puissance d'user des moyens indiqués et d'autres semblables ; et conséquemment qu'il en ait le droit absolu ; car nous avons montré que le droit du souverain a pour limite sa puissance.

Si donc personne ne peut renoncer à la liberté de juger et d'opiner comme il veut, et si chacun est maître de ses propres pensées par un droit supérieur de Nature, on ne pourra jamais tenter dans un État, sans que la tentative ait le plus malheureux succès, de faire que des hommes, d'opinions diverses et opposées, ne disent cependant rien que d'après la prescription du souverain ; même les plus habiles en effet, pour ne rien dire de la foule, ne savent se taire. C'est un défaut commun aux hommes que de confier aux autres leurs desseins, même quand le silence est requis ; ce gouvernement donc sera le plus violent, qui dénie

à l'individu la liberté de dire et d'enseigner ce qu'il pense ; au contraire, un gouvernement est modéré quand cette liberté est accordée à l'individu. [...]

Pour que la fidélité donc et non la complaisance soit jugée digne d'estime, pour que le pouvoir du souverain ne souffre aucune diminution, n'ait aucune concession à faire aux séditeux, il faut nécessairement accorder aux hommes la liberté du jugement et les gouverner de telle sorte que, professant ouvertement des opinions diverses et opposées, ils vivent cependant dans la concorde. Et nous ne pouvons douter que cette règle de gouvernement ne soit la meilleure, puisqu'elle s'accorde le mieux avec la nature humaine. Dans un État démocratique (c'est celui qui rejoint le mieux l'état de nature) nous avons montré que tous conviennent d'agir par un commun décret, mais non de juger et de raisonner en commun ; c'est-à-dire, comme les hommes ne peuvent penser exactement de même, ils sont convenus de donner force de décret à l'avis qui rallierait le plus grand nombre de suffrages, se réservant l'autorité d'abroger les décisions prises sitôt qu'une décision meilleure leur paraîtrait pouvoir être prise. Moins il est laissé aux hommes de liberté de juger, plus on s'écarte de l'état le plus naturel, et plus le gouvernement a de violence. »

Extrait de Baruch Spinoza, *Traité théologico-politique* (1670), Chapitre XX : « Où l'on montre que dans un État libre il est loisible à chacun de penser ce qu'il veut et de dire ce qu'il pense ». Traduction de Charles Appuhn.

► reportages, espérant couvrir leurs frais en travaillant pour plusieurs titres qui n'investissent pas un centime et, parfois, se dégagent de toute responsabilité lorsque le journaliste se trouve confronté à un danger.

VOUS AVEZ DIT LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

La conséquence directe de cette précarisation ? Les journalistes, interchangeables, n'ont plus voix au chapitre. Les conférences de rédaction ne sont plus des espaces de délibération, où l'on confronte les idées sur le traitement des événements, le choix des angles, la hiérarchie des sujets. Autrefois formés par les titres, les journalistes passent désormais par la case obligatoire de quelques écoles produisant des armées de techniciens passés par le moule d'une « objectivité » bien mal nommée. Où l'on vous apprend qu'une phrase ne devrait pas excéder douze mots et que l'horizon de la pensée néolibérale est indépassable. Qu'on se le dise, les grèves relèvent de la « grogne », les usagers sont des « otages » des mouvements sociaux, les pays étranglés par les dettes contractées sur les marchés financiers sont des « PIGS » [acronyme désignant le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne et signifiant « cochons » en anglais, NDLR] et les bombardements doivent être appelés « frappes ». Pour mettre de votre côté toutes les chances de renouveler une collaboration, mieux vaut se conformer à cette novlangue. « Dans

groupes de l'armement ou de la construction friands de marchés publics, la possibilité même de faire vivre ou de créer des médias indépendants s'est considérablement restreinte. Dans le programme adopté le 15 mars 1944 et diffusé sous le titre *Les Jours heureux*, le Conseil national de la Résistance entendait « assurer la liberté de la presse, son honneur, et son indépendance à l'égard de

« Que reste-t-il, aujourd'hui, du système coopératif créé à la Libération pour permettre l'expansion d'une presse libre ? »

l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ». Il s'agissait de rompre avec la domination de la grande bourgeoisie industrielle ayant poussé de grands journaux à adopter, avant guerre, le funeste mot d'ordre « Plutôt Hitler que le Front populaire » et, durant l'occupation, à se ranger à une ligne collaborationniste. Que reste-t-il, aujourd'hui, du système coopératif créé à la Libération pour permettre l'expansion d'une

« Les conférences de rédaction ne sont plus des espaces de délibération, où l'on confronte les idées sur le traitement des événements, le choix des angles, la hiérarchie des sujets. »

quel univers médiatique nous trouvons-nous, et pourquoi ? Il y a eu dérégulation du marché des médias et de la presse, comme il y a eu dérégulation du marché de l'éducation, de la santé, des transports... Depuis trente ans, le seuil de concentration des médias s'est élevé et, dans le même temps, les journalistes ont perdu leur statut de résistance et n'ont plus vraiment les moyens de s'opposer à leur hiérarchie », résumait le réalisateur Gilles Balbastre à la sortie de son film *Les Nouveaux Chiens de garde*, inspiré de l'essai éponyme de Serge Halimi. Alors même que se réduit l'espace de liberté au sein des médias existants, souvent dépendants de grands

presses libres ? Plus grand-chose. Il a été détricoté, au gré des alternances, par ceux qui répètent que « le problème de la presse, c'est sa sous-capitalisation » et qui s'accommodent d'un paysage médiatique appauvri, uniforme, expurgé de tout regard critique sur le monde. Vous avez dit liberté d'expression ? La sérieuse crise démocratique que traverse la France n'est pas sans lien avec la politique de terre brûlée qui tue la presse d'opinion et fait disparaître le débat contradictoire. Sans pluralisme de la presse, c'est aussi la méfiance et la colère envers des médias prêchant le même catéchisme qui s'installent. Pour le pire, puisque cette défiance ouvre un

boulevard à tous les colporteurs de mensonges déguisant sur la *Web* leurs officines réactionnaires ou complottistes en « médias alternatifs ».

UN JOURNALISME ÉMANCIPÉ

Après *Charlie*, après le choc et la tristesse, il nous faut bien sûr résister, défendre sans concession la liberté d'informer, de caricaturer, de polémiquer. Il faudra aussi retrouver le goût d'un journalisme émancipé, sans lequel le terme même de démocratie n'a pas de sens. Cela implique une lutte sociale et politique décisive pour que vivent des médias libres et indépendants. Le dépôt par les sénateurs communistes d'un « amendement Charb » prévoyant des « moyens supplémentaires de défense de pluralisme de la presse écrite » constitue un pas en ce sens. Le texte, déjà proposé dans le cadre de la loi de finances 2015, avait été rejeté, le gouvernement arguant de l'existence de dispositifs d'aide à la presse. Il faudra aller beaucoup plus loin pour assurer la pérennité des titres fragiles et encourager la création de nouveaux médias. La crise que traverse la presse française devrait être, aussi, l'occasion d'une réflexion sérieuse sur la pratique de nos métiers et la production de l'information. Il nous faut retrouver du temps pour enquêter, recouper, explorer le terrain. Il nous faut redonner de la place au recueil de la parole populaire, à l'analyse, à la réflexion. La crise de la presse est aussi le fruit d'une dépolitisation qui réduit la tectonique des sociétés et du monde à une succession de convulsions inintelligibles. Pourtant chaque événement s'inscrit dans le temps long, dans des dynamiques sociales, politiques, culturelles. Chaque événement est en soi porteur de sens. À Athènes, à la veille des élections législatives qui ont porté Syriza au pouvoir, le journaliste d'une chaîne de télévision française découvrait, ébahi, que le peuple grec s'était libéré en 1974 d'une féroce dictature militaire. Jamais il n'avait entendu parler de la guerre civile, ni de la dictature des colonels. Il semblait couvrir une élection sans enjeu, dans un pays de la périphérie européenne sans histoire. Au fond, c'est cela, « l'objectivité » journalistique et c'est de cela que, journalistes, nous devons d'urgence nous émanciper. ■

*Rosa Moussaoui est journaliste à *l'Humanité*.

Migrations : des chantiers à rouvrir

Après la Conférence nationale du PCF des 8 et 9 novembre, j'avais envoyé copie à *La Revue du projet* d'un texte d'« humeur », comme on dit. J'y exprimais ma déception : la question des migrations, des luttes solidaires avec les migrants étaient absentes des travaux. *La Revue du projet*, en tant qu'auteur du compte rendu, n'en était pas responsable. D'autant moins qu'elle avait publié antérieurement de riches dossiers sur ce thème. Mais, avec une camarade militante de la cause des sans-papiers, nous avions, dans l'atelier « Transformer la mondialisation », réussi à parler des noyades en Méditerranée, des morts au pied des murs de « l'Europe forteresse » ; des luttes des travailleurs, des lycéens sans papiers, des « exilés » de Calais ; des dangers des projets de loi xénophobes et liberticides sur l'entrée et le séjour des étrangers et le droit d'asile. Les quelques mots qui voulaient en rendre compte : « les murs virtuels qu'érige FRONTEX au nom de l'Europe », nous avaient fait bondir. On nous avait expliqué quelques jours avant la conférence que dans l'atelier consacré à la fois au féminisme, à la lutte contre le racisme – islamophobie, antisémitisme, persécution des Roms – à la citoyenneté de résidence, on n'aurait pas le temps d'aborder la solidarité avec les primo-arrivants extracommunautaires. Aujourd'hui, bouleversé par les crimes terroristes qui ont frappé nos amis de Charlie, les assassinats antisémites, sans oublier les autres victimes, les attentats islamophobes, devant toutes les fractures ouvertes de notre société et du monde, je pense que la lutte contre le racisme est une des urgences. Et je continue de penser qu'on ne pourrait pas bien y contri-

buer sans être plus performants sur les questions des migrations. Depuis novembre, la mobilisation de communistes pour les droits des migrants, pour la régularisation des sans-papiers, a continué. Sur le droit d'asile, j'ai été rassuré par l'explication de vote des députés communistes et Front de gauche, qui, comme ceux d'EELV, se sont abstenus. Mais le texte est quand même passé, et le plus dur de la bataille du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) est à venir. La droite et l'extrême droite, en France et en Europe,

« Moins que jamais, nous ne pouvons laisser les questions des migrations comme terrain politique à la droite, à l'extrême droite ni aux sociaux libéraux au pouvoir. »

sont à l'offensive contre un « danger migratoire » qui serait « incontrôlable » sans encore plus de fermeture des frontières et de répression. Quelques heures après les crimes, Sarkozy a donné le ton : l'immigration « massive », c'est des problèmes d'« intégration », donc ça produit des « intégristes », terroristes en puissance. Moins que jamais, nous ne pouvons laisser les questions des migrations comme terrain politique à la droite, à l'extrême droite ni aux sociaux libéraux au pouvoir. Ni des réactions défensives, sur un terrain piégé par l'adversaire, ni le bon travail de journalistes de *l'Humanité*, ne suffiront. Et c'est du sort de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qu'il s'agit : ils sont en danger.

Nous avons, depuis les années 1990, produit des arguments, des analyses, des propositions, et d'autres en ont fait, au moins autant, qui convergent avec les nôtres. Mais aujourd'hui, pour reprendre l'initiative, il faut rouvrir des chantiers. Par exemple, dans le monde actuel, comment rendre effectives des libertés de circulation et d'installation qui ne soient pas réservées aux citoyens les moins pauvres des pays riches ? Quels enjeux, pour l'ensemble des salariés, contre la mise en concurrence capitaliste, dans la reconnaissance des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles ? Comment rendre complémentaires l'existence des nationalités et une pleine citoyenneté de résidence ? Comment la lutte contre le capitalisme mondialisé, la coopération, la solidarité entre les peuples du monde, pourraient non pas supprimer, mais transformer les migrations, phénomènes millénaires constitutifs de l'Humanité ?



*André Landrain est animateur du réseau Migrations-citoyenneté du PCF 92, il représente le PCF dans le collectif Unis contre l'immigration jetable (UCIJ).

Les élections départementales

Pascal Savoldelli, responsable du secteur Élections du Conseil national du PCF aborde les enjeux des élections départementales dans une France encore sonnée par les événements de janvier. Pour *La Revue du projet*, il expose les ambitions et les principaux axes de campagne des communistes.

Quels sont les principaux enjeux de ces élections départementales ?

Comment ne pas prendre la mesure des événements considérables survenus avant et après l'attentat à *Charlie Hebdo* ? Les Français s'interrogent sur la société dans laquelle ils vivent. Ils cherchent à comprendre pourquoi on en est arrivé là ; ils sont très nombreux à chercher comment vivre autrement pour vivre mieux ensemble. L'expression d'une aspiration à construire une société débarrassée du racisme et de l'antisémitisme, laïque, cultivée, plus juste, plus libre, plus égale, plus fraternelle, est porteuse de sens pour l'action politique. L'invitation à débattre est attendue. Les élections sont partie prenante du dialogue centré sur des choix de société, sur la construction de solutions. L'engagement des militants dans le porte à porte, dans des points de rencontre en bas de la cité, sur le marché, à la porte de l'entreprise... est décisif.

Les enjeux de ces élections sont pluriels dans un contexte très différent des précédentes « cantonales » et avec leur organisation dans le cadre d'une nouvelle loi électorale : pour une parité parfaite femme-homme, ce sont des binômes qui seront élus pour six ans dans un nouveau découpage cantonal.

Dissocié des élections régionales, prévues fin 2015, ce scrutin intervient dans un contexte de forts reculs du PS aux dernières municipales, d'interrogations et d'incertitudes sur les conséquences de la faible cote de popularité de l'exécutif national. Certes le risque est grand d'une progression de la droite relativement unie et du FN dans la foulée des

municipales. Mais ce n'est pas une fatalité, contrairement à ce qu'ils annoncent eux-mêmes avec le renfort des médias. Contre ce risque qu'il ne faut évidemment pas sous-estimer, nous ne devons rien négliger pour affirmer et promouvoir avec les gens nos projets et propositions, avec l'objectif d'enrichir et de favoriser les plus larges rassemblements à gauche au 1^{er} et au 2^e tour.

Partout, notre objectif prioritaire doit être de faire barrage aux ambitions de

les cantons et dans les départements, de véritables boucliers sociaux et démocratiques, riches de perspectives de progrès et d'espoir jusqu'au plan national. Les résultats de ces élections vont donc être déterminants pour la vie quotidienne de nos concitoyens et pour l'avenir des territoires. Cela, sur fond de réforme territoriale.

Dans une France qui va mal, le doute s'est installé dans notre peuple, déçu par les politiques gouvernementales, sur les

« Un des enjeux majeurs de cette élection réside donc dans notre capacité à rendre crédible une alternative aux politiques d'austérité, pour le "mieux vivre ensemble" et pour sortir d'une crise globale de la société de plus en plus fragilisée et morcelée. »

la droite et du FN qui veulent faire de ce scrutin une nouvelle étape de conquête politique avant les régionales et dans la perspective des échéances nationales de 2017.

L'enjeu est donc de taille ! Ou bien, pire scénario, la droite et le FN disposeront localement de moyens institutionnels supplémentaires pour conduire leurs surenchères libérales, haineuses et sécuritaires synonymes d'austérité bien pire que celle, qu'à juste titre, nous dénonçons actuellement.

Ou bien, nous réussirons à résister et à faire rempart contre ces politiques néfastes en contribuant à dresser, dans

capacités des politiques à répondre à ses attentes.

Un des enjeux majeurs de cette élection réside donc dans notre capacité à rendre crédible une alternative aux politiques d'austérité, pour le « mieux vivre ensemble » et pour sortir d'une crise globale de la société de plus en plus fragilisée et morcelée.

Pendant la campagne, partout dans tous les cantons et dans tous les départements, nous ne devons jamais perdre de vue l'exigence de porter une offre politique cohérente et rassembleuse entre le local, le départemental et le national. Je tiens à souligner la dimen-

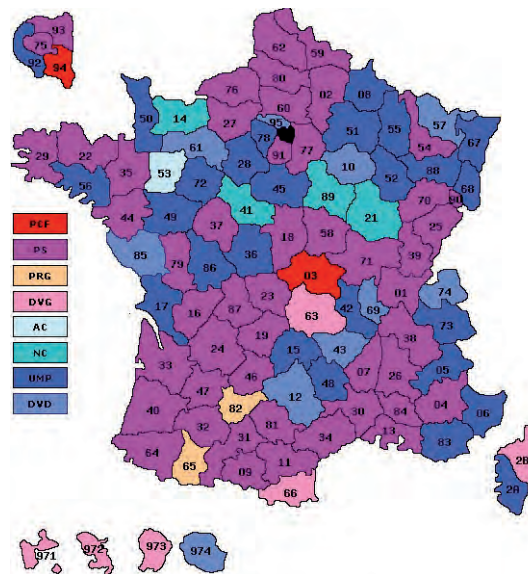
sion nationale des enjeux départementaux et locaux de cette élection, c'est-à-dire la nécessaire articulation à opérer entre ces trois niveaux.

Nous devons faire la différence avec toutes les autres forces politiques en offrant une politique résolument ancrée sur des valeurs de gauche et sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de solidarité auxquelles j'ajoute bien volontiers dans le contexte actuel, la laïcité.

Le nombre de candidats présentés ou soutenus par le PCF, le FDG et d'autres forces indiquera l'état de la mobilisation populaire pour que les exigences démocratiques trouvent une expression poli-

de leurs préoccupations. Les départements, c'est chaque année plus de 72 milliards d'euros de réponses publiques aux besoins populaires et pour la modernisation des territoires. Cette somme considérable doit impérativement rester dans la sphère publique et non être livré aux appétits du privé. C'est dire l'importance de la question des moyens budgétaires des collectivités territoriales et d'une véritable réforme fiscale, plus juste et efficace du national au local, qui mette notamment à contribution les actifs financiers des grandes entreprises. Ce sujet sera évidemment au cœur de notre campagne.

Les conseillers (femmes et hommes)



© <http://www.france-politique.fr> - Laurent de Boissieu

« Au fil du temps, le département est devenu un atout majeur pour développer la démocratie locale et apporter des réponses publiques essentielles dans le quotidien des populations, au plus près de leurs préoccupations. »

tique. Leurs résultats locaux additionnés constitueront un résultat national.

Quelle sera l'utilité politique et sociale des prochains élus départementaux sur le fond de réforme territoriale que vous évoquez ?

À deux mois du 1^{er} tour, l'absence de sensibilisation du gouvernement et des médias sur la nouveauté et sur les enjeux de ce scrutin n'est pas un hasard. Cette attitude participe à l'évidence d'une volonté de « dévitalisation » progressive du département. Or cela est plus facile à dire qu'à faire ! Le département s'est installé dans le paysage institutionnel comme un élément majeur de la dynamique territoriale dans la décentralisation. Le concept de département issu de la Révolution française, puis nourri par les évolutions de la décentralisation dans notre pays, s'est inscrit profondément dans les réalités vitales des habitants, dans leur imaginaire et dans leur identité. Il forme un couple avec le fait communal. Il est un outil de coopération avec les autres territoires et n'est pas la machine de guerre technocratique de mise en concurrence et d'accaparement des richesses que peuvent constituer les métropoles.

Au fil du temps, le département est devenu un atout majeur pour développer la démocratie locale et apporter des réponses publiques essentielles dans le quotidien des populations, au plus près

élus pour six ans ne seront pas des élus réduits ou minorés par les projets de réforme territoriale. Je pense même le contraire ! Entretenir le doute sur l'avenir des départements constitue une très grave erreur qui va à l'encontre de la réalité et de la réponse aux besoins des gens. Le département a de l'avenir, à condition que cette conviction et la volonté politique qui va avec s'expriment fortement dans les prochaines assemblées départementales. Nous sommes déterminés à nous y employer. Je suis convaincu que dans les débats sur le

« Entretenir le doute sur l'avenir des départements constitue une très grave erreur qui va à l'encontre de la réalité et de la réponse aux besoins des gens. »

sens des évolutions institutionnelles dans notre pays, le département sera de plus en plus au carrefour des réflexions sur les évolutions de la décentralisation. L'actuel débat au parlement sur de nouvelles répartitions de compétences entre collectivités territoriales dans le cadre du projet de loi portant Nouvelle organisation de la République, loi NOTRe, renforce les compétences du département dans les domaines

essentiels des solidarités, de la cohésion sociale et territoriale.

Par ailleurs, nous ne voulons rien lâcher dans notre opposition au projet de suppression, ou plutôt de modulation, de la compétence générale du département. Au-delà du cadre général de la loi, ne devons-nous pas considérer que la réponse publique puise fondamentalement sa légitimité dans l'expression de la souveraineté populaire ? C'est pourquoi nous proposons de l'asseoir, fondamentalement et durablement, sur la légitimité des réflexions et des prises de décision populaires et citoyennes. C'est-à-dire sur un développement de la démocratie.

Dans tous les départements, nos élus seront les porte-voix de celles et ceux que beaucoup de politiques n'écourent et n'entendent jamais, pour innover et être force de proposition avec les gens,

pour résister, agir et lutter avec eux. Des élus qui s'attacheront concrètement à faire rentrer des droits dans l'histoire du quotidien de celles et ceux qui souffrent. Nos ambitions et notre visée pour dynamiser la place et le rôle du département dans la citoyenneté et dans l'organisation territoriale de notre pays s'inscrivent pleinement dans notre conception plus large de l'État pour aller vers une VI^e République. ▶

► **Sur quels grands axes de campagne les candidats vont-ils mener la bataille ?**

Agir pour une égalité sociale fondée sur la justice sociale afin de « mieux vivre ensemble » et de démocratiser la société. Contre la crise et l'austérité, pour la défense et la promotion de l'action départementale, pour l'essor de la citoyenneté au service d'une réponse publique de proximité ; pour la défense du pouvoir d'achat... sont des thèmes larges et rassembleurs dans tous les cantons et pour tous les départements. Localement, la campagne électorale doit être un grand moment de rencontres, d'écoute et d'échanges, de proximité et de mobilisation des victimes de l'austérité pour construire des territoires de protection et de progrès social, du « bien vivre ensemble ».

Des éléments de programme plus concrets peuvent aussi être mis en avant partout pour :

- répondre aux urgences sociales en proposant des mesures concrètes d'aides au pouvoir d'achat, pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux, pour défendre la santé, promouvoir la formation des jeunes, pour la reconquête du droit au travail...,
- développer les politiques de solidarité. Compte tenu de la demande forte et croissante d'aides à domicile pour les personnes qui ont souvent plus besoin d'assistance que de placement en établissement, nous mettrons en avant l'exigence de création « d'un grand service public national d'aide à la personne » avec ses déclinaisons départementales.
- des mesures favorables à la transition

énergétique et écologiste, en matière de transport, de soutien à l'agriculture, pour la protection de la biodiversité... en dénonçant les règles européennes de libre-échange et de privatisation des sous-sols (GMT-TAFTA).

- la mise en place de nouveaux mécanismes démocratiques, de dialogue et de partage des pouvoirs par l'indispensable promotion de la souveraineté populaire.
- donner un nouvel élan aux fructueuses relations avec le monde associatif et aux partenariats avec les communes. faire du département un acteur combatif dans la réforme territoriale et dans la mise en place des métropoles en zone urbaine.

Quelle est la marque de fabrique d'un département présidé par un

QUELQUES EXTRAITS DU LIVRET MILITANT

Nouveau mode de scrutin sur de nouveaux cantons

C'est un scrutin binominal majoritaire à deux tours, sans fusion possible de binôme. Tous les cantons sont renouvelables à la fois.

Chaque canton élit deux conseillers départementaux : une femme et un homme, chacun ayant un suppléant de même sexe. Donc 4 candidats par canton. Pour être candidat, il suffit d'habiter le département, c'est-à-dire d'y être inscrit électoralement ou contribuable.

Scrutin majoritaire à deux tours. **Pour être élu au 1er tour, il faut la majorité absolue et ¼ des électeurs inscrits.**

Pour participer au 2^e tour, il faut obtenir au moins 12,5 % des inscrits. Dans le cas où un seul binôme remplit ces conditions, le binôme ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second. Dans le cas où aucun binôme ne remplit ces conditions, les deux binômes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour peuvent se maintenir au second.

La carte cantonale de la France a été redécoupée pour ne pas dire charcutée.

Si le nombre de conseillers départementaux augmente légèrement, le nombre de cantons, lui, a été divisé par deux dans chaque département. Ainsi en Métropole, on passe de 3 863 cantons à 1 995, mais le nombre de conseillers départementaux sera de 3 990.

La clause générale de compétence

La condition de la réactivité du département aux besoins des habitants

La réforme des institutions s'inscrit dans l'ambition libérale de faire jouer aux collectivités territoriales un triple rôle : soutenir la compétitivité, réduire la dépense publique, éloigner les citoyens et citoyennes des lieux de décisions.

De ce point de vue, les tentations de mise en cause de

la compétence générale des départements et des régions – à savoir la possibilité qui leur est donnée de mener librement leurs politiques dans les domaines souhaités – constituent un grave danger pour la démocratie d'une part, mais aussi pour la qualité des services rendus aux populations. C'est l'exercice de cette liberté qui a permis, depuis les lois de décentralisation de 1982, l'élaboration de politiques innovantes dans les territoires, en prise avec les attentes des populations.

Sous prétexte de rationalisation des financements publics, revenir sur la compétence générale fragiliserait en effet des secteurs vitaux pour nos concitoyens, comme le logement, les crèches, la culture, le sport, les transports. Les communes, dont les équipements sont en grande partie cofinancés par les départements et les régions, et l'ensemble du monde associatif (notamment dans les domaines de la culture et du sport) seraient les premières victimes de la mise en cause de cette liberté. La désignation de chefs de file pour chaque compétence.

Notre bataille contre l'austérité, contre l'exacerbation de la compétition entre les hommes et entre les territoires, doit donc s'emparer de cette question fondamentale pour la mise en oeuvre de politiques de progrès social. Ni suppression, ni encadrement (qui la viderait de son contenu) de la compétence générale... mais au contraire l'exigence de moyens pour l'assumer pleinement, en lien avec les besoins de nos concitoyens et dans le souci de la meilleure efficacité sociale !

LE DÉPARTEMENT : échelon de la décentralisation des pouvoirs et des moyens pour répondre aux besoins

Les lois de décentralisation de 1982/83 ont fait du département un cadre territorial majeur pour les transferts de compétence de l'État vers les collectivités locales.

communiste comme le Val-de-Marne dont tu es élu ?

Tout d'abord je tiens à préciser que, certes depuis des années, on doit le bilan très positif du Val-de-Marne, à une majorité d'élus Front de gauche, avec un président de ma sensibilité communiste, dans la majorité de gauche du conseil général. Mais on le doit aussi à une très grande unité et cohérence de réflexion et d'action de l'ensemble de cette majorité autour du président Favier depuis sa désignation en 2001, en totale continuité avec les 25 ans de présidence de Michel Germa.

Nos choix politiques sont tous animés d'une volonté d'agir avec et pour toutes et tous les Val-de-marnais avec des efforts constants de solidarité envers celles et ceux qui sont le plus fragilisés. Contre les inégalités sociales. Ce sou-

tien, particulièrement dans le difficile contexte actuel, constitue un des éléments majeurs de notre marque de fabrique. Nous ne voulons laisser personne en situation d'exclusion, personnes âgées et personnes en situation de handicap, jeunes enfants ou adolescents, tous ont droit à la solidarité.

Le logement, les transports, l'emploi, le développement économique, la petite enfance, l'éducation, la culture, le sport, la vie associative, la transition écologique sont autant de chantiers que nous construisons collectivement depuis des années avec les Val-de-Marnais. La démocratie, la participation citoyenne des habitants sont également un axe essentiel de notre identité, il ne s'agit pas pour nous d'une vue de l'esprit, mais bien de la condition de la réussite de nos politiques. Enfin, il faut aussi souligner ce qui

nous distingue ces derniers mois dans le débat sur la réforme territoriale et qui nous a placés en première ligne contre la suppression des départements. Soucieux de ne pas voir la République et la vivacité de ses territoires chaque jour se rabougir, nous nous sommes résolument mobilisés contre la recentralisation et l'éloignement technocratique d'une construction métropolitaine largement réprouvée par les élus locaux. Plus de 35 000 Val-de-marnais ont signé une pétition. C'est parce que nous croyons en une démocratie riche de sa proximité, qui fait sens par la réponse qu'elle donne aux exigences populaires, que nous sommes convaincus de la vocation du Département du Val-de-Marne à s'inscrire en complémentarité de la future Métropole. ■

Dans une progression constante depuis 30 ans pour répondre aux besoins des populations, le cumul des budgets départementaux a atteint près de 73 milliards d'euros en 2013.

L'action économique et la formation professionnelle sont allées à la Région, l'urbanisme et l'occupation du sol à la commune et le département a été doté d'un très important volet social qui représente en moyenne plus de 60 % de son budget de fonctionnement soit environ 34 milliards d'euros sur 57 milliards d'euros, dans une dépense totale, fonctionnement et investissement, de près de 73 milliards d'euros.

Nous voulons que l'effet des missions sociales du département soit dynamisé en permanence dans ses liens avec le monde associatif, avec les communes (les CCAS) et avec les services de l'État, acteurs et financeurs. Nous voulons aussi dynamiser la réponse publique par l'extraordinaire capacité qu'offre le cadre départemental pour l'écoute des besoins des gens, par la proximité de ses élus et de ses travailleurs sociaux.

Pour cela il faut que l'État assume ses engagements financiers et notamment la pleine compensation des dépenses de solidarité nationale (RSA, PCH, APA) et sorte du carcan financier que l'Europe impose aux collectivités locales (moins 3,2 milliards en 2017 et 11 milliards sur les trois prochaines années).

DÉPARTEMENT-COMMUNE : un couple à préserver et à développer pour une efficacité sociale nouvelle

Par leur histoire et par leur légitimité populaire acquise au fil des ans, la commune et le département sont devenus des pivots de l'organisation territoriale de notre pays. Ces deux échelons de proximité pour les populations sont en même temps dans une très grande proximité entre eux. C'est donc tout naturellement qu'ils sont complémentaires. C'est pourquoi nous sommes opposés non seulement aux projets de suppression des départements, mais aussi de réduction de leurs

compétences et d'affaiblissement de l'autonomie et de l'existence même des communes.

Nous voulons valoriser le potentiel d'efficacité publique dont ce couple fait la démonstration là où des volontés politiques agissent dans ce sens.

Nous voulons d'abord que notre mandat d' élu départemental soit un facteur d'essor des partenariats et de la démocratie locale. Parmi les très nombreux champs possibles de cette dynamique, et forts de l'expérience des conseillers généraux communistes et Front de gauche, nous voulons notamment développer l'action du couple département-commune dans le champ du social et de la solidarité, pour le foncier et le logement, pour l'action économique et l'emploi, pour les transports et la circulation... En coordonnant au mieux nos idées et nos efforts dans le cadre des projets régionaux, des opérations d'intérêt national (OIN), des contrats de développement territorial (CDT), des intercommunalités et dans la perspective des futures métropoles.

Téléchargez le document : <http://www.pcf.fr/64701>



Culture : le syndrome Pellerin

Que signifie la nomination de Fleur Pellerin au ministère de la Culture ? Elle signe la venue au pouvoir d'une caste de petits marquis et marquises, profil Sciences-Po/ENA/Cour des comptes, d'une présidentialisation accrue des institutions, bref d'une nouvelle régression démocratique. Mais surtout elle marque une certaine évaporation de la spécificité culturelle française, une marchandisation croissante, une mise aux normes européennes, l'installation d'un « ministère des Industries culturelles ».

PAR **GÉRARD STREIFF**

Fleur Pellerin, ministre de la Culture ?! Cela résonne comme un oxymoron, c'est un peu comme un pape franc-maçon ou un banquier honnête. Comme l'écrivait Alain Hayot (*L'Humanité*, 20 novembre 2014), elle « symbolise parfaitement l'actuel pouvoir socialiste, composé de technocrates obsédés par la rationalité statistique, le calcul des coûts et qui puisent leur inspiration dans la boîte à outils libérale. » On l'imagine plus à l'aise organisant un *brainstorming* sur l'esprit entrepreneurial ou présentant, *cool*, un *Power Point* sur le *marketing* pour les cadres *corporate* de son ministère que pour évoquer l'héritage de Malraux ou encourager l'éducation artistique à l'école.

Alors, pourquoi elle ? Pourquoi Fleur Pellerin ? Car enfin, elle n'avait ni la compétence requise (voir l'épisode Modiano), ni la légitimité démocratique (elle n'est pas élue, contrairement à Aurélie Filippetti par exemple). Avec Pellerin à la Culture, on est assez loin, c'est le moins qu'on puisse écrire, des profils socialistes précédents, sans remonter jusqu'à Jack

Lang. C'est Pierre Moscovici qui introduisit Fleur Pellerin dans la *nomenclatura* socialiste. Il en fit une des plumes du candidat PS en 2002. On la retrouvera dans ces mêmes eaux aux présidentielles de 2007 (entre-temps, elle avait pris sa carte) puis de 2012. Hollande président, voici Pellerin ministre des PME puis du Commerce extérieur. On se souvient d'elle comme la ministre du recul face au mouvement patronal des « pigeons ». Au PCF qui l'interpelait, elle répondit qu'elle « ne croyait pas à la lutte des

passé d'élite mais formaté dans un parcours identique : Sciences-Po, l'ENA, la Cour des comptes. C'est le cursus de Pellerin, celui aussi de Fabrice Bakhouché, son directeur de cabinet, ou encore de Audrey Azoulay, nouvelle conseillère culture de François Hollande. Pellerin, Bakhouché, Azoulay, des clones dit Michel Guerrin du *Monde*. Des clones qui parlent un jargon de clones. Voici par exemple ce que disait Pellerin de la société américaine Netflix (VOD), basée au Luxembourg : « C'est

« Pellerin a le profil typique de cette nouvelle génération de jeunes cadres dirigeants dont aime s'entourer François Hollande »

classes ». Et puis encore : « Il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup s'ils ont pris le risque de créer une entreprise, s'ils ont eu une super bonne idée, s'ils ont su la faire fructifier et s'ils ont créé des emplois. En France, il y a toujours eu un petit problème avec l'argent, qui est peut-être lié à la culture judéo-chrétienne. Il y a sans doute aussi un problème avec la réussite ». Un petit discours parfaitement calibré, bien dans l'air du temps. En fait, Pellerin a le profil typique de cette nouvelle génération de jeunes cadres dirigeants dont aime s'entourer François Hollande, des gens de peu d'expérience militante, n'ayant aucun

une situation qui ne doit pas se régler en vilipendant les sociétés qui font un choix de rationalité économique mais en faisant en sorte qu'on harmonise les conditions fiscales au niveau européen » ?!

UN CERTAIN OLIVIER HENRARD

Mais ces clones ont une ligne, que Pellerin a dévoilé en partie lors des 9^e rencontres cinématographiques de Dijon, le forum annuel des professionnels du cinéma. Elle avait centré son intervention sur « l'économie de l'attention », un dada d'un de ses gourous, l'économiste Jean Tirol. « L'attention est la ressource

rare et pas les contenus » dit-elle. Adieu l'œuvre, le film, le livre, bonjour le contenu, le public, l'algorithme de choix... Le journal *Le Figaro* avait parfaitement entendu le message, titrant l'article : « Fleur Pellerin, la ministre de la Culture qui pré-

tacle vivant, aux arts plastiques et tout ce qui concerne « les industries culturelles au sens le plus large, susceptibles d'englober les compétences dévolues au secrétariat d'État à la prospective et au développement de l'économie numé-

(dont il était directeur adjoint de cabinet), il fut aussitôt récupéré par Sarkozy qui en fit son conseiller culturel à l'Élysée. (Depuis 2013, le haut fonctionnaire Olivier Henrard « pantoufle » chez SFR, en qualité de secrétaire général du groupe...).

« La Rue de Valois serait, désormais, moins la Grande maison de la culture, et des artistes, que l'administration chargée de gérer les industries culturelles à l'ère numérique, de faire du commerce culturel »

fère l'économie à la littérature . Selon elle, la culture serait devenue une marchandise comme les autres. » Et le chroniqueur Jean-Pierre Robin d'enfoncer le clou : « Soyons clair ! Fleur Pellerin s'inscrit exactement dans la démarche de Patrick Le Lay. Le souligner n'est pas une critique mais une simple observation. »

rique qui se rapportent aux média – extension de la télévision numérique terrestre – et au développement des usages culturels de l'Internet », bref, manifestement tout ce qui l'intéressait, pourrait partir vers d'autres cieux ministériels... S'il se brouilla avec Frédéric Mitterrand

Telle est donc la lignée où vont s'inscrire Hollande et Pellerin. Sans vergogne. La culture, c'est devenu du *business*, de l'argent, du chiffre, du lourd. Guy Konopnicki, dans *Marianne*, a eu raison d'écrire (7 novembre 2014) : « Si la culture est réduite à une marchandise à vendre dans le temps disponible, autant transformer le ministère en secrétariat au commerce culturel ».

Et l'on comprend la colère du cinéaste Christophe Honoré (*Métamorphoses*), réagissant aux propos de la nouvelle ministre : « J'ai l'impression que l'on considère ce ministère non comme celui des artistes mais celui de l'industrie culturelle et c'est assez accablant ». ■

Bref, ministre austéritaire, Pellerin est là pour raboter. Mais pas que. Elle correspond à la conception hollandienne de la culture. La Rue de Valois serait, désormais, moins la Grande maison de la culture, et des artistes, que l'administration chargée de gérer les industries culturelles à l'ère numérique, de faire du commerce culturel, qui doit rapporter, genre fondation Louis-Vuitton ou chantier du Louvre à Abou Dhabi.

Celui qui a le mieux théorisé cette dérive est un certain Olivier Henrard, ancien proche de Christine Albanel puis de Frédéric Mitterrand avant de devenir, en 2011, conseiller culturel de Nicolas Sarkozy. En octobre 2010, dans la très confidentielle *Revue de la fonction publique* (n°304), dans un article intitulé « Vers un ministère de l'Économie et des industries culturelles ? », il martelait l'idée que « l'impact économique des industries culturelles pouvait constituer une nouvelle source de légitimité pour le ministère » ; il plaidait pour « un État modeste » dialoguant avec Apple, Google et Youtube et appelait la Rue de Valois à s'adapter à « ce nouvel ordre du monde ». Sinon, disait-il, ce vieux ministère se bornerait au patrimoine, au spec-

EXTRAITS

(LE POUVOIR) CHIFFRE ET COMPTE, LES ARTISTES DÉCHIFFRENT ET CONTENT

« On a l'impression que beaucoup d'hommes et de femmes des métiers artistiques sont traités comme s'ils étaient en trop dans la société. On nous répond, c'est la crise. La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend au contraire plus indispensable. La culture n'est pas un luxe, dont en période de disette il faudrait se débarrasser, la culture, c'est l'avenir, le redressement, l'instrument de l'émancipation. C'est aussi la meilleure antidote à tous les racismes, antisémitismes, communautarismes et autres pensées régressives sur l'homme. Mais la politique actuelle est marquée par l'idée de « donner au capital humain un traitement économique ». Il y a une exacerbation d'une allégeance dévorante à l'argent. Elle chiffre obsessionnellement, compte autoritairement, alors que les artistes et écrivains déchiffrent et content. Ne tolérons plus que l'esprit des affaires l'emporte sur les affaires de l'esprit. On est arrivés à l'os et 50 ans de constructions commencent à chanceler. Les êtres eux-mêmes sont frappés, le compagnonnage humain s'engourdit. L'omniprésence de « programmeurs » et « administrateurs » mettent en état de dominance les artistes. Nous craignons le risque du pire dans la demeure culturelle ». L'urgence est de stopper l'agression contre « l'irréductible humain », là où la femme, l'homme trouvent le respect d'eux-mêmes et le pouvoir de reprendre force contre tous les raidissements normatifs, les coups de pioche, le mépris, l'arrogance. »

Extraits de la lettre de Jack Ralite
au président de la République du 3 février 2014

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

Au cœur d'un projet alternatif, la planification ⁽¹⁾

Même d'un point de vue libéral, la planification est indispensable pour combler les lacunes du marché.

PAR TONY ANDREANI*

Quatre décennies de néolibéralisme ont voué la planification aux gémonies. Elle viendrait perturber l'ordre spontané des marchés, empêcher ceux-ci de réaliser une allocation efficiente des ressources, et par conséquent l'optimum économique. Pire : en conférant à l'État ce pouvoir d'intervention, en le livrant à la pression des groupes d'intérêt, en impliquant une bureaucratie toujours plus lourde et puissante, elle conduirait « sur la route de la servitude », avec le totalitarisme à l'horizon. Et l'argument fourni à l'appui est toujours le même : à la moindre volonté de réglementer et d'orienter l'économie on fait resurgir le spectre de l'économie administrée, autrement dit du système soviétique. Comme s'il n'y avait pas eu d'autres expériences historiques de planification, elles plutôt réussies.

La mondialisation a donné aux néolibéraux un argument supplémentaire. Dans un monde où les grandes entreprises sont devenues des transnationales, où le libre-échange a pris une dimension planétaire, la planification serait devenue tout simplement impossible, ou, en tout cas, contre-productive.

Enfin l'orthodoxie européenne récuse toute forme un peu exigeante de planification, en tant que celle-ci s'oppose au principe fondamental de la « concurrence libre et non faussée », non seulement entre entreprises, mais encore entre États. Or tous ces arguments sont de parti pris, car la planification a pour elle des argu-

ments bien plus convaincants, que l'on va commencer par exposer.

LA PLANIFICATION NÉCESSAIRE FACE AUX DÉFAILLANCES DES MARCHÉS

Même d'un point de vue libéral, la planification est indispensable pour combler les lacunes du marché. D'ailleurs les libéraux classiques ne s'y étaient pas trompés, Adam Smith le premier. Tout d'abord il n'existe pas, contrairement à ce que postule le modèle néoclassique, de marchés futurs, avec des biens définis et des prix connaissables. La raison en est qu'on ne peut prévoir les innovations et les changements de goûts, si ce n'est, à la rigueur, à titre de tendances. L'argument, qui avait été utilisé à juste titre contre la planification impérative, se retourne contre l'omniscience des marchés. Il faut donc non seulement faire des paris sur l'avenir, mais encore se donner les moyens de les rendre jouables, ce que fait une planification incitative.

Ensuite les marchés produisent des « externalités », c'est-à-dire des effets extérieurs à la relation marchande, touchant des tiers, voire la société tout entière. Ces externalités peuvent être positives, par exemple dans le cas d'une recherche qui favorise la création de nouveaux biens, mais elles sont plus souvent négatives : c'est le cas de toutes les formes de nuisances environnementales, telles que la pollution, ou sociales, telles que le stress engendré par les contrats de travail précaires, ou sanitaires, telles que les maladies induites par un certain management des « ressources humaines ». On peut même aller plus loin : il n'existe par de relations marchandes sans quelques externalités, surtout lorsqu'il y a abus de confiance, voire escroquerie, sur la marchandise, ce que la concurrence impose

presque inéluctablement. Tous ces effets pervers du marché appellent des politiques qui ne se contentent pas de couvrir après ses lacunes pour tenter de les corriger, mais qui visent à les prévoir et à les empêcher.

Les marchés produisent aussi, contrairement à la doctrine qui parle d'un juste prix des facteurs, des inégalités sociales de toutes sortes, qui sont cumulatives. C'est donc cette fois une politique des revenus qui s'impose, et qui n'est pleinement efficace que si elle touche aux revenus primaires – avant redistribution.

Bref la liste serait longue des effets pervers des marchés. Mais ce n'est pas là l'essentiel.

LA PLANIFICATION EST LE LIEU D'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE

La souveraineté populaire consiste à effectuer des *choix collectifs*, qui se traduisent par des politiques : une politique macroéconomique (quelle part du produit national doit aller à la consommation individuelle, à la consommation collective, à l'investissement ?), une politique sociale (quelles normes définit-on pour le temps de travail, quel type d'assurances sociales choisit-on ?), une politique des revenus (quelle échelle fixe-t-on pour les revenus primaires, quelle fiscalité ?), une politique des droits du travail, une politique sectorielle (quels secteurs faut-il soutenir ?), une politique régionale (quelles régions faut-il aider ?), une politique environnementale.

Dans l'optique libérale ces politiques sont inutiles, ou nuisibles. Les orientations sociales résulteront de la multitude des choix individuels qui s'effectuent sur les marchés. À la limite, une limite franchie par l'anarcho-capitalisme, la démocratie ne sert plus à rien : tout résultera de trac-

tations entre des acteurs privés. Par exemple les décisions de justice elles-mêmes seront rendues par des tribunaux privés, choisis par les acteurs en conflit, où elles feront l'objet de négociations. Le néolibéralisme ne va pas aussi loin. La démocratie aura quand même une utilité, celle de fixer les règles correspondant aux échanges, et c'est une justice publique qui, le plus souvent, sanctionnera leur violation. Mais, bien sûr, puisque les marchés sont souvent défailtants et générateurs d'un excès d'inégalités, il restera une place pour les politiques publiques.

Une place de plus en plus petite aujourd'hui. Elle consiste d'abord à essayer de compenser des déséquilibres sociaux, quand les inégalités dépassent les seuils de tolérance de la population, ou quand des mouvements corporatifs (pêcheurs, chauffeurs de taxi etc.) ou régionaux (par exemple dans tel département défavorisé) prennent de l'ampleur. Elle consiste ensuite à chercher les moyens de rendre le pays plus compétitif dans la guerre économique mondiale. À titre d'exemple on pourra citer, dans la politique du gouvernement actuel, le crédit impôt-recherche et le crédit d'impôt compétitivité-emploi. Toutes ces politiques sont des politiques réactives, correspondant à ces défaillances des marchés et à cette prolifération d'inégalités que nous évoquions. Ce sont des politiques à la petite semaine. Quand elles essaient d'être prospectives et proactives, leur ambition est des plus limitée. Un exemple actuel en est l'adoption par le gouvernement Hollande de 34 plans associant l'État et les entreprises pour développer certains secteurs afin de créer, d'ici 10 ans, un demi-million d'emplois et 45 milliards de valeur ajoutée. Louable intention, mais peu de moyens (3,7 milliards d'euros d'argent public). Même en cette matière de politique industrielle, on ne peut parler de « colbertisme », ni d'une réelle planification. En outre, ces choix n'ont aucunement été débattus, effectués ou validés par le parlement. C'est la technocratie qui en a décidé ainsi, la démocratie a été oubliée.

LA PLANIFICATION, ÇA MARCHE

La planification impérative a eu ses mérites. Il n'est pas inutile de rappeler que le taux de croissance de l'économie soviétique a été supérieur pendant des années à celui des économies occidentales. Mais c'était pendant une période de construction d'un système industriel, et cette croissance s'est faite essentiellement sur le mode extensif. L'économie de commandement s'est rapidement essoufflée ensuite, et ses travers sont bien identifiés, entre autres : une information biaisée parce que les entreprises n'avaient pas intérêt à maximiser leurs résultats, si elles voulaient obtenir le transfert de plus

de ressources auprès de l'organisme supérieur, dans la concurrence « administrative » qu'elles se livraient à cet effet ; une faible propension à l'innovation pour ne pas prendre le risque de ne pas réaliser leurs plans. Cette planification a toujours été grossière, car il lui était impossible de collecter et de traiter une information correspondant à des millions de produits. Elle n'a jamais pu être *ex ante*, car on ne peut prévoir avec précision les évolutions : il fallait ajuster en permanence les objectifs et on ne pouvait procéder que par incrémentation (« à partir du niveau atteint »). Enfin, comme c'était une planification centralisée, elle ne pouvait s'effectuer qu'en partant du sommet. Le système soviétique ne pouvait ainsi être démocratique, ni à travers le libre choix (en principe) des consommateurs comme dans les économies de marché, ni à travers une large délibération dans des assemblées politiques. Pour toutes ces raisons la planification devra, pour être efficace, s'appuyer sur

Les moyens d'une telle planification sont bien connus. Ce sont les dispositions législatives et gouvernementales qui visent à agir sur la croissance (sur un certain type de croissance), sur l'emploi, la structure des revenus, les territoires, l'environnement etc. Les outils pour une politique industrielle sont les commandes d'État pour certains biens, les taux d'intérêt différentiels, les taxes et impôts, les subventions dans certains cas.

Tous ces moyens ont démontré leur efficacité, quand ils étaient employés à grande échelle et dans un temps long. Rappelons ici que, à l'époque des Trente glorieuses, la France a connu plusieurs plans à long terme (cinq ans), dont les objectifs ont varié, mais ont été remarquablement atteints, malgré des perturbations (mai 1968, les chocs pétroliers). De même des pays comme le Japon, Taïwan ou la Corée du Sud ont su se développer à grande allure à l'aide de plans industriels. Mais l'exemple le plus frappant, à l'heure actuelle est celui de la

« Dans un monde où les grandes entreprises sont devenues des transnationales, où le libre-échange a pris une dimension planétaire, la planification serait devenue tout simplement impossible, ou, en tout cas, contre-productive. »

les mécanismes de marché, sauf pour les biens qui ne sont pas marchands, ou faiblement marchands. Le recueil de l'information sera plus aisé, surtout avec l'aide des techniques informatiques, et elle sera plus fiable, du moins si elle est contrôlée – car le marché est aussi un vaste monde de tricheurs (on pourrait notamment enrichir et vérifier les bilans sociaux et environnementaux qui sont demandés aux entreprises). La planification macroéconomique sera facilitée par ce bon appareil statistique. Au niveau microéconomique, la planification pourra même être un peu plus détaillée, dans la mesure où elle ne visera plus des quantités agrégées (tant de tonnes d'acier, tant de machines à laver), mais des produits spécifiés (des aciers spéciaux, des machines à laver à faible consommation d'énergie). Elle s'adaptera aux évolutions, puisqu'elle n'aura plus à réaliser par des transferts les équilibres entre l'offre et la demande, mais qu'elle utilisera les mécanismes de marché pour simplement les orienter dans les directions souhaitées. Bref ce sera une planification incitative.

Chine. Ayant abandonné la planification impérative, elle l'a remplacée par « le contrôle macroéconomique », avec sa puissante Commission d'État pour le développement et la réforme, qui est un département ministériel, chargé de la stratégie, du programme à long et moyen terme, de l'équilibre global, entre les secteurs et régional. Les plans annuels et les plans quinquennaux ont été, depuis trente ans, pour l'essentiel réalisés. Voilà qui contraste avec l'abandon par la France de toute volonté de planification, au profit d'un pilotage à courte vue : disparition du Commissariat général au Plan, Loi de Plan qui tombe en désuétude après la fin du 10^e plan (en 1992). On ne trouve plus qu'une panoplie hétéroclite de politiques publiques consignées dans la Loi de finances. ■

.../... (suite dans le prochain numéro)

*Tony Andreani est philosophe. Il est professeur émérite de sciences politiques à l'université Paris 8.

L'argent à Rome à l'époque républicaine

Le temps de la République romaine (509-31 av. J.-C.), offre un champ privilégié pour étudier le rôle de l'argent, forme monétaire de la richesse. C'est durant cette période, en effet, que la monnaie s'introduit et se diffuse au rythme des grandes étapes qui scandent l'histoire de la cité. Par sa triple fonction – mesure des valeurs, moyen d'échanges et instrument de réserve – la monnaie contribue au renforcement de l'État, répond aux exigences militaires, stimule les échanges ce qui, en ce temps d'expansion territoriale n'est pas sans répercussions profondes sur la société romaine.

PAR **CLAIRE FEUVRIER-PRÉVOTAT***

Sur près de cinq siècles, apparaissent les premières émissions monétaires, jusqu'au début du III^e siècle qui voit l'installation d'un atelier de frappe à Rome ; puis se structure un véritable système monétaire qui se développe, jusqu'à la moitié du second siècle av. J.-C. quand les guerres s'exportent hors d'Italie ; enfin s'impose le règne de l'argent au rythme des crises de l'État et de la société romaine.

LES PREMIÈRES MONNAIES ET LA CONQUÊTE DE L'ITALIE

En 509 av. J.-C., dans un climat de violence, la royauté cède devant une aristocratie puissante qui établit le régime républicain. Rome est alors une cité importante dont le premier traité qu'elle signe, précisément en 509 av. J.-C., avec la puissante Carthage, définit les espaces maritimes que les deux protagonistes doivent respecter. C'est dire la place reconnue dès lors à Rome au sein de l'espace méditerranéen, due, pour une bonne part, à l'organisation politique mise en place au siècle précédent par

le roi Servius Tullius, qui institue le cens et, comme le dit l'historien Tite-Live « établit les charges civiles et militaires de chacun d'après la fortune ». Cette mesure décisive, en substituant aux structures de la parentèle celles de la richesse, suppose une évaluation des biens qui doivent être réductibles à un

ville étrusque, au terme d'une longue guerre de dix ans (406-396), modifient sensiblement la situation politique et sociale. Les profits, malgré les pertes romaines, sont considérables et, à bien des égards, cette conquête emblématique peut être comprise comme la première étape d'un long processus qui

« L'installation de boutiques de banquiers sur le forum romain, dans les deux dernières décennies du IV^e siècle, affiche bien la naissance et le développement de l'économie monétaire. »

dénominateur commun. C'est alors que sont utilisées les premières formes monétaires (on parle aussi de paléomonnaies), constituées de plaques de bronze, frustes, peu maniables, mais qui autorisent, selon leur poids, la mesure des biens. Toutefois, le nouveau régime politique ne s'installe pas sans difficultés ; le V^e siècle, temps sombre de l'histoire de Rome, est secoué par des luttes violentes qui déchirent l'aristocratie – c'est le conflit patriciens/plébéiens – et par de graves difficultés sociales dues à un endettement endémique ; la conquête et l'annexion de Véies, riche

engage Rome dans une politique de domination en Italie. Elle s'amplifie au long du IV^e siècle, conduite par une aristocratie désormais unifiée, patricio-plébéienne (la *nobilitas*) qui, avec une détermination, faite de violence extrême, de diplomatie et de compromis, impose son contrôle sur les cités et les peuples d'Italie. C'est dans ce contexte que sont émis de véritables monnayages, des plaques de bronze marquées d'une estampille, signe du contrôle romain, que remplacent assez vite les premiers didrachmes romains, monnaies d'argent frappées sur des modèles grecs cam-

paniens. Facilement échangeables avec les monnaies de Grande Grèce (Italie du Sud), elles portent au revers un car-touche, avec *ROMA* ou *ROMANO*[rum]. L'installation de boutiques de banquiers sur le forum romain, dans les deux dernières décennies du IV^e siècle, affiche bien la naissance et le développement de l'économie monétaire. La conquête de la Grande Grèce, achevée en 272, marque la nouvelle emprise de la domination romaine sur la péninsule italienne et favorise la multiplication des émissions monétaires grâce à l'énormité des butins notamment celui, prodigieux, de la ville de Tarente.

LE TEMPS DES GUERRES LOINTAINES ET LE SYSTÈME-DENIER

Pline l'Ancien indique, avec une attention particulière, qu'en 269 av. J.-C. fut installé, sur le Capitole, cœur politico-religieux de la cité, le premier atelier monétaire, appelé *Moneta*, du nom de Junon Moneta, dont le temple était tout proche. Le contrôle des émissions est confié à des magistrats, sous l'autorité du Sénat et, si d'autres ateliers continuent à frapper monnaie en Italie, le contrôle de l'État s'exerce partout. Ce ne sont pas des deniers qu'émet alors *Moneta*, contrairement à ce qu'écrit Pline, mais diverses séries, didrachmes d'argent proches de ceux mentionnés précédemment et quadrigats, pièces d'argent dont le revers porte un quadrige, et autres monnaies de bronze. Ces séries sont produites et émises en grande quantité, tout au long du III^e siècle, et répondent aux besoins grandissants des armées romaines. La liste des opérations militaires est, en elle-même, significative : première guerre punique (264-241), annexion de la Sardaigne (238-237), première guerre d'Illyrie (229-228), conquête de la Gaule Cisalpine, c'est-à-dire de l'Italie du Nord, (225-218), deuxième guerre punique (218-202), guerres d'Orient tout au long du second siècle et conquête de la Gaule du Sud (125-118). Les difficultés financières apparaissent durant les guerres puniques, la seconde surtout. Dès les premières années, les armées romaines subissent, sous les coups des troupes d'Hannibal, de lourdes défaites et l'argent manque. Tous les expédients habituels sont mis en œuvre, manipulations monétaires, emprunts publics et/ou privés, en espèces ou en nature, contributions plus ou moins obligatoires. Dans ce contexte de difficultés accrues, l'État entreprend une innovation monétaire majeure et met en

place, sans doute en 214-213, le système-denier, qui a perduré durant tout l'Empire. Ce monnayage, proche de celui des cités grecques de Grande Grèce [*ndlr* : sud de la péninsule italienne] et de Sicile, se caractérise par sa conception d'ensemble qui en fait un véritable système monétaire bimétallique qui repose sur le denier, monnaie d'argent de 4,54 gr (1/72 de livre romaine) dont la cotation équivaut à 10 as, monnaie de bronze (1/6 de livre). Le denier a des sous-multiples et toutes les pièces portent des symboles qui définissent leur valeur nominale attribuée par l'État. Enfin l'iconographie – à l'avers Rome représentée par une tête de femme casquée, au revers les Dioscures et l'inscription *ROMA* – renforce l'identification et l'unification du système. Les effets de cette réforme ne sont pas immédiats mais son importance est capitale. L'État romain dispose désormais d'un instrument monétaire cohérent, opératoire, capable de traiter les

sions de s'enrichir. Les publicains ne sont pas en reste qui, dans l'orbite des hommes de pouvoir, en lien avec eux, tirent de grands avantages, de l'exploitation des provinces. Ces fermiers publics, chargés, depuis longtemps à Rome de la perception des impôts et plus largement de tous les revenus, mettent à profit leur compétence et leur pratique dans l'exploitation des provinces qu'ils pressurent en toute impunité. Ils gèrent tout à la fois le tribut – l'impôt de la soumission – les taxes douanières et les immenses revenus des biens publics (mines, terres publiques etc.). Ces manèges de fonds alimentent des circuits financiers, très largement spéculatifs, les prêts à taux usuraires sont légion, et de juteux réseaux commerciaux, du commerce des esclaves ou des terres jusqu'aux œuvres d'art. Autant de pratiques qui témoignent, pour l'historien et juriste italien Luigi Capogrossi-Colognesi, « d'une intrication perverse

« L'argent se concentre aussi entre les mains d'un certain nombre de privilégiés et, d'abord, des membres de l'aristocratie sénatoriale, qui profitent très largement du butin, et trouvent dans le gouvernement des régions conquises de multiples occasions de s'enrichir. »

richesses qui affluent à Rome après la victoire sur Carthage et les guerres menées dans l'ensemble du bassin méditerranéen durant le second siècle. Métaux précieux, lingots, monnaies alimentent le trésor public dans des proportions jusque-là inconnues : on a pu calculer que 600 millions de deniers y avaient été déposés entre 200 et 157 av. J.-C..

LE TEMPS DE L'ARGENT-ROI ET LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE

La ville de Rome elle-même bénéficie de cette manne : d'immenses travaux sont entrepris, aussi bien par nécessité, pour faire face à un fort exode rural, que par politique, pour donner à Rome tous les traits d'une grande capitale. L'argent se concentre aussi entre les mains d'un certain nombre de privilégiés et, d'abord, des membres de l'aristocratie sénatoriale, qui profitent très largement du butin, et trouvent dans le gouvernement des régions conquises de multiples occa-

entre les grands processus d'enrichissement des milieux dirigeants et une exploitation forcenée du monde provincial ». Ces capacités d'enrichissement, qui explosent au cours du premier siècle avec de nouvelles conquêtes, dont la Gaule, donnent à leurs détenteurs un pouvoir sans limite, enjeu d'une compétition toujours plus féroce entre « les seigneurs de la guerre ». Au terme d'une longue période de guerres civiles, Octave, bientôt Auguste, l'emporte en 31 av. J.-C. En introduisant son testament, il écrit : « À l'âge de 19 ans, j'ai levé par décision personnelle et à mes frais une armée qui m'a permis de rendre la liberté à la République opprimée par une faction ». C'est bien l'argent fait souverain qui achève alors la République dans l'Empire. ■

*Claire Feuvrier-Prévotat est historienne. Elle est professeur honoraire à l'université Reims-Champagne-Ardenne.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Question de sexe ou question de genre ? Les femmes et la ville

Une enquête telle que celle réalisée à Bordeaux, intégrant le concept de genre, devrait permettre de concevoir un espace urbain répondant aux aspirations de toutes et tous.

PAR **GUY DI MÉO***

On sait qu'habiter dans les villes pose de nos jours d'innombrables problèmes de déplacement et de logement. La quête d'une bonne école pour les enfants, celle d'un quartier agréable, bien desservi, calme, sécurisé et accueillant motive tout candidat à la vie citadine. Trouver du travail, des réseaux de solidarité, de santé, d'éducation, d'entraide, de vie sociale et culturelle fonctionnant à bon compte dans une proximité acceptable constituent aussi des enjeux essentiels de l'urbanité. Pour les citoyens de base, ces aspirations au bien-être, que favorise ou disqualifie la géographie sociale des lieux, rencontrent au quotidien de fréquents obstacles.

QUESTION DE SEXE, POUR COMMENCER

Les femmes et les hommes sont-ils logés à la même enseigne dans ce combat de tous les jours ? *A priori* oui. Pourtant, quand on y regarde de plus près et si on les considère au sein de classes sociales similaires, les femmes semblent, à plus d'un titre, plus mal traitées que les hommes dans nos espaces urbanisés. Dans le pire des cas, celui des SDF par exemple, les femmes, certes moins nombreuses que leurs congénères masculins à vivre dans la rue, en souffrent

encore plus durement que ceux-ci. Pour les nombreuses catégories sociales que nous avons l'habitude de répertorier dans les classes modestes, puis moyennes, inférieures ou supérieures, les femmes restent chargées du plus gros des tâches domestiques. Toutes les statistiques en témoignent. Pour autant, lorsque le chômage ne les force pas à rester chez elles, elles sont de plus en plus présentes sur le marché du tra-

Primo, l'idée de genre pointe de manière critique le fait que des caractéristiques biologiques et physiologiques fonderaient une naturalisation abusive des catégories de sexe : ce clivage majeur et monolithique des sociétés entre le masculin et le féminin. Or, une dichotomie aux implications sociales aussi profonde ne peut résulter que d'une construction sociale et culturelle (idée de *sexe social*) qui confère d'ailleurs, selon les sociétés

« Les femmes, certes moins nombreuses que leurs congénères masculins à vivre dans la rue, en souffrent encore plus durement que ceux-ci. »

vail rémunéré. C'est ce que certains auteurs ont appelé le « régime de la double peine ». Du fait de cette extension de leur fonction sociale, ne sont-elles pas amenées à fréquenter des espaces plus diversifiés que les hommes ? Sans doute.

Or, les enquêtes le montrent : les femmes ne circulent pas dans les villes en toute sérénité. Elles n'y cheminent pas et y flânent encore moins en totale liberté de temps, de corps et d'esprit. Sortir la nuit, surtout dans certains quartiers, les rebute. C'est à ce niveau que la question du genre rejoint celle du sexe.

DU SEXE AU GENRE

Le genre ne constitue que le cumul et l'articulation de trois constats dont l'évidence scientifique ne fait plus de doute.

et les territoires, des statuts sensiblement différents aux hommes et aux femmes. Cette séparation établit un clivage surdéterminant entre les individus. Dès lors, deux ensembles humains distincts et indépassables, excessifs à plus d'un égard en raison des implications sociales multiples et profondes de ce partage, s'identifient à partir des sexes femelle et mâle.

Secundo, cette séparation naturalisée du masculin et du féminin masque des rapports sociaux de domination. Ceux-ci instaurent une double dissymétrie sociale : domination du féminin par le masculin, mais aussi domination des homosexuels, bi- et transsexuels par les hétérosexuels.

Tertio, un décalage s'observe assez souvent entre le sexe biologique, l'attente

sociale d'un comportement sexuel (dit) naturel qui lui est associée, et la sexualité réellement vécue. Comme le remarque Judith Butler, le sexe est diversité et le genre en rend compte. Ce troisième constat vaut aussi pour la grande variété des attitudes d'hommes et de femmes dont la règle de naturalité des appartenances de sexe voudrait qu'ils se comportassent les uns en mâles virils, les autres en parangons de féminité démonstrative et de soumission. Or, l'expérience montre que nombre d'hommes affichent des conduites sociales tout à fait féminines, alors que des femmes s'imposent, parfois avec une certaine violence, comme de redoutables *leaders* sociaux.

LE GENRE : DES OUTILS POUR COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ DANS SES LIEUX

Le genre, c'est l'enchaînement de ces trois principes. Plus qu'une véritable théorie, il s'agit d'une sorte d'arrangement conceptuel à haute portée méthodologique. J'en ai éprouvé l'efficacité à l'occasion d'une enquête, réalisée à Bordeaux, auprès d'une soixantaine de femmes représentatives de la population bordelaise. Cette enquête, menée sous la forme d'entretiens, visait, en regard des constats que j'ai rappelés au début de cet article, à répondre aux questions suivantes : comment les femmes vivent-elles la ville ? Quels obstacles et quelles limites rencontrent-elles dans leurs pratiques quotidiennes des espaces urbains ? Quels lieux leur apportent un agrément, un plaisir de vivre la ville et d'en tirer des ressources personnelles ? Quels lieux opèrent l'effet contraire ? Mon hypothèse, ancrée dans la conceptualisation du genre, consistait à poser qu'il n'existe pas, y compris au sein des mêmes classes sociales, un unanimité comportemental des femmes qui singulariserait une féminité exclusive. Bien au contraire, les femmes, tout en subissant la domination sociale, développent des représentations et des pratiques urbaines d'une grande variété.

INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR, ESPACES PUBLIC ET PRIVÉ

Dans le vécu des femmes, la vieille idée que la maison, le domicile, l'appartement serait leur domaine légitime, alors que la place des hommes se situerait plutôt à l'extérieur, ne s'efface pas totalement. Elle recule pourtant beaucoup. En effet, les rares Bordelaises qui admettent se replier entre les murs d'un logement le font sous le poids de l'âge et de la maladie, de la dépression ou d'une détresse psychologique. En réalité, si la plupart

de nos interlocutrices valorisent et apprécient leur « intérieur » elles en repoussent les limites pour investir le quartier, la ville... voire s'évader bien au-delà !

Il convient d'évoquer deux paradoxes de cette prétendue affinité élective des femmes pour leur logis. Le premier nous amène à constater que moins à l'aise financièrement que les hommes, en particulier quand elles sont en situation monoparentale, les femmes éprouvent plus de difficultés qu'eux à accéder à des logements de qualité. Le second revient à observer que si les femmes recherchent la sécurité dans une certaine intimité résidentielle, c'est aussi dans ce cadre qu'elles subissent le plus de violences (conjugales surtout) ou de viols par des proches. Du coup, c'est sans doute dans l'espace public de la ville que leur sécurité est la mieux garantie et qu'elles peuvent faire pleinement valoir leurs droits à l'égalité des sexes.

LA CITÉ DES FEMMES

Ainsi se dessinent les contours d'une cité (non exclusive) des femmes épousant les césures d'une double distinction : lieux attractifs versus espaces répulsifs ; territoires connus et fréquentés versus espaces ignorés.

sant », « rien de plus ou de mieux qu'eux »... Ce double jeu d'antagonismes spatiaux admet au total une discontinuité très nette entre lieux attractifs, fréquentés et connus d'un côté, espaces répulsifs et largement ignorés de l'autre... Notons que nombre d'hommes éprouvent les mêmes craintes que les femmes qui, toutes, ne les partagent pas : loi du genre oblige !

LES MURS INVISIBLES

Entre ces deux mondes se dressent ce que j'appelle des « murs invisibles ». Ce sont des frontières virtuelles que la plupart des femmes tracent, souvent inconsciemment, dans le tissu urbain. Elles stigmatisent ainsi des lieux générateurs d'une certaine peur sexuelle. Qu'elle soit fondée par des formes de harcèlement dont se plaignent tant de jeunes femmes. Qu'elle surgisse d'un imaginaire collectif regroupant, dans un même rejet, les cités (lieu des « tournantes »), la présence d'arabes ou de noirs (réputés violents et misogynes), les coins sombres propices aux embuscades, ceux de la nuit, des parkings et des parcs, les quartiers du *sexé marchandise* et de la prostitution... La classe sociale des femmes influe assez peu sur

« Les femmes, tout en subissant la domination sociale, développent des représentations et des pratiques urbaines d'une grande variété. »

Le premier distinguo rend attrayants pour les Bordelaises des lieux qu'elles jugent beaux en raison de leur esthétique architecturale ou paysagère, propres, ouverts, clairs, calmes, rassurants, verts et arborés... Il s'agit des quais réaménagés de la Garonne, des places, des axes remaniés et parcourus par le tram, du centre historique monumental et des quartiers plus anciens transformés par la gentrification. La rue ou le quartier de leur propre résidence, même lorsqu'il se confond avec une cité d'habitat social, trouve toujours grâce à leurs yeux. En revanche, les espaces de la ville qu'elles rejettent et où elles détestent se rendre sont ceux qu'elles qualifient de laids, sales, fermés, sombres, oppressants et agressifs, étouffants, minéraux...

Concernant la seconde opposition, les espaces que les femmes déclarent ignorer s'identifient en grande partie aux lieux répulsifs déjà nommés. À ceci près qu'elles affirment ne pas s'y rendre parce qu'il n'y a « rien à voir », « rien à y faire ». Parce qu'ils ne recèlent « rien d'intéres-

l'opacité et la disposition de ces « murs invisibles ». Celles qui les discernent le moins sont les plus jeunes, les plus instruites, les plus mobiles, les plus libérées de la domination masculine, les plus occupées par des professions leur conférant des responsabilités...

En conclusion, on voit bien tout ce que les urbanistes, les aménageurs, les élus peuvent apprendre d'études comme celle que j'ai pu réaliser à Bordeaux. Elles devraient permettre d'introduire des améliorations de l'espace urbain susceptibles d'en faire un véritable espace public, générateur de bien-être et d'identification pour toutes et tous. Elles devraient aussi, par une éducation appropriée aux questions de genre, contribuer à rétablir l'égalité-mixité dans la ville tout en chassant des préjugés tenaces. ■

*Guy Di Méo est géographe. Il est professeur émérite à l'université de Bordeaux.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Qu'est-ce qu'un informaticien ? ⁽¹⁾

Des quantités de gens passent leur journée de travail devant un ordinateur et ne connaissent rien à l'informatique. Alors que recouvre le métier d'informaticien aujourd'hui ? Nous commençons cette série par un auto-entrepreneur créant des sites *Web*.

ENTRETIEN AVEC **LAURENT LEFEBVRE***

À quoi passe ses journées un informaticien ? Est-ce un métier qui change tous les jours ou est-ce routinier ?

Je suis professionnel indépendant (on dit *free-lance*) dans le domaine de la création d'outils de communication sur support numérique. Le cœur de mon métier consiste à réaliser des ergonomies pour les sites Internet. Cela comprend de la création graphique, de la programmation dans des langages informatiques liés au *Web* (HTML, CSS, php, etc.). Mais mon métier possède d'autres facettes. J'administre des bases de données, je rédige des articles pour les sites que je conçois, je retouche des photos, il m'arrive de réaliser des vidéos, d'ouvrir et d'administrer des comptes sur des réseaux sociaux. Les sites que je construis sont hébergés sur un serveur, ce qui nécessite de configurer ceux-ci. Enfin, l'ensemble de ces domaines demande de former mes clients dans l'utilisation de technologies sans cesse en évolution. Je passe donc du temps à réaliser la documentation nécessaire à l'appropriation des outils numériques. Enfin, comme tous les entrepreneurs, j'effectue les formalités administratives nécessaires à ma profession (réalisation de devis, comptabilité, etc.). Tout cela est très passionnant, mais nécessite une formation constante. Je passe donc

beaucoup de temps à me former. Dans le jargon du métier, on appelle cela « faire de la veille ». Cela peut consister à acquérir les connaissances nécessaires à la programmation de nouveaux langages ou à l'utilisation de nouveaux logiciels. Mais cela passe aussi par la lecture d'articles sur les nouvelles tendances du *Web*, la sociologie des internautes ou les nouvelles pratiques en matière de référencement de site. Enfin, la partie artistique de mon travail demande une sensibilité au *design*. Il m'arrive donc de parcourir le *Web* en quête d'inspiration. Dans cette partie du travail, le temps

« Utiliser le terme informaticien est générique. »

libre se mélange au temps de travail. Enfin, pour bien finir de répondre à la question, une des activités les plus récurrentes devant mon écran est d'écouter des *webradios*. Les graphistes ont leurs oreilles qui traînent. Travailler en musique n'influe en rien sur la cadence, mais rend le travail infiniment plus agréable. Dans les *open spaces* des agences *Web* et autres *SS2I*, tout le monde porte un casque. J'ai la chance de pouvoir m'en abstenir puisque je travaille seul.

Est-ce un ou cinquante métiers différents ?

Il y a sûrement 25 000 sortes d'informaticiens différents. Utiliser le terme informaticien est générique. Je me demande

si un électricien n'aurait pas la même réaction si je lui demandais « c'est quoi être un ouvrier au XXI^e siècle ? » D'ailleurs, on ne se dit plus « informaticien », mais « développeur » ou « codeur ».

C'est un peu vertigineux, l'accumulation du temps de travail nécessaire à la réalisation de l'ensemble de ces tâches.

Il est vrai que je ne chôme pas. Mais nous disposons de trois outils pour nous aider à répartir notre travail sur notre emploi du temps hebdomadaire. Mon premier ami est tout simplement le « copier-coller ». Un développeur a horreur de faire deux fois la même chose. Il optimise son temps de travail en alimentant sa bibliothèque de codes de la même manière que le graphiste part rarement de zéro pour concevoir une maquette. Ce dernier dispose toujours d'une base de pictogrammes, de typographies ou d'éléments graphiques à portée de clic. Mon second ami est inhérent au métier de développeur : il s'agit de notre faculté à concevoir des « routines » ou des petits programmes faisant le travail répétitif à notre place. Inutile de faire 300 copier-coller dans une base de données quand nous disposons des connaissances pour automatiser cela. Il en va de même pour appliquer automatiquement le même effet sur l'ensemble des photos d'un organigramme d'entreprise ou d'utiliser Google pour obtenir l'information nécessaire. Mon dernier ami est l'écosystème altruiste dans lequel vivent les codeurs. Laisser des traces pour permettre au suivant de comprendre et de reprendre son propre travail est un réflexe pour le développeur. On ne compte plus les

forums d'entraide, les blogs ou les *wiki* servant de lieux de ressource pour chaque développeur. Graphiste de formation, j'ai toujours été stupéfait par le contraste qui règne entre la logique du droit d'auteur, hégémonique dans le monde de la création artistique, et la logique de la licence libre (ou *creative commons*) qui fait consensus chez les développeurs.

Si un informaticien mort il y a 10 ou 20 ans revenait aujourd'hui, est-ce qu'il serait perdu ?

Impossible de répondre à cette question, ça dépend tout simplement de la personne. Certains seraient dépassés par les innovations technologiques. D'autres, plus curieux, chercheraient à soulever le capot.

« Il y a pas mal d'autodidactes dans le métier. »

Il y a 20 ans naissait le *Web*. Ma génération a appris à programmer à une période où une personne pouvait encore développer seule un jeu vidéo. Une grande partie des programmeurs étaient aussi des créateurs. La décennie suivante allait voir arriver sur le marché du travail des individus qui n'ont pas appris l'informatique sous forme de cours magistraux. Il y a pas mal d'autodidactes dans le métier. Donc, je serais tenté de dire qu'il y aurait beaucoup d'informaticiens qui retrouveraient pied facilement à condition qu'ils n'aient pas perdu la curiosité qui leur a fait découvrir le métier. L'agence *Web* où je travaillais précédemment comptait parmi son équipe de développeurs un licencié de lettres modernes, un ancien de Sciences Po, un ancien journaliste, un ancien graphiste (moi) et seulement trois salariés ayant étudié l'informatique. Je ne pense pas que mon travail est plus complexe aujourd'hui que celui de l'ingénieur informatique d'il y a vingt ans. Au contraire, le *Web* nous a connectés et l'entraide est d'autant plus active. Par contre, c'est le monde qui est plus complexe. Les attentes des employeurs sont plus importantes. La logique commerciale est plus prégnante et la quantité d'interconnexions demande une concentration accrue pour ne pas se laisser divertir par l'abondance de tentations à portée de clic.

Un informaticien travaille-t-il surtout dans le privé ? Permet-il à son employeur de faire des bénéfices et si oui, comment ?

Il y a des informaticiens dans le public comme dans le privé. Il y a des boîtes qui exploitent leurs salariés, mais il existe aussi des coopératives qui reversent les bénéfices aux salariés sociétaires. Comme dans tout secteur économique de notre partie du monde, une grande part de la productivité est basée sur l'exploitation. La filière du site *Web* est l'une de celles qui s'est le plus taylorisée ces dernières années. Lorsque j'ai commencé, la même personne réalisait un site de A à Z. Aujourd'hui, la filière comporte des dizaines de métiers (voir <http://metiers.internet.gouv.fr>) avec une échelle de salaires permettant de mettre en concurrence tout ce petit monde.

Est-ce que c'est le régime de la concurrence exacerbée, internationale (face aux États-Unis, à l'Inde... ?), avec la pression permanente ? Est-il vrai qu'il y a beaucoup d'informaticiens qui se mettent à leur compte en créant des petites sociétés de services ? Et arrivent-ils à tenir ?

Dans mon domaine, il n'y a pas de concurrence exacerbée internationale. Réaliser un site *Web* demande de connaître les internautes et la société dans laquelle on vit. Un Indien ou un Américain

une main-d'œuvre étrangère à bas prix ou lorsque l'on sous-traite ses projets de l'autre côté du globe. Si la pression existe, c'est à l'intérieur de notre territoire. Les agences sont constituées d'une proportion de plus en plus importante de commerciaux. Ceux-ci ont de plus en plus de pouvoir décisionnel au détriment des directeurs artistiques ou des responsables techniques. La rentabilité l'emporte sur la qualité technique ou artistique du site (ce qui est déjà frustrant pour tout technicien ou créateur). Certaines agences sous-traitent même l'ensemble du travail technique et créatif. Ce qui a pour conséquence de transformer le salarié en entrepreneur, entendez par là précaire du XXI^e siècle : heures supplémentaires non rémunérées, pas de sécurité sociale, pas de cotisation chômage, etc. C'est ce que l'on appelle être *free-lance* ou auto-entrepreneur. En ce qui me concerne, je viens de créer mon activité. Rendez-vous dans deux ans pour savoir si je tiendrai. Des aides existent, heureusement !

J'aurais tendance à dire, comme ça de tête, qu'il y a 90 % d'hommes et 10 % de femmes, est-ce vrai ? Est-ce inquiétant ?

C'est pire que ça. En revanche, le métier de graphiste est surtout féminin. Allez savoir pourquoi ! Il y a sûrement des raisons à cela et des choses à faire... On y reviendra dans un

« Les commerciaux. Ceux-ci ont de plus en plus de pouvoir décisionnel au détriment des directeurs artistiques ou des responsables techniques. »

réalisera un travail moins adapté à l'internaute français. Le message touchera donc plus difficilement sa cible sur ce point, on peut comparer le *Web* au journalisme. Il ne viendrait pas à l'idée d'un patron de quotidien français d'embaucher des journalistes indiens... Il y a un an, l'utilisation de la photo du petit Gregory dans une publicité pour la garderie du festival de Montreux avait fait beaucoup jaser dans la profession. Le stagiaire étranger de l'agence de communication avait tout simplement tapé « enfant » sur Google et utilisé la première photo venue pour créer un visuel. C'est le genre de risques qui peuvent se produire si une entreprise embauche

prochain numéro. En attendant, rappelons le n° 40 d'octobre 2014 de la *Revue du Projet* sur les *Fab-labs* et le n° 5 (juillet septembre 2014) de *Progressistes* sur l'économie numérique. ■

<http://projet.pcf.fr/59974>
<http://progressistes.pcf.fr/57633>

*Laurent Lefebvre est créateur de « C-real », une agence de communication digitale (c-real.fr)

Propos recueillis par Pierre Crépel

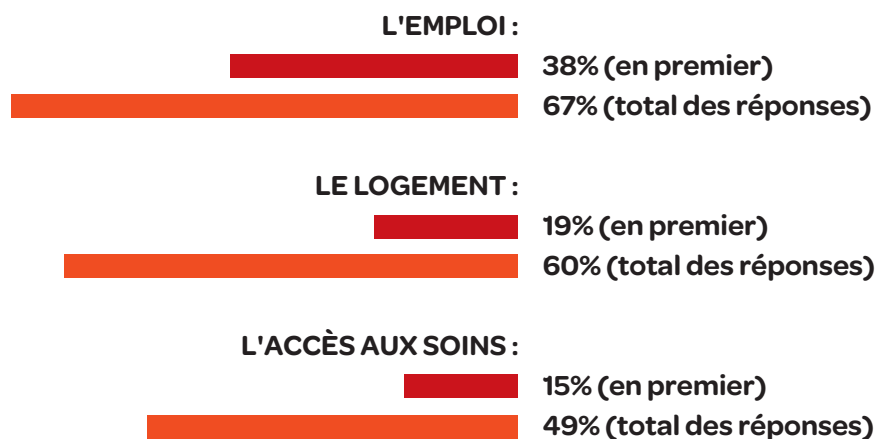
La société est inégalitaire, disent les Français

La SOFRES a sondé, l'automne dernier, l'opinion pour la Fédération des pupilles de l'enseignement public (PEP) et le journal *Le Monde* sur le thème de l'inégalité. Les Français estiment, très majoritairement, 78%, que la société est inégalitaire. Ils ne sont plus que 60% à considérer qu'il faut « lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus ». Ce recul, estime l'Institut, se produit lorsqu'apparaît la notion de mérite. 32% des sondés (38% des 18/24 ans) estiment qu'il faut plutôt « accepter les inégalités entre les individus si celles-ci sont fondées sur le mérite ».

Les sondés établissent une hiérarchie nette entre les publics touchés par les inégalités. À la question « Selon vous, quelles situations devraient bénéficier d'efforts particuliers afin d'assurer l'égalité des chances en France ? » (douze catégories étaient proposées), arrivent en tête « les personnes qui ont très peu d'argent » (45%), puis « les personnes souffrant d'un handicap moteur » (34%) et celles « vivant dans des quartiers où l'insécurité est forte » (32%).

L'immigration (9%) et les gens du voyage (3%) viennent loin derrière et l'Institut parle d'un « climat anti-immigrés qui s'est généralisé ».

Quels sont les domaines où les inégalités sont les plus répandues dans la société française ? En % (plusieurs réponses possibles) :



Quelles professions doivent faire le plus attention à ne pas créer des discriminations ? (en % des réponses)



Rendre l'économie plus belle en la rendant plus humaine

Hommage à Bernard Maris

L'économie a beau se revendiquer de la rigueur scientifique, il n'est pas besoin d'une analyse poussée pour comprendre que la raison est loin d'être la pierre angulaire de la discipline. Avec ses dogmes (orthodoxes ou hétérodoxes), ses saints (Adam Smith), ses idoles (le marché) et ses prêtres (les « experts »), l'économie tient en effet plus de la religion que de la science. Cela la disqualifie-t-elle pour autant ? Non, car l'économie est une science humaine, et pour cette raison elle est à la fois sujette aux travers humains, dont le travers religieux, et d'autant plus fascinante à observer et à étudier. Voilà ce qu'aimait à répéter Bernard Maris, l'Oncle Bernard, dont nous avons été tragiquement privés le mercredi 7 janvier dernier.

Remettre l'humain au centre de l'économie. Telle était l'ambition que s'était fixée Bernard Maris. Et il ne s'agissait pas simplement d'humaniser les objets auxquels s'intéresse l'économique, même s'il s'agit d'une part importante de la démarche. En témoigne le nombre de pages qu'il a consacré à réhabiliter le partage et l'échange, à montrer qu'il vaut mieux parfois être cigale que fourmi, ou à remettre en question les totems du Marché, de la Marchandise et de la Valeur. Mais il fallait aller plus loin encore, et amener l'humain au cœur même de la *science* économique, pour rappeler qu'elle n'est finalement que le produit de rapports humains et sociaux, et que c'est là le seul prisme sous lequel on peut l'observer, l'analyser, la critiquer et la faire progresser.

« Au fait, les économistes... De quoi parlez-vous ? Savez-vous que lorsqu'on a compris que la "science" économique était une religion, l'économie devient passionnante ? On peut l'aborder sous l'angle de la mathématique pure – rien n'est plus respectable que le plaisir pur du chercheur, détaché des

contingences mercantiles, qui produit ses théorèmes de mathématique, mais qu'il ne les baptise lois économiques, par pitié ! Sous l'angle de l'histoire des faits, de la pensée, de

la philosophie économique, de la comptabilité, de la statistique descriptive... De la rhétorique – comme il est amusant, alors, d'observer les travaux de couture des uns et des autres pour emmailloter plus ou moins habilement dans de la "science" leur idéologie ! »

Car l'objectif, en s'attaquant à la carapace de scientificité derrière laquelle se protègent économistes et autres experts, c'est bien de porter les premiers coups à la nouvelle sainte

alliance du sabre capitaliste et du goupillon économiste. Ce que nous retiendrons des leçons de l'Oncle Bernard, c'est qu'il est des façons sublimes de porter ces coups, en hisant l'économie au niveau des plus belles productions de l'esprit humain, poésie et littérature en tête. En rappelant ainsi que l'économie n'avait pas à rougir de sa propre capacité à élever le genre humain, le contraste avec son avilissement actuel et son asservissement au capitalisme et à la société de consommation n'en paraissait que plus insupportable. La plus belle des défenses pour la plus efficace des attaques, en quelque sorte, et un flambeau que nous tâcherons de reprendre.

« Remettre l'humain au centre de l'économie. Telle était l'ambition que s'était fixée Bernard Maris. »

Pour découvrir ou approfondir la pensée de Bernard Maris

Antimanuel d'économie (2 tomes), Bréal

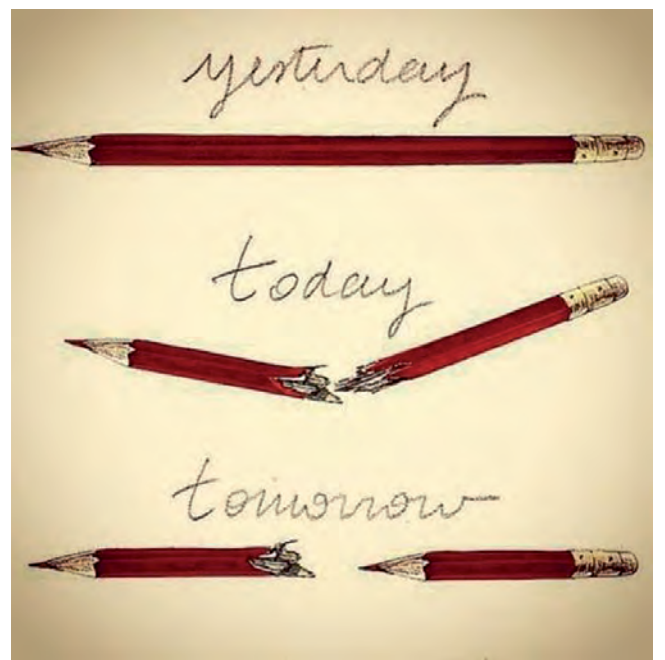
Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles, Le Seuil

Petits principes de langue de bois économique, Bréal et Charlie Hebdo

Charlie, partout on dessine en ton nom



Doaa Eladi, dessinatrice égyptienne

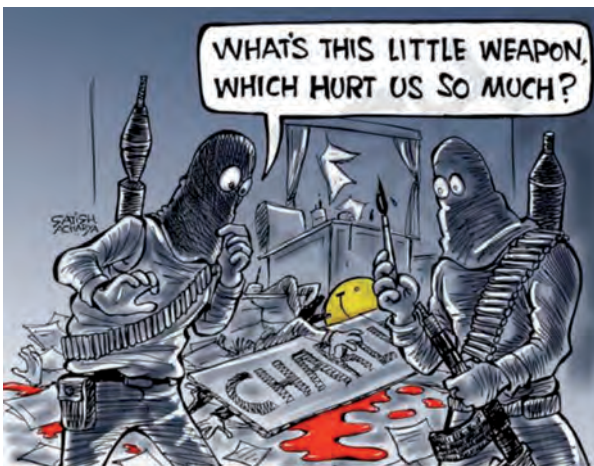




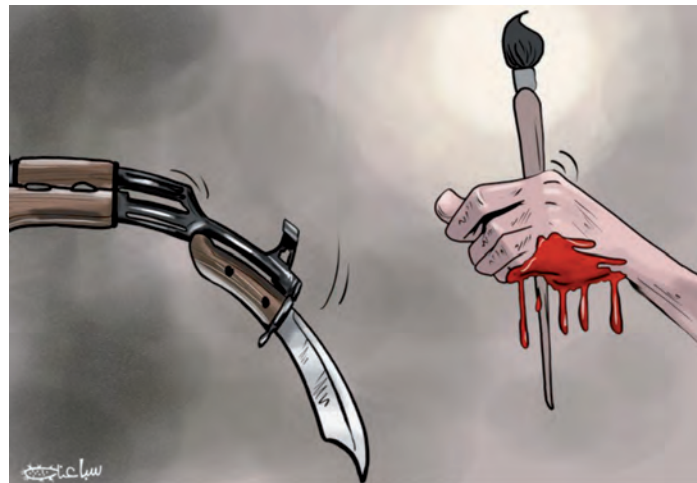
« Il a dessiné en premier », **David Pope**, *Canberra Times*, dessinateur australien



« Ma solidarité avec Charlie Hebdo », **Angel Boligán Corbo**, dessinateur cubain



« Quelle est cette petite arme qui nous a fait tant de mal ? », **Satish Acharya**, dessinateur indien



Mohammad Saba'aneh, dessinateur palestinien

¡A TOMAR LAS ARMAS COMPAÑEROS!



#charlieHebdo

« Prenons les armes camarades ! », **Francisco J. Olea**, dessinateur chilien

Richard Matthew Stallman ou l'informatique de l'humain

PAR VÉRONIQUE BONNET*

L'Humanité.fr, dans un article du 13 septembre 2014, proposait des morceaux choisis du discours sur les droits de l'homme et l'informatique que Richard Matthew Stallman avait tenu la veille à la Fête de l'Humanité. En ce début 2015, porteur de mesures floues dans le registre digital, qu'il s'agisse du très indéterminé « tout numérique » dans l'Éducation Nationale, ou encore, à l'international, les discussions de traités commerciaux en cours, entre les États-Unis et l'Europe, qui risquent de faire prévaloir la recherche exclusive de profits sur les égards dus à l'humain, évoquons la figure de celui qui, plus que jamais, dans l'informatique, n'a de cesse de dénoncer l'inhumain : « Avec un logiciel, il y a deux possibilités, ou les utilisateurs ont le contrôle du programme, ou le programme a le contrôle de l'utilisateur. Dans le premier cas, cela s'appelle le logiciel libre. » Homme utilisateur ou homme outil ? Sujet ou objet ?

Programmeur au M.I.T. (*Massachusetts Institute of Technology*), après un cursus d'exception en mathématiques, RMS (ses initiales, triade mythique pour ses collaborateurs et admirateurs) s'aperçut, confronté à l'impossibilité d'obtenir de la firme Xerox le code de fonctionnement d'une imprimante pour la réparer, que les échanges d'informations, qui allaient de soi entre scientifiques et chercheurs, au début de l'informatique, étaient désormais menacés. Verrouillage, pour l'utilisateur lui-même, en vue d'assurer des rentes de situation et de rançonner régulièrement ceux qui prétendent seulement se servir pleinement d'un logiciel. Cela le mit en colère. Au nom de la dignité humaine : un homme est une personne, et non pas une vache à lait, il lança son projet de constitution d'outils informatiques libres, en septembre 1983. On appelle ce mouvement : *Free Software*, que l'on traduit en général par « logiciel libre », ou « le libre ». Mais en faisant bien attention de ne pas le confondre avec sa copie souffreteuse, l'*Open Source*, qui ne retient du « libre » que ses performances techniques, et qu'on devrait traduire seulement par « l'ouvert ». Sans la démarche protestataire et constructrice de Richard Stallman, les utilisateurs auraient été régulièrement priés de passer à la caisse. Et surtout auraient dû renoncer à de nombreuses formes de synergie et de partage à cause des nombreux dépôts de brevets logiciels interdisant de copier transmettre, améliorer.

LE « LIBRE »

Richard Matthew Stallman a conçu globalement et sur le long terme cette constitution de ressources informatiques communes, sous tous ses aspects. Par une assise technique, ingénieuse, qui a nécessité de nombreux collaborateurs et un temps infini passé à coder, à copier pour enrichir, améliorer, reverser à la communauté. Par des dispositifs juridiques tels que le « gauche d'auteur », traduction du *copyleft*, contraire du *copyright* que l'on traduit par « droit d'auteur ». Le *copyleft* est un statut juridique qui permet le partage, alors que le *copyright* verrouille les utilisations par des dispositions contraignantes. Au contraire de celles-ci, le mouvement du *Free Software* se caractérise par des dispositions éthiques telles que les quatre libertés : exécuter, étudier, améliorer, redistribuer. Richard Stallman, en France, les articule souvent à la triade républicaine : « Liberté, parce qu'un programme libre respecte la liberté de ses utilisateurs. Égalité, parce qu'à travers un programme libre, personne n'a de pouvoir sur personne. Et fraternité, parce que nous encourageons la coopération entre les utilisateurs. »

Le « libre », donc, le *Free Software*, plaide pour une autonomie de celui qui « fait son informatique comme il veut » et aussi mène son existence comme il l'entend. Parce que l'informatique, comme le précise Richard Stallman « touche à la vie même ». L'existence, qu'elle irrigue, requiert, pour s'humaniser, non des pratiques de pure rivalité « en dépit des autres ou malgré les autres ». Mais des synergies respectueuses, « avec et par les autres ». Comme le dit souvent dans ses conférences et en privé Richard Stallman lui-même : « Partager est bon. »

UNE ASSOCIATION RELAIS EN FRANCE

La FSF, *Free Software Foundation*, dont il est le concepteur et le président, se définit elle-même, à l'adresse <http://www.fsf.org/>, comme « une fondation sans but lucratif avec la mission cosmopolitique de promouvoir la liberté des utilisateurs d'ordinateurs et de défendre les droits de tous les utilisateurs du *Free Software* ». Richard Stallman paie de sa personne, constamment de par le monde pour actualiser ses mises en garde et ses préconisations, à mesure que les verrous du Fermé se font plus insensibles et trompeurs que jamais. Dans la rubrique « Où se trouve actuellement, dans le monde, Richard Stallman » tenue par son assistante Jeanne Rasata, sont annoncés les déplacements internationaux et les thématiques abordées. Citoyen du monde, humain soucieux de l'humain, RMS se fait sans répit lanceur d'alerte, aussi bien dans l'analyse des nouveaux dangers que dans la synthèse des répliques politiques à effectuer.

Il réagit ainsi régulièrement aux nouvelles innovations propriétaires de Microsoft et Apple : « la censure est une fonctionnalité nouvelle dans Windows 8 et sa version mobile. Microsoft censure certaines applications, l'utilisateur n'est même plus libre d'installer les programmes de son choix [...] Windows se qualifie littéralement de *malware*, c'est-à-dire de programme conçu pour maltraiter les utilisateurs. Ce mot est souvent utilisé pour qualifier des virus, mais peut s'appliquer à des programmes comme Windows. Mais Windows n'est pas unique, Mac OS, le système d'exploitation d'Apple est un *malware* aussi. Le système des *iThings*, les monstres numériques d'Apple est bien pire... » Il réagit aussi aux manquements éthiques de ceux qui n'utilisent le logiciel libre que pour en tirer le maximum de profit sans se soucier de l'autonomie de l'utilisateur. Lorsque ce qu'on nomme l'*Open Source*, copiant les réalisations libres, patrimoine œuvré et commun, les améliore pour gagner seulement beaucoup d'argent, s'appropriant sans réciprocité ce qui devrait rester inaliénable, ni le reverser à la communauté.

L'APRIL (Association francophone de promotion et défense du logiciel libre), <https://www.april.org/relais> de la FSF et de la philosophie GNU en France, vient de célébrer ses 18 ans. Frédéric Couchet, délégué général, fut l'un des cinq cofondateurs, qui contactèrent très vite Richard Stallman pour bénéficier de son expérience, de son charisme, et de sa manière très spéciale d'intégrer les réalités sans en rabattre sur les idéaux. Que l'on touche à la liberté informatique, c'est-à-dire aussi à la liberté tout court, et l'APRIL qui veille au grain, fait le nécessaire pour revendiquer et rédiger des contre-propositions.

Ainsi, actuellement, un appel fort de l'APRIL qui représente, en France, l'option rigoureuse du « libre » a besoin de notre attention, de notre soutien, dans la ligne délibérément humaniste ouverte par Richard Stallman.

Un appel au choix des formats ouverts dans l'Éducation nationale, pour éviter la rupture d'égalité dans l'accès au

service public de l'éducation, une pétition à signer pour s'étonner qu'une telle mesure n'ait pas déjà été adoptée, comme l'a fait la Gendarmerie nationale, qui est même allée plus loin en adoptant un plan de migration vers le logiciel libre, et le ministère de l'Agriculture :

Le site est accessible ici : <http://formatsouverts.education/Signalons>, sans vouloir ici faire la promotion de l'APRIL, que son site, auquel contribue une communauté chaleureuse, propose une logistique collaborative technique, juridique, éducative. Par l'APRIL, association sœur de la FSF de Richard Stallman, des conférences sont proposées, des listes de diffusions, une revue de presse hebdomadaire qui éclaire sur les grands enjeux du « libre ». Tel est, dans l'espace francophone, le relais du combat exigeant, sans concession, de Richard Stallman, informaticien de l'humain. ■

***Véronique Bonnet** est philosophe. Elle est professeur en classes préparatoires.

Ce texte est placé par son auteur sous licence Creative Commons, Attribution, Partage à l'identique, version 4.0 et ultérieures. CC-BY-Sa 4.0.

EN LIBRAIRIE :

- Richard Matthew Stallman, Sam Williams, Christophe Masutti, **Richard Stallman et la révolution du logiciel libre. Une biographie autorisée**, Licence Gnu Free Documentation Licence, Paris, éditions Eyrolles, 2010.

(Richard Stallman a choisi de reverser l'intégralité de ses droits d'auteurs (45 %) à la *Free Software Foundation*. Christophe Masutti a choisi de reverser l'intégralité de ses droits d'auteurs (45 %) à *Framasoft*.)

L'Humanité de Jean Jaurès à Marcel Cachin – 1904-1939



Les Éditions de l'Atelier, 2014

ALEXANDRE COURBAN

PAR ANTOINE GUERREIRO

À bien des égards l'ouvrage d'Alexandre Courban comble un vide historiographique. Car, en ce centenaire de la mort de Jaurès, l'histoire de la naissance et des jeunes années du « quotidien socialiste », passé « journal communiste » puis « organe central du PCF » était encore à écrire ; ou plutôt à mettre à la disposition du grand public, le livre publié aux éditions de l'Atelier étant une version adaptée de la thèse « *L'Humanité* (avril 1904 – août 1939). Histoire sociale, politique et culturelle d'un journal du mouvement ouvrier français » soutenue en 2005.

Les archives du journal n'étant pas disponibles au début de sa recherche, c'est une histoire par le biais des organes politiques qu'a privilégiée Alexandre Courban ; approche qui sera ensuite complétée par une étude des comptes-rendus des assemblées générales, conseils d'administration et autres archives internes à la société de presse, ceci grâce au dépôt des fonds de *L'Humanité*.

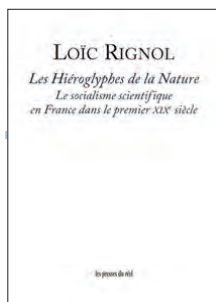
À l'aide des archives du mouvement socialiste d'avant 1920, de celles du PCF mais aussi de sources policières et des fonds nouveaux sur le journal, Courban retrace les nombreuses évolutions ayant marqué les premières années de *L'Humanité*. C'est une histoire lourde de difficultés financières, de coups de force et de règlements de comptes entre groupes politiques que nous livre l'auteur, mais aussi l'histoire d'un journal du peuple, marqué par les grands combats de son temps – décolonisation, Front populaire...

La majeure partie du livre est consacrée à l'enchaînement des événements politiques et internes au journal, à la chro-

nologie de la diffusion et des équipes gestionnaires, avec la place belle laissée aux années de la création du journal. Ces années 1900 et 1910 sont aussi celles des grands débats fondateurs sur la conception du rôle de *l'Humanité*, sur son rapport au parti et à la classe ouvrière. Les questions de l'autorité du parti politique sur le journal ou le dilemme entre la constitution d'une équipe de rédacteurs avant tout militants ou encore le recrutement de journalistes professionnels engagés ont structuré une bonne partie de la période étudiée...

En fin d'ouvrage, un court chapitre est consacré au lien particulier à ses lecteurs qu'entretient *l'Humanité* : des campagnes de souscription aux Comités de défense de *l'Humanité* (CDH) créés en 1930, en passant par les correspondants ouvriers, les fameux « rabcors », le journal communiste se veut un journal du peuple par le peuple. Espérons que le travail entrepris par Alexandre Courban ne soit que le début d'un grand chantier historiographique sur un quotidien qui, 110 ans après sa naissance n'a pas fini de tracer son histoire... ■

Les Hiéroglyphes de la Nature. Le socialisme scientifique en France dans le premier XIX^e siècle



Les Presses du Réel, 2014

LOÏC RIGNOL

PAR AURÉLIEN ARAMINI

Cet ouvrage d'une dimension impressionnante offre un panorama exhaustif des « premiers socialistes », durant la période comprise entre la Restauration et l'avènement du

Second Empire. En mettant en évidence les enjeux épistémologiques et politiques de pensées aussi diverses que celle de Fourier, de Saint-Simon, de Pierre Leroux ou de penseurs moins connus tels que Pecqueur, Déjacque ou Cœurderoy, le projet de Loïc Rignol s'inscrit d'abord dans la perspective de récuser une lecture caricaturale des « socialistes » français du premier XIX^e siècle.

Trop souvent, ces auteurs sont regroupés indistinctement sous la catégorie vague de « d'utopistes », qualification qu'ils récuseraient généralement eux-mêmes – à quelques exceptions près tel que Cabet, l'auteur d'un *Voyage en Icarie*. Dans le contexte d'une société française en proie aux tourments révolutionnaires, traversée par des maux autant matériels que spirituels – choléra, révoltes ouvrières, paupérisme, individualisme – l'ambition des socialistes du premier XIX^e siècle est avant tout de constituer une « Science sociale ». Certes, l'idée que ces socialistes adoptent de la « Science sociale » explique sans doute que Marx ait pu les qualifier de « d'utopistes ». En effet, autant pour Fourier, que pour Saint-Simon ou Pierre Leroux, « la Science sociale ne se présente pas comme l'étude de la société, telle qu'elle est, mais de l'association telle qu'elle doit naître ». Si le socialisme prémarxiste possède une dimension utopiste, c'est donc au sens fort, c'est parce qu'il « porte ses regards au-delà des hommes pour saisir la norme qui réglera leur monde ». En quête d'une Science sociale, tous les penseurs socialistes du premier XIX^e siècle partagent un même projet politique : améliorer le sort de la partie de la société la plus pauvre et la plus nombreuse, celle des « prolétaires » qu'ils ne voient nullement comme une classe dangereuse « comme le veut la mythologie bourgeoise » d'un Cousin ou d'un Guizot arrivés au pouvoir après les Trois Glorieuses.

En étudiant la manière dont les premiers socialistes français se sont appropriés la question religieuse, la réflexion anthropologique et la pensée de l'histoire, Loïc Rignol fait apparaître la rationalité du socialisme du premier XIX^e siècle dans la diversité de ses expressions. À l'heure où la question de la laïcité se trouve au cœur de nombreux débats politiques en France, il est particulièrement intéressant de relever l'importance accordée par la première génération des « socialistes » français à la question religieuse, centrale après la rupture qu'incarne la Révolution française. Si la religion est au cœur de leurs préoccupations, c'est d'abord parce qu'il leur semble indéniable que s'est définitivement brisée l'ancienne foi régulatrice et organisatrice du social incarnée par les institutions catholiques. Mais c'est aussi parce qu'ils pensent que seule une religion peut garantir l'ordre et l'unité de la société. Que ce soit par une régénération du dogme chrétien – Louis Blanc ou Lamennais – par un nouveau christianisme – Saint-Simon – voire par une nouvelle religion – Comte ou Leroux – l'urgence pour les premiers penseurs « socialistes » est de relever un nouvel autel afin de conduire « les hommes à l'unité dans une nouvelle cité ». Faut-il voir dans cette conviction de la nécessité du religieux ce qui sépare les premiers socialistes français du matérialisme historique ? ■



Modèle allemand, une imposture

Le Temps des cerises, 2014
(2^e éd.)

BRUNO ODENT

PAR IGOR MARTINACHE

Les premiers de la classe ont toujours un côté énervant, mais quand en plus leurs « performances » sont obtenues par des procédés malhonnêtes et qu'ils prétendent prendre la place du maître, il y a de quoi se révolter. Telle est en substance la position allemande actuellement vis-à-vis de l'Union européenne, comme le montre de manière éclairante Bruno Odent dans ce petit essai paru en 2013 et déjà réédité. Fin connaisseur de notre voisin d'outre-Rhin, il revient sur son histoire récente en embrassant les dimensions politiques et sociales afin de montrer en quoi le fameux « modèle allemand » tant vanté par certains dirigeants et journalistes paresseux ou mal intentionnés (les deux n'étant pas incompatibles) repose sur du sable. Tout d'abord, de quel modèle parle-t-on ? Du « capitalisme rhénan » fondé sur un certain sens du compromis social, incarné notamment par un système pionnier de protection sociale dit bismarckien puis par la codétermination des entreprises, et un ordolibéralisme favorisant notamment le rapprochement entre banques et industrie, qui a notamment contribué au « miracle » économique de l'après-guerre en RFA (non sans l'aide – intéressée – déterminante du Plan Marshall également) ? Ou de la conjonction entre casse des droits sociaux et politique monétaire restrictive favorisant un véritable système de sous-traitance dans les pays voisins de l'Est, mis en vigueur à partir des années 2000 par le gouvernement de Gerhard Schröder ? Car, comme le note Bruno Odent, les piliers de la « société anonyme Allemagne » (Deutschland AG) qui ont permis le développement d'un tissu de PME sans pareil (le *Mittelstand*), une qualité élevée de la formation des travailleurs et de leurs produits ont ironiquement été systématiquement abattus par les réformes de l'Agenda 2010 porté par l'ex-chan-

celier social-démocrate... Ainsi, contrairement à ce qui est souvent avancé, ce n'est pas l'Allemagne qui paie pour les autres, mais inversement le reste de l'UE, et plus encore de la zone euro, de même que les travailleurs allemands les plus précaires qui soldent la facture d'une monnaie forte et d'un excédent commercial artificiellement dopé. Sauf qu'aujourd'hui, ce système atteint lui-même ses limites, et l'Allemagne est à son tour rattrapée par la crise depuis 2012. Avec un vrai sens de la pédagogie, Bruno Odent développe donc ces différents enjeux, dressant un bilan nettement moins favorable de la décennie Schröder-Merkel qui méritent ainsi plus qu'un bonnet d'ânes. Reste

la question des débouchés politiques : pourquoi là-bas comme ici, la casse sociale n'amène-t-elle pas à un réveil des classes sociales se tournant vers une véritable gauche ? Pour tenter de le comprendre, l'auteur revient également sur les transformations du champ politique et l'espoir – pour l'instant – déçu constitué par la constitution de *Die Linke*, et les grandes coalitions « droite-gauche » favorisées par le système électoral proportionnel que certains souhaiteraient là aussi importer dans l'Hexagone. Là aussi, s'il est intéressant de s'inspirer de l'expérience allemande, ce n'est surtout pas pour l'imiter, mais au contraire pour ne pas reproduire les mêmes erreurs... ■



« Rebelles au travail »

Cahiers d'Histoire – Revue d'histoire critique N° 125, octobre décembre 2014

PAR SÉVERINE CHARRET

Le dossier central de ce numéro est consacré aux « rebelles au travail » et pose, à travers eux, la question éminemment sociale des conflits dans le travail. La première contribution sur la grève des terrassiers havrais (Hélène Rannou) permet d'évoquer l'importance d'étendre et de rendre visible la grève. Sont ainsi décrits les meetings de soutien, les « promenades ». L'engagement des femmes y est souligné comme un gage de la vitalité du conflit, tandis qu'est analysé le rôle de la Bourse du travail, comme pôle de la résistance puis comme lieu d'un syndicalisme révolutionnaire tandis que se déploie la répression du mouvement par les pouvoirs publics. Le second article nous conduit en Italie pendant la Première Guerre mondiale. L'auteure, Stéfanie Prezioso, y défend l'idée que cette guerre a été une guerre de classes. D'abord parce qu'elle a été essentiellement voulue par les classes dirigeantes. Ensuite, parce que l'expérience du peuple combattant soumis à des conditions terribles, à la justice sommaire et au mépris n'a pas été celle des officiers et du commandement issus des rangs de la bourgeoisie. Enfin, parce que la concentration ouvrière et paysanne dans les tranchées a forgé une conscience de classe dont les années rouges révolutionnaires à la fin de la guerre sont une des conséquences. Mélanie Roussel, étudiant l'usine dans les années 1930, s'intéresse à l'influence de la crise sur le monde ouvrier. Elle souligne d'abord que la crise implique une plus grande hétérogénéité des ouvriers dont le vocabulaire se fait l'écho (chômeurs, « passagers », travailleurs « du dedans » ou « du dehors »). Dans ce contexte, la lutte collective est plus dispersée, avant tout parce que pèsent sur les grévistes des menaces de sanction. Les conflits contre la dégradation des conditions de travail sont d'ailleurs plus nombreux que ceux contre les restructurations. Néanmoins, les résistances existent. Elles sont d'abord le fait d'individus qui s'opposent à la rationalisation et à la surveillance croissante du travail. Absentéisme, freinage, sabotage... les moyens sont nombreux pour faire échapper temps et matériel au patron. Est alors posée la question de l'entrée en rébellion qu'Éliane Le Port évoque à travers le témoignage de Louis Ory, ouvrier sur les chantiers navals de Saint-Nazaire au moment de la grève de 1955. Est bien

montrée la difficulté pour un jeune homme issu du monde rural de s'intégrer dans un milieu dont il ne maîtrise pas les codes et qu'il perçoit comme violent. Au moment où la grève est déclarée, on sent la tension entre l'ouvrier spectateur qui regarde avec crainte et admiration les meneurs et l'ouvrier acteur qui « va » avec les autres investir les ateliers. L'entrée en grève, malgré les réticences que peuvent susciter les actions violentes, apparaît ici comme « une forme d'intégration, un rite de passage alternatif à l'initiation syndicale ». Les deux contributions suivantes sont consacrées aux années 1968. Fanny Gallot aborde le rapport entre ouvrières et féministes en décrivant la stratégie des mouvements féministes issus de la mouvance révolutionnaire. Leurs militantes vont dans les usines en lutte, rencontrent les ouvrières, les font témoigner et cherchent à nouer un dialogue avec elles, notamment par le biais de la vie privée. Leur but est de créer une solidarité féminine pour remettre en cause les rôles sexués, mais aussi de politiser les ouvrières en contournant les organisations qu'elles considèrent comme hostiles, CGT et PCF essentiellement. Ces échanges ne sont cependant pas sans malentendu, méfiance ou incompréhension réciproques. L'année 1968 est aussi abordée sous l'angle de la triple rupture avec les syndicats au profit des comités de grève et des assemblées générales, avec les revendications traditionnelles, notamment salariales, au profit de l'autogestion et de la remise en cause de l'exploitation capitaliste, avec des pratiques habituelles au profit d'une plus forte radicalité. Sur tous ces points, Stéphane Sirot relativise la singularité de 1968, montrant le caractère minoritaire de « l'insubordination ouvrière ». L'auteur préfère insister sur la pluralité des pratiques et des aspirations mais aussi sur les questions posées à un syndicalisme en cours d'institutionnalisation. Enfin, Stéphane Gacon pose la question des usages de l'amnistie sous la III^e République : par les militants, anarchistes essentiellement, qui mettent en avant le peuple en souffrance pour la réclamer (1880-1890), par les dirigeants radicaux qui s'en servent comme d'un moyen de régulation sociale (début XX^e siècle), par le PCF qui l'utilise pour faire la « conquête des masses » (entre-deux-guerres). L'amnistie est ainsi l'occasion de débats où droite et gauche s'affrontent sur la légitimité de la révolte face à la défense de l'ordre et opposent les figures d'un peuple héroïque, acculé par la crise et la pauvreté, d'un peuple indiscipliné, d'un peuple enfant facilement manipulable. Ce numéro de la revue est complété par une étude sur les Jeunesses communistes en 1968 (Mathieu Dubois) et une contribution sur l'anticolonialiste Jean-Louis Hurst (Didier Monciaud). ■

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, La Revue du projet propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

La marchandise

Pour comprendre une réalité complexe, il faut partir des éléments simples dont elle est composée. Pour Marx, la marchandise est « la forme élémentaire » de « la richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste ». C'est donc par son analyse que commence *Le Capital*.

PAR **FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER**

Si l'on fait maintenant abstraction de la valeur d'usage du corps des marchandises, il ne leur reste plus qu'une seule propriété : celle d'être des produits du travail. Mais, même dans ce cas, ce produit du travail s'est déjà transformé dans nos mains. En faisant abstraction de sa valeur d'usage, nous faisons du même coup abstraction de ses composantes corporelles et des formes qui en font une valeur d'usage. Il cesse d'être table, maison ou fil, ou quelque autre chose utile que ce soit. Tous ses caractères sensibles sont effacés. Il cesse également d'être le produit du travail du menuisier, du maçon, du fileur, bref, d'un quelconque travail productif déterminé. En même temps que les caractères utiles des produits du travail, disparaissent ceux des travaux présents dans ces produits, et par là même les différentes formes concrètes de ces travaux, qui cessent d'être distincts les uns des autres, mais se confondent tous ensemble, se réduisent à du travail humain identique, à du travail humain abstrait.

Considérons maintenant ce résidu des produits du travail. Il n'en subsiste rien d'autre que cette même objectivité fantomatique, qu'une simple gelée de travail humain indifférencié, c.-à-d. de dépense de force de travail humaine, indifférente à la forme dans

laquelle elle est dépensée. Tout ce qui est encore visible dans ces choses, c'est que pour les produire on a dépensé de la force de travail humaine, accumulé du travail humain. C'est en tant que cristallisations de cette substance sociale, qui leur est commune, qu'elles sont des valeurs : des valeurs marchandes. [...]

C'est donc seulement la quantité de travail socialement nécessaire ou le temps de travail socialement nécessaire à la fabrication d'une valeur d'usage qui détermine la grandeur de sa valeur. La marchandise singulière ne vaut ici tout bonnement que comme échantillon moyen de son espèce. Les marchandises qui contiennent des quantités de travail égales, ou qui peuvent être fabriquées dans le même temps de travail, ont donc la même grandeur de valeur. Le rapport de valeur d'une marchandise à la valeur de n'importe quelle autre marchandise est donc celui du temps de travail nécessaire pour produire l'une au temps de travail nécessaire pour produire l'autre.

Karl Marx, *Le Capital*, Livre I
(quatrième édition allemande de 1890),
Éditions sociales, Paris, 1983, pp. 42-45.
Traduction de Jean-Pierre Lefebvre

VALEUR D'USAGE, VALEUR D'ÉCHANGE ET VALEUR.

Une marchandise quelconque peut être considérée d'un « double point de vue ». D'abord comme « valeur d'usage », c'est-à-dire comme chose utile. Une chose, pour être une marchandise, doit satisfaire une attente quelconque : un besoin impérieux du corps, un désir de reconnaissance sociale, une passion de collectionneur, etc. La nature de l'attente importe peu ici.

L'utilité d'une marchandise est déterminée par les propriétés même de l'objet. La table ne peut servir qu'à la condition d'être d'un bois suffisamment résistant. Le pain est utile en vertu de ses propriétés naturelles, il fournit au corps les nutriments dont il a besoin, etc.

Mais la marchandise n'est pas seulement une chose que l'on consomme, c'est aussi une chose que l'on échange contre une autre sur un marché. Elle entre alors en rapport avec d'autres marchandises et non plus seulement avec des besoins humains. Telle quantité de fil s'échange contre telle quantité de pain, telle quantité de table, etc. Marx parle alors de la « valeur d'échange » pour désigner la proportion dans laquelle les marchandises s'échangent.

Supposons une situation dans laquelle la valeur du fil est supérieure à la valeur du pain. Comment expliquer ce rapport ? Serait-ce parce que le fil est plus utile que le pain ? Est-ce donc l'utilité d'une chose, sa valeur d'usage, qui détermine sa valeur d'échange ? C'est peu probable. Une marchandise peut être très utile alors même que sa valeur est faible, c'est le cas du pain. Et à l'inverse, une marchandise peut être de faible utilité alors que sa valeur est élevée, c'est le cas du diamant. Serait-ce parce que les propriétés physiques, chimiques, etc. d'une marchandise ont plus de valeur que celles d'une autre ? Mais la comparaison des propriétés des

marchandises ne mène nulle part. Elles sont souvent incomparables. Une tonne de fer et un grain de riz n'ont presque rien en commun ; le pain et la table partagent peu de propriétés.

Rien dans la marchandise ne la rend comparable à une autre : ni son utilité, ni ses qualités naturelles. Et pourtant la comparaison a lieu sur le marché. Si deux choses sont comparables, ce ne peut donc être que parce que chacune renvoie à une même troisième chose. Et cette chose, dit Marx, c'est le travail. Fer, riz, pain, table, etc., autant de marchandises, autant de « produits du travail ».

Ni son utilité, ni ses qualités naturelles ne permettent donc de fonder l'échangeabilité de la marchandise. Le seul dénominateur commun aux marchandises qui rende possible leur échange est le travail ; il constitue ce que Marx nomme la valeur de la marchandise. Ce n'est donc qu'en faisant abstraction de leur valeur d'usage que l'on peut espérer mesurer la valeur des marchandises.

MESURER LA VALEUR D'UNE MARCHANDISE

L'unité de mesure qui va servir d'étalon pour quantifier la valeur des marchandises, c'est le temps. D'après Marx, au-delà des différences qualitatives qui peuvent exister entre le travail du menuisier et celui de l'ouvrier d'usine, il subsiste toujours un élément qui les rend comparables : ils constituent tous deux une dépense d'énergie dont la durée est déterminée. Plus cette durée est élevée, plus le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise est important, plus la valeur de la marchandise produite sera grande.

Il faut prêter attention au point suivant : le temps de travail qui sert de mesure à la valeur d'une marchandise n'est pas le temps de travail qui a véritablement été dépensé pour la produire. La valeur de la chaise sur

laquelle je suis assis n'est pas déterminée par le temps qu'il a fallu à ce travailleur pour produire cette chaise en particulier. Il est déterminé par le temps de travail *socialement* nécessaire à la production d'une chaise de ce type. « Le temps de travail socialement nécessaire est le temps de travail qu'il faut pour faire apparaître une valeur d'usage quelconque dans les conditions de production normales d'une société donnée et avec le degré social moyen d'habileté et d'intensité du travail » nous dit Marx. Cette précision permet de répondre à l'objection dite du travailleur « fainéant ou malhabile » : s'il faut deux fois plus de temps à un tel travailleur pour produire le même type de chaise, cela ne signifie pas que la chaise en question ait une valeur deux fois plus grande. La valeur de la chaise n'est pas calculée à partir du temps de travail qu'il a fallu à cet individu en particulier pour la produire, elle est calculée à partir du temps de travail qu'il faut *en moyenne* pour produire ce type de chaise.

Il reste cependant une seconde difficulté à résoudre. S'il est possible de comparer la valeur d'une chaise et la valeur de dix chaises en se fondant sur le temps de travail socialement nécessaire à leur production, n'est-ce pas uniquement parce que le travail requis pour les produire est de même nature ? On objectera par exemple que le travail d'un ouvrier professionnel est plus complexe que celui d'un ouvrier spécialisé. Faut-il néanmoins en conclure qu'ils produisent chacun la même quantité de valeur en un temps donné ? Non, d'après Marx, mais la valeur qu'ils produisent n'en est pas moins comparable d'un point de vue quantitatif. Il considère qu'une « marchandise aura beau être le produit du travail le plus complexe possible, sa *valeur* la met à parité avec un produit de travail simple ». Autrement dit, le travail complexe est toujours réductible à une certaine quantité de travail simple, à une dépense déterminée d'énergie physique et intellectuelle. La mesure de la valeur par le temps de travail n'a de sens que parce que les différents producteurs de marchandises ne produisent pas pour leur propre consommation, mais pour échanger les produits de leur travail contre d'autres marchandises. En cela, la détermination de la valeur par le temps constitue, d'après Marx, le cœur de la production marchande sur laquelle se fonde le mode de production capitaliste. ■

LA MARCHANDISE, PORTE D'ENTRÉE DANS LE CAPITAL

La structure du *Capital* est complexe, notamment parce que la méthode qui y est à l'œuvre consiste à s'élever du plus abstrait au plus concret. Marx considère qu'on ne peut pas comprendre le fonctionnement du mode de production capitaliste en partant de la manière dont il se présente spontanément à notre regard. C'est une difficulté que l'on rencontre aussi dans d'autres champs scientifiques : en astronomie, si l'on prend les apparences pour point de départ, on en vient à croire que c'est le Soleil qui tourne autour de la Terre. Il faut donc adopter également une démarche contre-intuitive dans l'analyse des phénomènes économiques. L'exposé de Marx commence donc par ce qu'il appelle la « forme élémentaire » du mode de production capitaliste : la marchandise.

CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE



En ligne sur : <http://projet.pcf.fr>

CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ !

« BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE ! »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition.

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSÉZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS. OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Portable : Adresse électronique :

Profession :

Centre d'intérêt et/ou compétences :

LA REVUE DU PROJET
BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/10 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

- Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet»
 Standard : 56 € Chômeurs/étudiants : 40 € Souscription : 72 €

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE
Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REEMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

Association Paul-Langevin

Administration & abonnements : 6, avenue Mathurin-Moreau 75167 Paris cedex 19 - Tél. : 01 40 40 12 34
N° de compte : La Banque postale 5269700R020

LA REVUE DU PROJET REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Je coche le prélèvement souhaité et remplis les cases ci-dessous à l'aide d'un RIB

- Standard : 4 X 14 € = 56 € Chômeurs/étudiants : 4 X 10 € = 40 € Souscription : 4 X 18 € = 72 €

Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.

L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.

Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement, renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).

DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à l'annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n°80 du 11/04/1980 de la Commission Informatique et libertés.

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

N° national d'émetteur :
530622

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



LUTTE CONTRE LE RACISME

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES

Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sylvie Mayer
mayersy@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Science, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
explorer, construire, innover
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Clément Garcia
Vice-rédacteur en chef



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



Léo Purguette
Vice-rédacteur en chef
Travail de secteurs



Jean Quéfier
Vice-rédacteur en chef
Lectrices & lecteurs



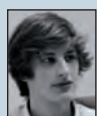
Gérard Streiff
Vice-rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



**Marine
Roussillon**
Critiques



Maxime Cochard
Critiques



Stève Bessac
Histoire



Camille Ducrot
Lire



Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte



Nicolas Dutent
Mouvement réel
Regard



Francis Combes
Poésies



Franck Delorieux
Poésies



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Anthony Maranghi
Revue des média
Communication



Alain Vermeersch
Revue des média



Pierre Crépel
Sciences



Michaël Orand
Statistiques



Alexandre Fleuret
Vidéo



Vincent Bordas
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Parti communiste français